

III. POLITIQUES ET PRATIQUES COMMERCIALES – ANALYSE PAR MESURE

1) APERÇU GENERAL

1. Depuis le précédent examen, effectué en 2007, l'Australie a conservé un régime commercial ouvert qui tient en grande partie à la transparence exemplaire de sa politique commerciale et des politiques connexes. Elle a continué d'appliquer une libéralisation unilatérale dans certains domaines en vue d'améliorer la compétitivité des entreprises nationales et d'atténuer les facteurs faisant obstacle aux exportations. Cependant, il subsiste d'importants obstacles tarifaires et non tarifaires au commerce et à la réaffectation efficiente des ressources nationales. L'accent a été mis sur une meilleure coordination dans la formulation et la mise en œuvre des politiques au niveau de l'administration centrale, des États et des Territoires dans les domaines tels que les normes, les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS), ainsi que les marchés publics.

2. Le tarif douanier reste l'un des principaux instruments de la politique commerciale australienne, bien qu'il constitue une source mineure de recettes fiscales. Par suite de la réduction unilatérale (au 1^{er} janvier 2010) des droits appliqués aux textiles, vêtements et chaussures, ainsi qu'aux véhicules de transport de personnes, la moyenne des taux NPF appliqués a légèrement diminué, passant de 3,8% en 2006 à 3,1% en 2010; d'autres réductions unilatérales sont prévues d'ici à 2015. Alors que le droit NPF moyen appliqué aux produits industriels est de 3,4%, celui qui est appliqué aux importations de produits agricoles est d'environ 1,4%. À l'heure actuelle, quelque 96% des taux NPF appliqués se situent entre zéro et 5%. Malgré la réduction unilatérale des taux de droits, y compris les crêtes tarifaires *ad valorem*, les droits NPF appliqués aux textiles, vêtements et chaussures ainsi qu'aux véhicules de transport de personnes demeurent nettement supérieurs à la moyenne, conformément à une longue pratique de soutien sectoriel. La structure tarifaire a été simplifiée et comporte désormais sept taux (quatre taux *ad valorem*, un taux spécifique, un taux composite et un taux alternatif). Toutefois, comme elle se caractérise aussi par une progressivité des droits, les taux effectifs de protection tarifaire peuvent être largement supérieurs aux taux nominaux. Environ 99,7% des taux de droits sont *ad valorem*, ce qui contribue à la transparence du tarif. Cependant, les droits non *ad valorem* tendent à occulter des taux relativement élevés, notamment en ce qui concerne les véhicules usagés. Le fait que 96,5% des lignes tarifaires sont consolidées confère une grande prévisibilité au tarif; toutefois, la moyenne simple des taux NPF consolidés (10,1%) dépasse considérablement la moyenne des taux NPF appliqués, de sorte que les autorités disposent d'une vaste marge de manœuvre pour augmenter les taux appliqués tout en restant dans les limites des consolidations, même s'il n'y a pas eu d'augmentations au cours de la période considérée. Des contingents tarifaires sont restés en vigueur pour cinq produits fromagers et pour les tabacs bruts ou non fabriqués, mais apparemment ils sont appliqués d'une manière souple/libérale; le contingent concernant les tabacs n'a jamais été appliqué. Le dédouanement informatisé a facilité la quasi-totalité des importations et des exportations.

3. Il subsiste des prohibitions et des restrictions à l'importation sous la forme de prescriptions techniques ou quaranténaires rigoureuses qui, selon le gouvernement, sont à la mesure du niveau approprié de protection; en principe, ces mesures visent, entre autres choses, à protéger la vie ou la santé des personnes et des animaux ainsi qu'à préserver les végétaux, l'environnement, la sûreté et la sécurité. Des changements ont été opérés pour faire en sorte que toutes les instances de normalisation œuvrent de concert, évitent les doublons et travaillent en harmonie avec les normes internationales, ainsi que pour centraliser les pouvoirs dévolus au gouvernement du Commonwealth pour l'instauration des normes obligatoires de sécurité et d'information sur les produits. La proportion des normes nationales qui sont identiques à des normes internationales ou en sont des "versions modifiées" se maintient à 38%. Aucun nouvel accord de reconnaissance mutuelle concourant à la

facilitation des échanges n'a été signé durant la période considérée. Même si l'Australie continue d'appliquer des mesures SPS rigoureuses, elle reconnaît que le risque nul n'est pas atteignable et a engagé des réformes axées sur le passage "de la quarantaine à la biosécurité". Alors que l'adoption d'une norme nécessite la preuve de l'"avantage net" pour la collectivité dans son ensemble (y compris les consommateurs nationaux), les mesures SPS sont prises sans une analyse coûts-avantages incluant leurs effets commerciaux pour les parties prenantes de la chaîne d'approvisionnement, mais l'analyse des risques à l'importation est censée inclure la question des conséquences économiques pour les parties prenantes pertinentes. Le recours aux mesures antidumping et mesures compensatoires s'est poursuivi au même rythme, et la plupart des ouvertures d'enquête et des mesures concernent des produits originaires d'Asie; aucune mesure de sauvegarde n'a été adoptée au cours de la période considérée.

4. L'Australie a le statut d'observateur dans le cadre de l'Accord de l'OMC sur les marchés publics (AMP), mais les vastes chapitres consacrés aux marchés publics dans plusieurs de ses accords de libre-échange (chapitre II) lui font obligation de respecter les principes de transparence et de non-discrimination dans la passation de ces marchés. Elle a continué d'utiliser les marchés publics comme un instrument de politique économique visant à favoriser le développement industriel dans certains domaines sensibles (par exemple, les biens immobiliers ou les logements, les services de recherche-développement et les véhicules automobiles) qui sont exemptés des procédures obligatoires s'appliquant à ces marchés au-delà de certains seuils. L'objectif consistant à effectuer au moins 10% (en valeur) des achats auprès de petites et moyennes entreprises (PME), ainsi que les marges de préférence en faveur des fournisseurs locaux et les prescriptions de teneur en éléments locaux imposées par les gouvernements de certains États, ont été maintenus; dans certains domaines, ces dispositions ont été renforcées, mais elles sont appliquées conformément aux engagements inscrits dans les accords de libre-échange.

5. Les contrôles ou les restrictions quantitatives à l'exportation appliqués par les entités du secteur public concernent certains produits de base et produits thérapeutiques et visent, entre autres, à garantir une offre intérieure adéquate et à assurer le respect des normes; les exportations d'ovins mérinos ont été libéralisées. L'État continue d'intervenir dans l'économie lorsqu'il est avantageux de promouvoir et/ou de réglementer le commerce d'exportation pour certains produits agricoles (par exemple, le blé, l'orge, le riz et le sucre). Toutefois, le caractère de cette intervention a changé ces dernières années, car tous les dispositifs officiels ont été supprimés (par exemple, pour les céréales, le blé et le sucre), si l'on fait exception de l'Office de commercialisation du riz, implanté dans l'État de la Nouvelle-Galles du Sud, qui est à l'heure actuelle la seule entité possédant des droits de monopole pour l'exportation. L'aide à l'exportation, qui comprend des subventions directes (par exemple, les subventions pour le développement des marchés d'exportation) et des allègements fiscaux (par exemple, le Tradex), a été maintenue et modifiée. Outre les prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux ou "activité australienne", le financement à l'exportation est subordonné, entre autres, à des critères d'"intérêt national"; les modalités du crédit à l'exportation semblent être conformes aux lignes directrices de l'OCDE.

6. Un soutien à la production et au commerce a été fourni sous la forme d'incitations fiscales et non fiscales; la priorité est encore accordée, mais dans une mesure décroissante, aux dépenses de recherche-développement et aux restrictions d'ordre réglementaire en matière de concurrence. Certains programmes sectoriels (concernant, par exemple, les produits laitiers, les véhicules automobiles et les produits pharmaceutiques) ont été supprimés ou modifiés au cours de la période considérée. Le taux de la taxe spéciale sur les voitures de luxe, qui frappe aussi bien les véhicules australiens que les véhicules étrangers mais semble grever les importations de manière

disproportionnée, a été relevé de 25% à 33%. Le taux effectif de l'aide combinée¹ (droits de douane, soutien budgétaire, fixation des prix agricoles et/ou soutien d'ordre réglementaire) demeure relativement élevé pour ce qui est des textiles, vêtements et chaussures, des véhicules de transport de personnes, de la céréaliculture, de l'élevage des ovins et bovins, de l'horticulture et de la production fruitière; selon les autorités, le soutien à la production primaire dépend des effets du climat. Outre certaines activités d'exportation de produits primaires, l'État intervient dans l'économie par l'intermédiaire des entreprises publiques fournissant des services dans des secteurs infrastructurels primordiaux (par exemple l'eau, l'électricité, les ports, le transport ferroviaire, le transport urbain), mais pas toujours sur une base pleinement commerciale.

7. L'Australie a renforcé davantage la protection des droits de propriété intellectuelle en élargissant ses engagements au niveau international. Le cadre de la politique de concurrence, qui se caractérise encore par une longue liste de régimes spéciaux et d'exemptions, y compris au niveau des États ou des Territoires, a été actualisé à plusieurs égards, avec un accent particulier sur la criminalisation des cartels. Les textes législatifs nouvellement adoptés visent à renforcer la protection des consommateurs et les moyens de faire respecter les droits au niveau national.

2) MESURES AGISSANT DIRECTEMENT SUR LES IMPORTATIONS

i) Prescriptions en matière d'enregistrement et de documentation

8. Au cours de la période considérée, les prescriptions minimales en matière de documentation sont restées inchangées; elles incluent une déclaration d'importation complète, qui est exigée pour la plupart des importations.² Un permis d'importation est également exigé pour certaines marchandises faisant l'objet de contrôles ou de restrictions (sections v), vi) et vii) ci-dessous). Un système de fret intégré, qui remplace tous les systèmes antérieurs de déclaration de marchandises, est en vigueur depuis 2005. Guichet unique servant à la vaste majorité des transactions commerciales internationales, ce système procure une interface qui permet une connexion électronique et assure la coordination du dédouanement et de la levée de quarantaine. Certaines transactions peuvent exiger une démarche distincte auprès d'un organisme assurant la délivrance de permis, et d'autres peuvent exiger la présentation d'un permis en format papier. D'autres possibilités sont encore explorées au cas par cas, l'objectif étant d'élaborer des processus de gestion de permis pour des volumes plus importants et des risques plus élevés, de manière à faciliter le dédouanement électronique. Les courtiers en douane sont presque tous connectés au système électronique de l'administration douanière, et les importateurs individuels peuvent s'y connecter via Internet et obtenir un certificat numérique permettant une communication sécurisée. En 2009/10, le traitement électronique a été utilisé pour 99,3% des déclarations en douane (contre 99,4% en 2004/05). L'auto-évaluation des droits de douane demeure la norme, et le respect de la réglementation est assuré grâce aux systèmes d'audit *a posteriori*.

9. Le Programme de solutions commerciales évoluées – programme de facilitation des échanges de l'Australie – se concentre sur la préparation au commerce sans papier et à d'autres améliorations concernant le dédouanement, de même que sur l'élaboration d'une approche par entité de la gestion

¹ Le présent chapitre renvoie à plusieurs indicateurs, dont le taux effectif de l'aide combinée, que la Commission de la productivité (chapitre II) utilise pour évaluer le soutien fourni à différentes activités économiques. Pour plus de précisions sur la définition, la méthodologie et le champ de ces indicateurs, voir Commission de la productivité (2010b).

² Pour de plus amples renseignements, voir le document WT/TPR/S/178/Rev.1 du 1^{er} mai 2007 et les renseignements en ligne de l'Administration des douanes australiennes. Adresse consultée: <http://www.cargosupport.gov.au/site/page5954.asp>.

des risques, qui viendra en complément aux processus existants basés sur l'évaluation des risques par transaction.³ L'Australie a réalisé, d'abord en 2007 puis en 2008 et 2009, des études sur le temps nécessaire pour la mainlevée des marchandises. Ces études reposent sur la méthode entérinée par l'Organisation mondiale des douanes (OMD) pour mesurer les performances en matière de dédouanement; elles ont montré que les Douanes australiennes ne posaient pas d'obstacle important au passage des marchandises à la frontière et que la performance de l'Australie se comparait favorablement à celle d'autres économies.⁴ Elles ont aussi montré que la mesure constante des performances en matière de facilitation des échanges favorisait l'amélioration et les réformes en contribuant à des décisions éclairées de la part des pouvoirs publics comme des entreprises. D'après l'étude réalisée en 2009, actuellement plus de 85% du fret maritime et aérien a fait l'objet d'une évaluation intégrale des risques et d'un traitement sans entrave au moment de sa mise à disposition pour la sortie de douane; en 2007, le délai s'écoulant entre l'arrivée et le dédouanement était de 1,8 et 0,3 jour respectivement pour le fret maritime et le fret aérien. En 2009, les Douanes ont publié les Solutions commerciales évoluées à l'horizon 2015, ainsi qu'un programme de travail centré sur les volets suivants: affiner la stratégie d'intervention concernant le fret; améliorer les capacités de gestion des risques; poursuivre la collaboration avec les entreprises, les autres organismes gouvernementaux et les instances internationales pour répondre aux défis et aux possibilités des entreprises dans la sphère commerciale.⁵ Le budget estimatif 2010/11 pour les activités de facilitation des échanges est d'environ 234 millions de dollars australiens.

ii) Droits de douane

a) Caractéristiques

10. Depuis janvier 2007, le système de classification tarifaire de l'Australie se fonde sur la nomenclature du SH 2007.⁶ Il s'applique au niveau des positions à huit chiffres et comporte 6 008 lignes, soit 116 de moins que le tarif précédent (SH 2002). L'Australie continue de communiquer régulièrement ses données tarifaires et données commerciales à la base de données

³ Selon des études menées par l'OCDE, la réduction des obstacles au commerce entraîne une augmentation de la productivité nationale. Dans le contexte de la facilitation des échanges, les Douanes sont tenues d'assurer une gestion efficace des frontières qui, tout en minimisant la perturbation du commerce légitime et des voyages, permet d'empêcher les mouvements transfrontaliers illicites, d'accroître les recettes publiques et d'établir des statistiques commerciales. Pour plus de précisions sur la facilitation des échanges en Australie, voir Administration australienne des douanes et de la protection aux frontières (2009a) et (2007).

⁴ Pour de plus amples renseignements, voir Administration australienne des douanes et de la protection aux frontières (2009a) et (2007).

⁵ Administration australienne des douanes et de la protection aux frontières (2009b).

⁶ Les principaux changements sont les suivants: restructuration de la classification tarifaire pour certains ouvrages en bois et en papier, certaines pièces de véhicules automobiles, ainsi que les produits des technologies de l'information et produits électroniques grand public, pour tenir compte de l'évolution de la technologie et des échanges; regroupement de trois positions tarifaires relatives aux jouets en une seule position, avec réduction du nombre de sous-positions, dans une optique de facilitation des échanges; suppression de classifications tarifaires liées à environ 200 sous-positions à six chiffres, en raison des faibles volumes d'échanges concernant un large éventail de marchandises dont des produits alimentaires, des produits chimiques, des ouvrages en papier, des textiles, vêtements et chaussures, des métaux et des machines; insertion et éclatement de sous-positions. Il en résulte, entre autres, que le taux de droit s'appliquant aux bois contreplaqués et bois plaqués constitués de couches de bambou et à certains bois tropicaux est passé de zéro à 5% (renseignements en ligne de l'Administration australienne des douanes; adresses consultées: http://www.customs.gov.au/webdata/resources/files/hs2007_faqs.pdf et http://www.customs.gov.au/webdata/resources/files/HS2007_ImpSeminar.ppt [25 mars 2010]).

intégrée de l'OMC.⁷ Son tarif comprend des taux NPF et plusieurs taux préférentiels qui relèvent d'accords bilatéraux et plurilatéraux, ainsi que de régimes de concessions unilatéraux (chapitre II et section e) ci-dessous).

b) Taux NPF appliqués

11. La moyenne des taux NPF appliqués par l'Australie demeure relativement peu élevée. Le 1^{er} janvier 2010, les droits s'appliquant aux vêtements et à certains articles textiles finis ont été ramenés à 10%, et ceux qui s'appliquent aux autres textiles, vêtements et chaussures, ainsi qu'aux véhicules automobiles et à leurs pièces, ont été réduits à 5%. Par suite de ces réductions, la moyenne des taux NPF appliqués a légèrement diminué, passant de 3,8% (2006) à 3,1% (2010) (tableau III.1)⁸; les droits s'appliquant aux vêtements et à certains articles textiles finis doivent faire l'objet d'une nouvelle réduction qui les ramènera à 5% le 1^{er} janvier 2015. En 2008/09, les droits de douane ont fourni environ 1,9% des recettes publiques totales (1,7% en 2005/06) (tableau III.5).⁹

12. Conformément aux règles d'indexation énoncées à l'article 19 de la Loi de 1995 sur le tarif douanier et à l'article 6A de la Loi de 1921 sur le droit d'accise, les taux de droits d'accise (section 4) i) a) s'appliquant à certains spiritueux, à la bière et au tabac ont fait l'objet d'une majoration (la dernière en date) le 2 août 2010.¹⁰

Structure

13. Au cours de la période considérée, l'Australie a simplifié la structure de son tarif douanier. En 2010, environ 99,7% des lignes tarifaires (5 992 lignes) étaient assujetties à quatre taux *ad valorem* (taux nul, 4%, 5% et 10%), contre six taux en 2006; cela confère une grande transparence au tarif. La crête tarifaire *ad valorem* a été ramenée de 17,5% à 10%. Environ 46,2% des lignes tarifaires sont actuellement assorties d'un droit nul (tableau III.I, graphique III.1); près de la moitié d'entre elles (49,8%) sont frappées d'un droit de 5%, et pour 3,7% d'entre elles (7,5% en 2006) le taux de droit est de 10%.

⁷ Document de l'OMC G/MA/IDB/2/Rev.32 du 6 octobre 2010.

⁸ Le calcul des droits de douane étant fondé sur la valeur f.a.b., les droits de douane effectivement appliqués sont inférieurs à ceux des pays qui les calculent sur une base c.a.f.

⁹ Les droits de douane représentent environ 99,8% des taxes applicables aux échanges internationaux; le solde de 0,2% est constitué par les redevances et impositions à l'exportation s'appliquant à certains produits agricoles.

¹⁰ On calcule les nouveaux taux de droits de douane et de droits d'accise en multipliant les taux précédents par un coefficient d'indexation, qui est lui-même calculé en divisant le chiffre le plus récent de l'IPC par le chiffre antérieur le plus élevé après décembre 1983 (trimestre de décembre ou de juin). Ainsi, l'indice de décembre 2009 (169,5) a été divisé par l'indice de juin 2009 (167,0), ce qui donne un coefficient d'indexation de 1,015. Ce coefficient étant supérieur à 1, il a été appliqué pour majorer les taux de droits de douane et de droits d'accise (Avis n° 2010/05 de l'Administration des douanes australiennes, 2 février 2010. Adresse consultée: http://www.customs.gov.au/webdata/resources/files/ACN_2010-05.pdf [20 avril 2010]).

Tableau III.1
Structure du tarif douanier, 2002, 2006 et 2010
 (%)

		Taux NPF appliqué			Taux consolidé final ^a
		2002	2006	2010	
1.	Lignes tarifaires consolidées (% de l'ensemble des lignes tarifaires)	96,7	96,7	96,5	96,5
2.	Moyenne simple des taux	4,5	3,8	3,1	10,1
	Produits agricoles (SH 01-24)	1,4	1,4	1,4	3,6
	Produits industriels (SH 25-97)	5,0	4,2	3,4	11,2
	Produits agricoles selon la définition OMC	1,5	1,5	1,6	4,1
	Produits non agricoles selon la définition OMC	5,0	4,1	3,3	11,2
	Textiles et vêtements	12,4	12,1	5,4	24,0
	Véhicules de transport de personnes	57,6	55,1	41,7	23,0
	(à l'exclusion des équivalents <i>ad valorem</i> des taux non <i>ad valorem</i>)	8,2	6,6	5,0	23,0
	CITI 1 – Agriculture, chasse et pêche	0,3	0,3	0,3	1,3
	CITI 2 – Industries extractives	0,4	0,4	0,5	2,2
	CITI 3 – Industries manufacturières	4,8	4,1	3,3	10,8
	Industries manufacturières, à l'exclusion de la transformation des produits alimentaires	5,2	4,3	3,4	11,5
	Premier stade d'ouvraison	0,5	0,5	0,4	1,5
	Produits semi-finis	4,2	3,5	2,9	10,1
	Produits finis	5,5	4,6	3,7	11,8
3.	"Crêtes" tarifaires nationales (% de l'ensemble des lignes tarifaires) ^b	11,4	4,1	3,9	5,6
4.	"Crêtes" tarifaires internationales (% de l'ensemble des lignes tarifaires) ^c	4,1	4,1	0,2	13,7
5.	Écart type général des taux de droits	9,9	8,9	6,5	10,9
6.	Coefficient de variation des taux de droits	2,2	2,3	2,1	1,1
7.	Lignes tarifaires en franchise de droits (% de l'ensemble des lignes tarifaires)	47,4	47,6	46,2	19,8
8.	Droits non <i>ad valorem</i> (% de l'ensemble des lignes tarifaires)	0,3	0,3	0,3	0,4
9.	Droits de nuisance appliqués (% de l'ensemble des lignes tarifaires) ^d	0,0	0,0	0,0	9,3

a D'après la liste tarifaire de 2010. La mise en œuvre des taux consolidés finals s'est achevée en 2000. Les calculs se fondent sur 5 796 lignes tarifaires consolidées, dont 5 771 lignes ayant fait l'objet d'une consolidation intégrale et 25 lignes ayant fait l'objet d'une consolidation partielle.

b Les crêtes tarifaires nationales sont les droits supérieurs au triple de la moyenne simple générale des taux appliqués.

c Les crêtes tarifaires internationales sont les taux supérieurs à 15%.

d Les taux de nuisance sont les taux supérieurs à zéro mais inférieurs ou égaux à 2%.

Note: Les tarifs de 2002 et 2006 reposent sur la nomenclature du SH 2002 et comportent respectivement 6 101 et 6 124 lignes tarifaires; le tarif de 2010 se fonde sur la nomenclature du SH 2007 et comporte 6 008 lignes tarifaires. Les calculs prennent en compte les équivalents *ad valorem* fournis par les autorités pour les taux non *ad valorem*.

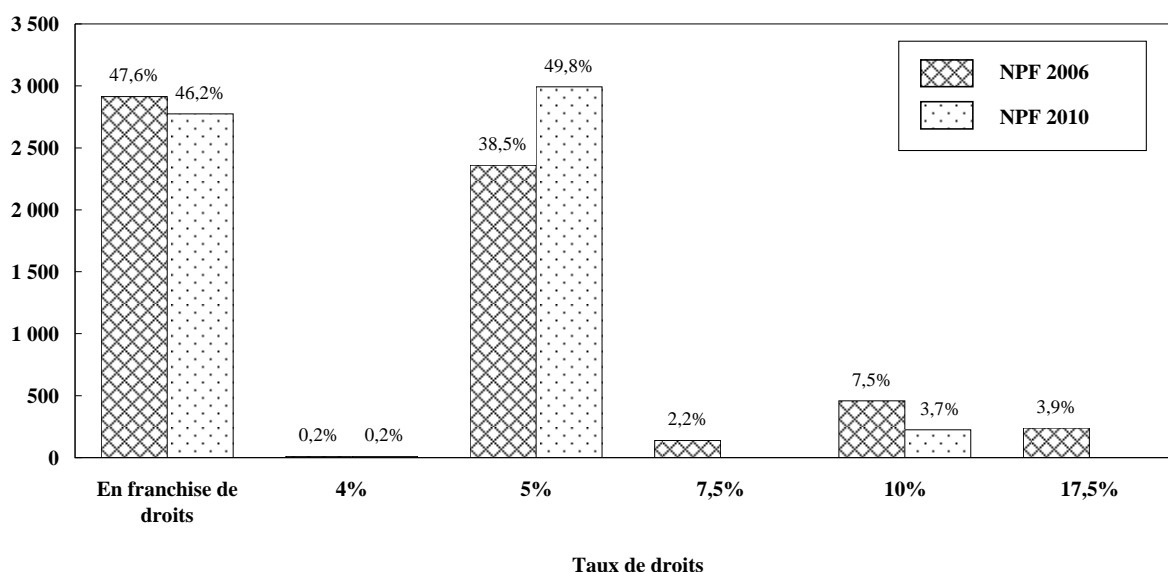
Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC sur la base des données fournies par les autorités australiennes.

14. Quelques lignes tarifaires (0,3%) demeurent assujetties à des taux non *ad valorem*, qui tendent à occulter des taux de droits relativement élevés. Il s'agit, entre autres, d'un taux spécifique de 1,22 dollar australien/kg appliqué à cinq lignes tarifaires (fromages et caillebotte), d'un taux alternatif de 5% ou 0,45 dollar australien/kg (le montant le moins élevé étant retenu) appliqué à quatre lignes tarifaires (jus de fruits) et d'un taux composite de 5% (10% en 2006) + 12 000 dollars australiens par

unité applicable à huit produits (véhicules usagés ou d'occasion), qui a rarement été appliqué depuis 2006.¹¹ La moyenne des équivalents *ad valorem* (EAV) pour la période considérée va de 10,2% à 27,1% pour les taux spécifiques, jusqu'à 5% pour les taux alternatifs et de 89,5% à 215,4% pour les taux composites (y compris l'élément *ad valorem* de 5 points de pourcentage).¹² Ces 13 EAV sont les plus élevés des taux appliqués.

Graphique III.1 Répartition des taux de droits NPF, 2006 et 2010

Nombre de lignes tarifaires



Note: Les pourcentages indiquent la part du total des lignes. Les calculs excluent les taux spécifiques mais prennent en compte la composante *ad valorem* des taux alternatifs et des taux composites. Les chiffres de 2006 sont basés sur la nomenclature du SH 2002 et ceux de 2010 sur celle du SH 2007. En raison de l'exclusion des taux spécifiques, qui représentent 0,1% des lignes pour les deux années, les totaux n'atteignent pas 100%.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC sur la base des données fournies par les autorités australiennes.

¹¹ La rubrique 59 de la liste 4 du Tarif douanier autorise l'exonération du droit de 12 000 dollars australiens pour les véhicules d'occasion, pourvu que le Département de l'infrastructure, des transports et du développement régional ait délivré une autorisation d'importation de véhicule (autorisation obligatoire pour tout véhicule importé). Cette disposition englobe les véhicules relevant du Programme d'ateliers automobiles agréés (RAWS), qui encadre l'importation des véhicules spéciaux et véhicules de collection usagés pour lesquels les grands constructeurs n'assurent pas une offre en quantités commerciales sur le marché intérieur (Renseignements en ligne de l'Administration australienne des douanes et de la protection aux frontières. Adresse consultée: <http://www.customs.gov.au/site/page4371.asp#2ndHandVechicle> [2 décembre 2010]).

¹² Les équivalents *ad valorem* (EAV) sont calculés sur la base de la valeur unitaire des articles importés concernés pour la période 2006-2008.

Dispersion et progressivité des droits

15. Bien que la moyenne globale des taux de droits soit peu élevée et que de nombreux produits bénéficient d'un accès en franchise, les crêtes tarifaires existant dans certains secteurs demeurent une source potentielle de distorsion et, partant, d'inefficience. En particulier, alors que les taux de droits appliqués aux produits agricoles restent relativement bas (1,6% selon la définition OMC des produits agricoles, voir le tableau III.1), la moyenne des taux appliqués aux produits non agricoles, notamment les textiles et les vêtements (5,4%) et les véhicules de transport de personnes¹³ demeure nettement plus élevée malgré les récentes réductions unilatérales, ce qui témoigne du caractère sensible de ces secteurs. Les "crêtes tarifaires" nationales touchent 3,9% des lignes tarifaires (3,7% si l'on exclut les EAV); leur part a diminué depuis 2006.

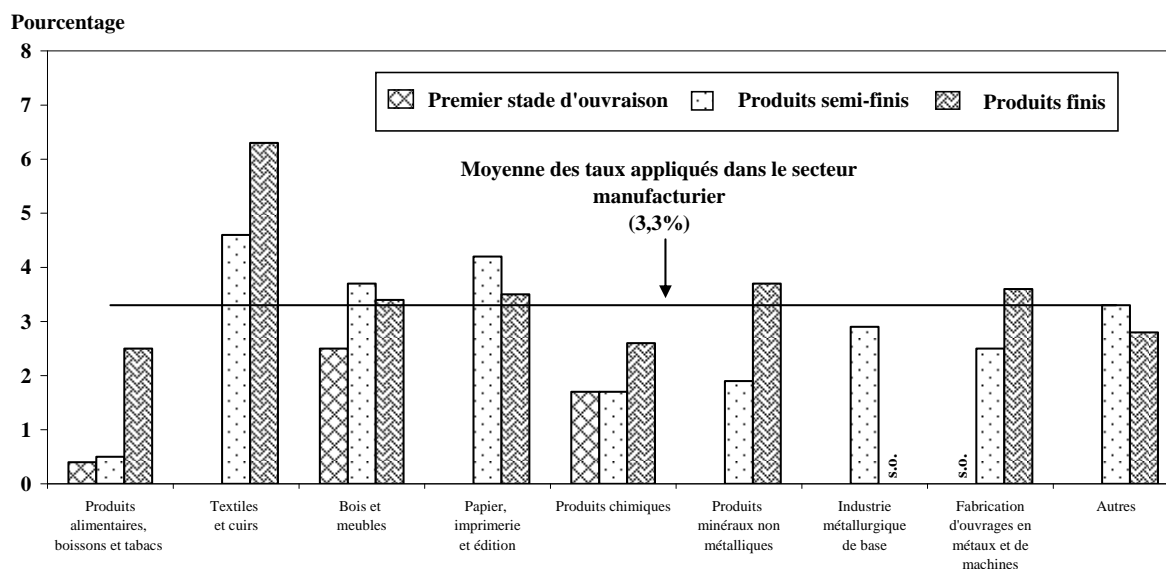
16. Sur un plan général, on observe une progressivité des droits puisque la moyenne des taux appliqués aux produits non transformés, aux produits semi-finis et aux produits finis progresse de 0,4% à 2,9% et 3,7% (tableau III.1). Le niveau de protection effective s'accroît par conséquent à mesure que les produits subissent une transformation plus poussée.¹⁴ La progressivité est plus marquée dans le secteur des textiles et des vêtements (graphique III.2); depuis 2006, la moyenne des droits appliqués aux textiles, vêtements et produits en cuir finis a reculé de 10,4% à 6,3%, mais elle demeure élevée par rapport à d'autres catégories de produits (moyenne de 2,5% à 3,8%). La moyenne des droits appliqués aux produits semi-finis est tombée de 3,5% à 2,9% au cours de cette période. La progressivité des droits peut être une entrave à l'affectation efficiente des ressources et fait également obstacle à la transformation locale des produits primaires et des produits semi-finis dans les pays exportateurs, ce qui freine l'industrialisation des pays en développement dont les exportations ne sont pas admissibles à l'accès préférentiel en franchise de droits sur le marché australien.

¹³ Le taux de droit applicable aux véhicules neufs est de 5%, mais le chiffre passe à 52,7% lorsqu'on inclut dans le calcul les véhicules usagés.

¹⁴ Le taux effectif de protection (TEP) mesure la protection conférée par l'ensemble de la structure tarifaire et prend en compte les droits prélevés sur les intrants comme sur les extrants. Il est défini par la formule $TEP = (V_D - V_W)/V_W$, où V_D est la valeur ajoutée du secteur aux prix intérieurs (droits de douane inclus) et V_W est la valeur ajoutée aux prix mondiaux. Si le droit nominal appliqué au produit final est t , la part de chaque intrant importé i dans la valeur totale du produit final est a_i , et le droit nominal appliqué à chaque intrant importé est t_i , de sorte qu'on peut exprimer le taux effectif de protection de la manière suivante: $TEP = (t - \sum a_i t_i)/(1 - \sum a_i)$. De ce fait, si $t = 5\%$, $t_i = 2,5\%$ pour l'ensemble des intrants, et $\sum a_i = 0,6$, le taux effectif de protection est proche de 8,75%.

Graphique III.2

Progressivité des droits par catégorie à deux chiffres de la CITI, 2010



s.o. Sans objet.

Note: Les calculs tiennent compte des équivalents *ad valorem* pour les taux non *ad valorem*, fournis par les autorités.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC sur la base des données fournies par les autorités australiennes.

c) Droits consolidés

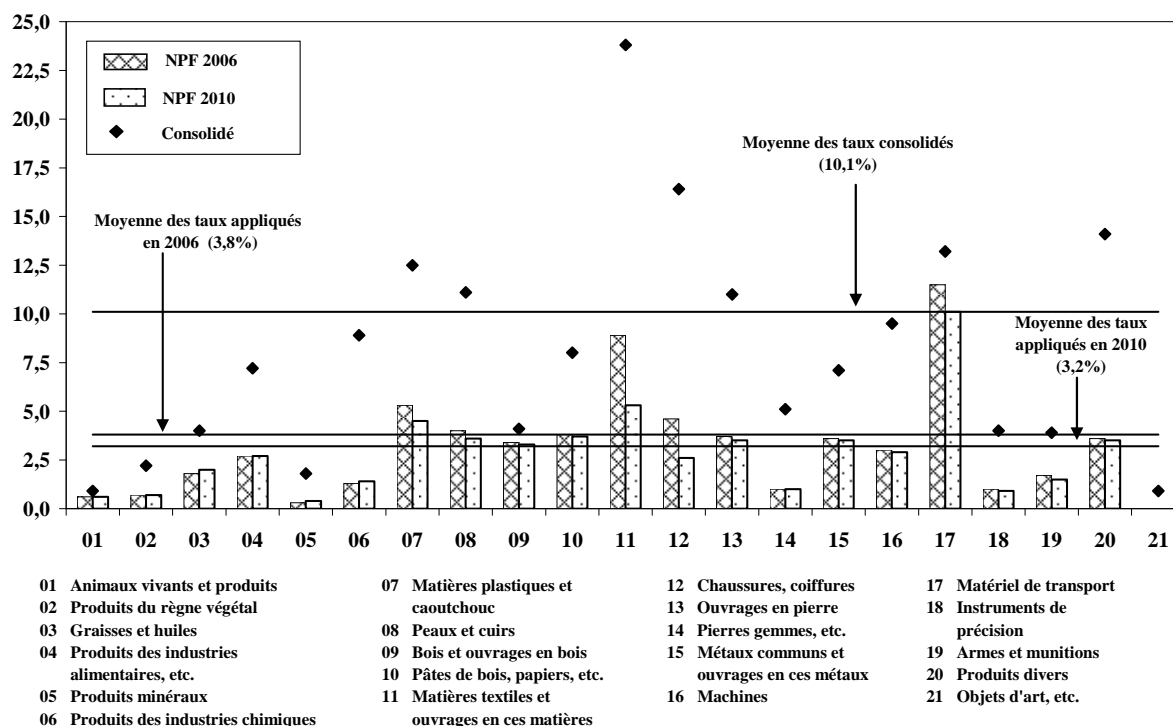
17. La Liste de concessions de l'Australie demeure basée sur la version 2002 du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises, mais elle n'a pas été certifiée (novembre 2010) (voir ci-dessous). D'après la version SH 2007 fournie par les autorités australiennes, 96,5% des lignes tarifaires (96,7% dans la version SH 2002) sont consolidées. Les consolidations concernent l'intégralité des lignes tarifaires agricoles et 96,2% des lignes tarifaires non agricoles (définitions OMC); 96% des lignes tarifaires non agricoles (95,9% dans la version SH 2002) sont entièrement consolidées.¹⁵ Les taux consolidés vont de zéro à 29% (pommes de terre transformées) pour l'agriculture et de zéro à 55% (vêtements) pour les produits non agricoles. À l'heure actuelle, les taux consolidés dépassent de près de 7 points de pourcentage les taux NPF effectivement appliqués (graphique III.3); dans le cas des vêtements, l'écart peut aller jusqu'à 55 points de pourcentage. Les écarts entre les taux consolidés et les taux appliqués ménagent la possibilité de majorer ces derniers, en particulier dans les secteurs sensibles, mais cela ne s'est pas produit au cours de la période considérée.

¹⁵ Les 212 lignes non consolidées correspondant à des positions à huit chiffres du SH 2007 comprennent des fils, textiles, vêtements, cuirs, produits du caoutchouc, outils/articles en métaux communs, produits en fer et en acier, produits en céramique, ouvrages en verre, machines, matériels de transport, équipements photographiques et autres composants et équipements électriques.

Graphique III.3

Moyenne des taux de droits NPF appliqués et consolidés, par chapitre du SH, 2006 et 2010

Pourcentage



Note: Les calculs prennent en compte les équivalents *ad valorem* des taux non *ad valorem*, fournis par les autorités. Les chapitres 7, 8, 11, 12, 13, 15, 16, 17, 18 et 20 ne sont pas entièrement consolidés.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC sur la base des données fournies par les autorités australiennes.

18. Au titre des dérogations prévues par l'article II du GATT de 1994, l'Australie continue de mettre en application sur son territoire national les modifications du SH 2002 (depuis 2002) et celles du SH 2007 (depuis décembre 2006), en attendant que ces modifications aient été introduites dans sa Liste de concessions.¹⁶ Au moment de l'achèvement du présent rapport, ni les modifications de la Liste I de l'Australie découlant du SH de 1996, ni celles découlant du SH 2002, n'avaient été certifiées. Dans une communication présentée au Comité de l'accès aux marchés le 26 mai 2010, l'Australie a indiqué que le processus de certification des modifications du SH 2002 au niveau national se poursuivait encore et serait mené à terme dans les meilleurs délais possibles.¹⁷ Pour ce qui était d'incorporer les modifications du SH 2007 dans sa Liste de concessions, l'Australie était l'un des deux Membres qui avaient présenté les fichiers pertinents dans le délai initialement convenu en 2007. Aucun progrès n'avait été accompli, compte tenu des liens entre les travaux des Membres dans ce domaine et les négociations en cours sur l'AMNA.¹⁸

¹⁶ Documents de l'OMC WT/L/786 du 21 décembre 2009, WT/L/787 du 21 décembre 2009 et G/MA/TAR/RS/154 du 12 février 2010.

¹⁷ Document de l'OMC G/MA/M/51 du 26 mai 2010.

¹⁸ Document de l'OMC G/MA/M/50 du 22 octobre 2009.

d) Contingents tarifaires

19. Des contingents tarifaires à l'importation, assortis de taux spécifiques, s'appliquent à la plupart des types de fromage et à la caillebotte¹⁹; le contingent relatif aux tabacs bruts ou non fabriqués n'a jamais été mis en œuvre, le taux de droit connexe étant un taux nul. Le taux hors contingent (au-delà de 11 500 tonnes) et le taux contingentaire s'appliquant au fromage sont maintenus à 1 220 dollars australiens par tonne et 96 dollars australiens par tonne, respectivement. Depuis 1995, les parts de contingent sont attribuées sur la base de l'historique d'importation dans le cadre du contingent pour les 23 mois précédents (à l'exclusion des cessions de parts); les parts sont accordées après la présentation d'une demande à l'Administration des douanes. Un nouvel importateur ne peut obtenir une part de contingent que par cession d'une part d'un détenteur existant. Entre 2003/04 et 2005/06, l'utilisation des contingents a varié entre 92,4% et 97,4%, mais de 2006/07 à 2008/09 le taux d'utilisation a dépassé les 99%²⁰; cela indique que le fromage et la caillebotte font l'objet d'une forte demande et que l'accès aux contingents s'effectue avec le minimum d'entraves.

20. Les arrangements futurs concernant les importations de fromage et de caillebotte doivent être examinés dans le contexte des négociations du Cycle de Doha sur l'agriculture. Les importations préférentielles en provenance des PMA, des partenaires de l'Australie dans le cadre d'accords commerciaux régionaux (Nouvelle-Zélande, Singapour, Thaïlande, États-Unis, Chili et ASEAN) et des pays insulaires du Forum du Pacifique Sud sont exemptées du système de contingents (voir ci-dessous). Les pays en développement ont accès à un taux hors contingent réduit pour les fromages et la caillebotte faisant l'objet du taux contingentaire; ce taux réduit est de 1 220 dollars australiens par tonne, moins 5%.

e) Préférences tarifaires

21. L'Australie met en œuvre de nombreux arrangements préférentiels unilatéraux et accords commerciaux régionaux (chapitre II). L'accès en franchise de droits et sans contingent est notamment accordé pour les marchandises originaires des 50 PMA, de Papouasie-Nouvelle-Guinée, de Nouvelle-Zélande et de Singapour. Toutefois, par suite des réductions tarifaires bilatérales découlant des ACR signés récemment, les droits de douane applicables à certains pays développés sont moins élevés que les droits consentis à environ 90 pays (ou économies) en développement dans le cadre du Système généralisé de préférences (SGP) de l'Australie (tableau III.2).

f) Systèmes d'avantages tarifaires

22. L'Australie dispose de plusieurs systèmes d'avantages tarifaires en faveur des branches de production nationales. Le montant total des recettes sacrifiées du fait de l'application de ces systèmes a considérablement augmenté depuis le dernier examen (tableau III.3); cela s'explique surtout par une augmentation du recours au Régime d'avantages tarifaires (TCS) ainsi que des importations, y compris les importations de machines et de produits de consommation électroniques destinés au secteur des industries extractives. Le recul de 2009/10, imputable à la crise financière mondiale, devrait être inversé avec l'utilisation plus large de ces avantages dans quelques projets de très grande envergure.

¹⁹ Le camembert, le brie, le roquefort, le stilton et les fromages au lait de chèvre sont exemptés du système de contingents.

²⁰ Documents de l'OMC G/AG/N/AUS/66 du 28 août 2007 et G/AG/N/AUS/78 du 13 août 2010.

Tableau III.2
Analyse sommaire des taux de droits préférentiels, 2010
 (Nombre et %)

	Nombre de lignes faisant l'objet de préférences ^a	Total		Produits agricoles (définition OMC)		Produits non agricoles (définition OMC)	
		Moyenne (%)	Droits non nuls (%)	Moyenne (%)	Droits non nuls (%)	Moyenne (%)	Droits non nuls (%)
NPF		3,1	53,8	1,6	29,1	3,3	57,3
Canada (CANATA)	512	2,7	46,1	1,4	26,6	2,9	49,0
Chili (ACIFTA)	2 672	0,6	9,2	0,0	0,3	0,7	10,5
Malaisie (MATA)	801	2,8	50,7	1,3	26,2	3,1	54,2
Nouvelle-Zélande (ANCZERT)	3 233	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Papouasie-Nouvelle-Guinée (PATCRA)	3 233	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Singapour (SAFTA)	3 233	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Thaïlande (TAFTA)	3 232	0,2	3,7	0,0	0,0	0,2	4,3
États-Unis (AUSFTA)	3 233	0,7	9,9	0,0	0,0	0,8	11,4
SPARTECA ^b	3 207	0,2	0,1	0,0	0,0	0,2	0,2
Accord de libre-échange ASEAN-Australie-Nouvelle-Zélande							
Brunéi Darussalam	3 029	0,3	3,6	0,0	0,3	0,4	4,1
Burma	3 029	0,3	3,6	0,0	0,3	0,4	4,1
Cambodge	3 029	0,3	3,6	0,0	0,3	0,4	4,1
Laos	3 029	0,3	3,6	0,0	0,3	0,4	4,1
Nouvelle-Zélande	3 029	0,3	3,6	0,0	0,3	0,4	4,1
Philippines	3 029	0,3	3,6	0,0	0,3	0,4	4,1
Singapour	3 029	0,3	3,6	0,0	0,3	0,4	4,1
Viet Nam	3 029	0,3	3,6	0,0	0,3	0,4	4,1
Indonésie	3 004	0,3	4,0	0,0	0,3	0,4	4,6
Malaisie	3 024	0,3	3,7	0,0	0,3	0,4	4,2
Thaïlande	3 004	0,3	4,0	0,0	0,3	0,4	4,6
SGP ^c	3 129	0,5	5,6	0,1	0,7	0,5	6,3
SGP ^d	797	2,8	50,8	1,3	26,2	3,1	54,3
DCT ^e	176	3,0	51,2	1,4	26,2	3,2	54,8
PMA	3 233	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

a Le décompte des lignes préférentielles comprend uniquement les lignes dont le taux de droit est inférieur au taux NPF correspondant effectivement appliqué. Le tarif de 2010 comporte 6 008 lignes tarifaires dont 2 775 lignes en franchise de droits.

b Pays insulaires du Forum – Accord régional de coopération commerciale et économique du Pacifique Sud.

c Système généralisé de préférences visant la Nouvelle-Calédonie, les îles Mariannes du Nord, les îles Wallis-et-Futuna, Tokélaou, Pitcairn, la Namibie, les Palaos, Guam, la Polynésie française, le Botswana et les Samoa américaines.

d SGP destiné à environ 90 pays en développement.

e SGP destiné à la République de Corée, au Taipei chinois et à Hong Kong, Chine.

Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC sur la base des renseignements communiqués par les autorités australiennes.

Tableau III.3
Recettes douanières sacrifiées dans le cadre des systèmes d'avantages tarifaires, 2005-2010
(en millions de \$A)

Mesure d'aide aux branches de production	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09	2009/10
Régime d'avantages tarifaires	1 073,5	1 300,1	1 456,8	1 624,7	1 471,5
Règlement administratif relatif aux textiles, vêtements et chaussures	13,5	13,8	11,9	11,5	7,3
TRADEX	65,5	77,6	80,0	68,0	51,2
Système élargi de règlements administratifs axés sur des projets	33,2	64,6	53,6	131,2	132,9
Mécanisme de contingent pour les fromages et la caillebotte	12,6	13,1	13,0	12,9	12,6
Programme relatif à certains intrants de fabrication	2,6	2,1	5,1	2,2	2,0
Autres avantages	146,7	124,5	171,6	151,3	147,1
Total	1 346,8	1 550,8	1 765,0	1 966,1	1 824,7

Source: Données fournies par les autorités australiennes.

Droits différés et entrepôts sous douane

23. Le système de report de droits de douane permet de stocker des marchandises importées dans un entrepôt agréé par les Douanes. Ces marchandises (dites "sous douane") se trouvent sous le contrôle des Douanes jusqu'à ce que le propriétaire soit prêt à les vendre sur le marché national et à acquitter les droits ou à les exporter.²¹

Avantages tarifaires

24. Des changements administratifs mineurs (par exemple, les lignes directrices et le formulaire de demande) ont été apportés au TCS depuis 2007 dans le but, entre autres, de préciser les obligations des demandeurs; la législation relative au système et ses objectifs de politique demeurent inchangés. En 2009, il a été convenu d'opérer diverses réformes additionnelles, y compris le resserrement des lignes directrices. Le TCS s'applique aux importations pour lesquelles il n'existait pas de produits australiens substituables au moment où une demande d'ordonnance d'allégement tarifaire a été présentée.²² Parmi les produits qui ne peuvent faire l'objet d'une telle ordonnance figurent les produits alimentaires, la plupart des textiles et des vêtements, certains véhicules et leurs pièces, les bijoux ainsi que les meubles, car leur production est assurée au niveau national. Un manufacturier local peut faire opposition à l'octroi d'une ordonnance ou demander la révocation d'une ordonnance existante. Au total, 431 ordonnances ont été révoquées entre janvier 2007 et juin 2010, sur présentation de preuves attestant que les produits australiens concernés pouvaient être substitués aux produits importés; en 2009/10, les types de produits les plus couramment visés par les révocations d'ordonnance étaient les produits en acier, les produits en plastique, les produits électriques, les abris et les bâtiments préfabriqués. En juin 2010, il y avait 13 500 ordonnances d'allégement tarifaire en vigueur.

²¹ Fiches d'information de l'Administration des douanes australiennes. Adresse consultée: <http://www.customs.gov.au/webdata/resources/files/fscustomswarehousedeferduty.pdf> [20 avril 2010].

²² S'agissant des produits qui font l'objet d'une demande d'ordonnance ou d'une ordonnance, on entend par produit substituable un produit fabriqué en Australie et dont l'utilisation correspond à celle (même théorique) du produit faisant l'objet de la demande ou de l'ordonnance (fiche d'information de l'Administration des douanes australiennes. Adresse consultée: <http://www.customs.gov.au/webdata/resources/files/commer01.pdf> [20 avril 2010]).

25. En mars 2010, les autorités ont amorcé les travaux visant à rationaliser et à simplifier la Liste 4 annexée à la Loi de 1995 sur le tarif douanier, qui accorde des avantages tarifaires pour plus de 90 rubriques incluant un large éventail de produits, de secteurs et de circonstances; en novembre 2010, les travaux se poursuivaient encore.²³ La rationalisation des avantages tarifaires vise en particulier les objectifs suivants: s'assurer que les systèmes d'avantages tarifaires concordent avec les pratiques actuelles du marché et les politiques actuelles du gouvernement; éliminer les rubriques obsolètes; alléger le fardeau réglementaire des entreprises et, d'une manière plus générale, agir sur les "coûts élevés de surveillance et de mise en conformité pour les entreprises". Apparemment, la liste des avantages s'est étoffée sur de nombreuses années, et le système est devenu de plus en plus complexe à administrer et de plus en plus difficile à comprendre pour les usagers. Certains avantages existent depuis 1901; bon nombre de rubriques ont été créées alors que les taux de droits généraux étaient nettement supérieurs aux taux actuels. On dénombre 14 organismes gouvernementaux ayant des attributions en rapport avec diverses rubriques. Les complexités engendrent un fardeau pour les entreprises, qui répercutent les coûts sur les consommateurs; elles peuvent aussi entraîner une utilisation inappropriée des avantages.

Autres régimes d'avantages tarifaires

26. Parmi les autres dispositions prévoyant une réduction ou une exemption des droits figurent le Système élargi de règlements administratifs axés sur des projets (EPBS), le Programme pour la compétitivité et l'investissement dans le secteur automobile (ACIS), les règlements administratifs relatifs aux textiles, vêtements et chaussures, le Programme d'avantages tarifaires pour le commerce et l'exportation (TRADEX) (section 3) iv) b)), le Programme relatif à certains intrants de fabrication (CIM) (section 3) iv) d)) et le Programme d'avantages tarifaires pour l'industrie spatiale.²⁴

27. L'EPBS prévoit l'admission en franchise des biens admissibles (biens d'équipement et machines) destinés à des projets dans les secteurs suivants: agriculture, agroalimentaire, conditionnement des aliments, industrie manufacturière, industries extractives, transformation des ressources, approvisionnement en gaz, en électricité et en eau. Il doit s'agir de biens qui ne sont pas produits en Australie ou qui sont plus évolués, plus efficaces ou plus productifs que les biens fabriqués localement. Pour les projets admissibles, le montant total des dépenses en biens d'équipement doit être d'au moins 10 millions de dollars australiens. En outre, tout demandeur doit élaborer et mettre en œuvre un plan de participation des entreprises australiennes, dans lequel il doit prouver son intention de donner à ces entreprises une possibilité "pleine et entière", "équitable" et "raisonnable", de participer au projet. Les entreprises australiennes se voient ainsi offrir les mêmes possibilités que les fournisseurs mondiaux dans tous les aspects du projet, elles sont traitées sur une base égalitaire et transparente, et les offres ne sont pas structurées d'une manière qui soit susceptible de les évincer.²⁵ Les autorités ont indiqué que ces prescriptions n'étaient pas obligatoires. Depuis 2006, environ 200 plans de participation ont été élaborés dans le cadre de l'EPBS, et la valeur totale des avantages tarifaires accordés dans ce contexte est de l'ordre de 380 millions de dollars australiens.

28. Dans le cadre de l'ACIS, dont la date d'achèvement est le 31 décembre 2010, des crédits de droits d'importation sont octroyés sur une base trimestrielle aux participants admissibles en vue de favoriser les nouveaux investissements et l'innovation dans l'industrie automobile. Ces crédits

²³ Département des finances et de la réglementation (non daté).

²⁴ Pour de plus amples renseignements sur ces programmes, voir le document de l'OMC WT/TPR/S/178/Rev.1 du 1^{er} mai 2007, ainsi que les renseignements en ligne d'AusIndustry. Adresses consultées: <http://www.ausindustry.gov.au/ImportandExport/Pages/home.aspx> et <http://www.ausindustry.gov.au/Manufacturing/Pages/home.aspx> [20 avril 2010].

²⁵ AusIndustry (2010).

peuvent servir à l'acquittement des droits de douane afférents à des importations ultérieures de produits automobiles admissibles; ils peuvent aussi être vendus ou transférés. La plupart des textiles, vêtements, chaussures et coiffures sont exclus du système d'avantages tarifaires, mais certains peuvent être importés en franchise de droits au titre de divers règlements administratifs (tableau III.3).

iii) Autres prélèvements affectant les importations

29. Outre les redevances de manutention des marchandises, de dédouanement et de contrôle après dédouanement, dont la dernière modification date de 2006, les produits importés, comme les produits nationaux, sont assujettis à des taxes indirectes (section 4) i) a)). Les redevances et impositions douanières continuent d'être établies sur une base de recouvrement de coûts, plutôt que sur la base des valeurs à l'importation. La dernière modification des redevances liées aux procédures de quarantaine a eu lieu en juillet 2009.

iv) Évaluation en douane et règles d'origine

a) Évaluation en douane

30. L'Australie applique depuis 1981 l'Accord du GATT/de l'OMC sur l'évaluation en douane. Les marchandises sont évaluées selon neuf méthodes différentes, dans un ordre établi en vertu de la législation nationale²⁶; la méthode la plus courante est celle de la valeur transactionnelle, qui est utilisée pour environ 98% des importations. La législation australienne en matière d'évaluation permet d'inclure dans la valeur taxable des marchandises les redevances et les commissions, conformément aux prescriptions énoncées à l'article 8 de l'Accord de l'OMC, ainsi que les frais de transport intérieur et d'assurance intérieure engagés à l'étranger; les autorités considèrent que cette pratique est autorisée en vertu de l'Accord de l'OMC. Le total des valeurs déclarées en moins (sous-facturation) pour 2009/10 est de 128,9 millions de dollars australiens.

b) Règles d'origine

31. L'approche de l'Australie en ce qui concerne les règles d'origine non préférentielles est restée inchangée depuis le dernier examen; en revanche, des changements ont été apportés aux règles d'origine préférentielles inscrites dans ses accords de libre-échange (ALE) bilatéraux et régionaux. Les règles les plus courantes dans ces ALE sont celles de l'obtention intégrale, du changement de classification tarifaire (CCT), de la teneur en valeur régionale (TVR) et de l'ouvraison (produits chimiques).²⁷ Les règles d'origine de l'ALE bilatéral avec Singapour sont basées sur une mesure de la TVR, tandis que celles des ALE conclus avec la Nouvelle-Zélande, les États-Unis, la Thaïlande et le Chili se fondent pour l'essentiel sur la méthodologie du CCT, renforcée et élargie au besoin par des prescriptions ou des options relatives à la TVR ou à l'ouvraison. Dans l'ALE régional avec l'ASEAN et la Nouvelle-Zélande, il existe, pour la plupart des lignes tarifaires, "deux règles possibles et égales" par produit, ce qui permet aux exportateurs de choisir entre une règle basée sur le CCT ou un équivalent basé sur la TVR. Quelque 83% des lignes tarifaires relèvent de ces "deux règles possibles et égales", tandis qu'environ 11% d'entre elles n'offrent qu'une seule voie – une règle basée sur le CCT

²⁶ Ces méthodes d'évaluation sont les suivantes: valeur transactionnelle, valeur des marchandises identiques, valeur des marchandises similaires, valeur déductive des marchandises (ventes contemporaines, ventes ultérieures et ventes dérivées), valeur calculée et valeur de dernier recours.

²⁷ Pour plus de précisions sur ces règles, voir le document de l'OMC WT/TPR/S/178/Rev.1 du 1^{er} mai 2007 et le document "Service Practice Statement" de l'Administration australienne des douanes et de la protection aux frontières, daté du 27 février 2009. Adresse consultée: http://www.customs.gov.au/webdata/resources/files/PS200913-Rules_Of-Origin.pdf [21 avril 2010].

ou une règle basée sur la TVR. Les lignes restantes sont régies par des prescriptions d'obtention intégrale pour ce qui est des produits agricoles et par des règles spéciales pour ce qui est des déchets et débris. Parmi les autres dispositions concernant les règles d'origine figurent les prescriptions relatives à la dernière ouvraison, les règles régissant l'expédition, ainsi que des dispositions *de minimis*. L'objectif des différents types de règles d'origine est de bien limiter l'application des taux de droits préférentiels aux marchandises qui sont entièrement originaires du pays bénéficiaire de préférences ou qui ont subi une transformation substantielle dans ce pays.

v) Prohibitions et restrictions à l'importation, licences d'importation

32. Des prohibitions ou des restrictions à l'importation peuvent s'appliquer pour divers motifs dont les préoccupations de santé et de sûreté publiques, la protection des animaux et des végétaux, la protection de l'environnement, la sécurité et les engagements internationaux. Aucune licence d'importation automatique n'a été imposée. Des licences non automatiques permettent d'appliquer les prohibitions, restrictions et contrôles à l'importation (tableau III.4); elles peuvent être délivrées sur une base ponctuelle ou pour une période déterminée. Plus de 150 produits de l'agriculture ou de l'élevage (par exemple, des céréales, fruits frais, légumes, viandes, volailles) et d'autres articles (tels que des machines usagées) considérés comme susceptibles d'introduire une contamination ou des maladies sont frappés d'interdiction ou soumis à des formalités rigoureuses de quarantaine/d'autorisation/d'inspection (voir la section vii) b)). Les réponses les plus récentes de l'Australie au questionnaire sur les procédures de licences d'importation ont été communiquées à l'OMC en octobre 2006²⁸; en novembre 2010, une version révisée comportant des changements récents et limités était en cours d'élaboration.

Tableau III.4
Principaux contrôles, prohibitions et restrictions à l'importation, 2010

Marchandises	Justification	Organisme décideur/délivrant les permis
Prohibitions		
Chiens: races dangereuses et matériel publicitaire connexe	Préoccupations de santé ou de sûreté publiques	
Dispositifs pour se suicider	Protection de la collectivité	
Diamants de Côte d'Ivoire	Engagement international	
Restrictions		
Substances anabolisantes et androgéniques et kétamine	Préoccupations de santé ou de sûreté publiques	Département de la santé et du vieillissement, Bureau de la sécurité chimique et de la santé environnementale
Amiante	Préoccupations de santé ou de sûreté publiques	Commission nationale pour la sécurité et l'hygiène du travail
Substances et produits thérapeutiques (antibiotiques)	Préoccupations de santé ou de sûreté publiques	Association pour les produits thérapeutiques, Département de la santé et du vieillissement, Bureau de la sécurité chimique et de la santé environnementale
ANZAC et matériel publicitaire connexe	Symbole d'importance nationale	Département des anciens combattants
Drapeau et armoiries australiens	Symbole d'importance nationale	Département du Premier Ministre et gouvernement, Administration australienne des douanes et de la protection aux frontières

²⁸ Document de l'OMC G/LIC/N/3/AUS/3 du 23 octobre 2006.

Marchandises	Justification	Organisme décideur/délivrant les permis
Marchandises dangereuses et liées à la santé (glucomannane en comprimés, accessoires de ceintures de sécurité, pare-soleil "autotrend", jouets violents, tabacs à chiquer ou à priser, appareils respiratoires de plongée "diveman", dispositifs "quickie" de largage rapide pour ski nautique, masques à gaz contenant de l'amiante, briquets)	Préoccupations de santé ou de sûreté publiques	Commission australienne de la concurrence et de la consommation
Produits à base de fourrures de chats ou de chiens	Protection des animaux	Administration australienne des douanes et de la protection aux frontières
Produits en céramique émaillée ^a	Préoccupations de santé ou de sûreté publiques	Administration australienne des douanes et de la protection aux frontières
Cétacés (baleines, dauphins et marsouins)	Protection de l'environnement	Département de l'environnement, de l'eau, du patrimoine et des arts
Armes chimiques	Engagement international (Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction)	Bureau australien des sauvegardes et de la non-prolifération au Département des affaires étrangères et du commerce extérieur
Cosmétiques: matières toxiques	Préoccupations de santé ou de sûreté publiques	Administration australienne des douanes et de la protection aux frontières
Cartes de crédit contrefaites	Protection de la collectivité	Police fédérale australienne
Matériel de maintien de l'ordre	Protection de la collectivité	Administration australienne des douanes et de la protection aux frontières
Articles culturels de Papouasie-Nouvelle-Guinée	Engagements internationaux	Administration australienne des douanes et de la protection aux frontières
Diamants – Processus de Kimberley	Engagements internationaux	Département des affaires étrangères et du commerce extérieur
Colliers de chien (électroniques et à saillies)	Protection des animaux	Département de l'agriculture, de la pêche et des forêts
Drogues et stupéfiants	Préoccupations de santé ou de sûreté publiques engagements internationaux (Convention unique sur les stupéfiants de 1961, Convention sur les substances psychotropes de 1971 et Convention contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988)	Département de la santé et du vieillissement, Bureau de la sécurité chimique et de la santé environnementale
Espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction	Engagement international (Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES))	Département de l'environnement, de l'eau, du patrimoine et des arts
Gommes ressemblant par leur odeur ou leur apparence à des aliments	Préoccupations de santé ou de sûreté publiques	Administration australienne des douanes et de la protection aux frontières
Explosifs, plastic	Protection de la collectivité	Département du procureur général
Poisson/légine	Protection de l'environnement	Agence australienne d'aménagement des pêches
Tue-mouches/tue-moustiques électroniques	Préoccupations de santé ou de sûreté publiques	Commission australienne de la concurrence et de la consommation
Carburants marqués (carburants admis en franchise de droits et marqués pour indiquer qu'ils ne sont pas destinés à être utilisés dans des moteurs à explosion)	Réglementation nationale	Administration australienne des douanes et de la protection aux frontières
Hormones de croissance et substances d'origine humaine ou animale	Préoccupations de santé ou de sûreté publiques	Administration des produits thérapeutiques, Département de la santé et du vieillissement

Marchandises	Justification	Organisme décideur/délivrant les permis
Déchets dangereux	Engagements internationaux (Convention de Bâle, Décision du Conseil de l'OCDE C(92)39)	Département de l'environnement, de l'eau, du patrimoine et des arts
Lampes à incandescence	Économie d'énergie	Département du changement climatique et de l'efficacité énergétique
Certains produits chimiques industriels	Préoccupations de santé ou de sûreté publiques, protection de l'environnement	Département de l'environnement, de l'eau, du patrimoine et des arts
Kava	Préoccupations de santé ou de sûreté publiques	Administration des produits thérapeutiques, Département de la santé et du vieillissement, Bureau de la sécurité chimique et de la santé environnementale
Couteaux et poignards	Protection de la collectivité	Administration australienne des douanes et de la protection aux frontières
Pointeurs au laser	Protection de la collectivité	Administration australienne des douanes et de la protection aux frontières
Grumes et bois d'œuvre du Libéria	Engagement international (Résolution du Conseil de sécurité de l'ONU)	Département des affaires étrangères et du commerce extérieur
Marchandises revêtues de composés minéraux nocifs ou contenant ces composés (jouets, cosmétiques, tirelires, crayons)	Préoccupations de santé ou de sûreté publiques	Administration australienne des douanes et de la protection aux frontières
Substances qui appauvrissent la couche d'ozone	Protection de l'environnement/engagement international (Loi de 1989 sur la protection de la couche d'ozone et la gestion des gaz synthétiques à effet de serre)	Département de l'environnement, de l'eau, du patrimoine et des arts
Produits chimiques organochlorés (pesticides)	Préoccupations de santé ou de sûreté publiques, protection de l'environnement	Département de l'agriculture, de la pêche et des forêts
Documents jugés répréhensibles	Protection de la collectivité	Département du Procureur général
Substances radioactives	Protection de la collectivité, engagements internationaux	Agence australienne de la protection contre les radiations et de la sécurité nucléaire, Département de la santé et du vieillissement
Stéroïdes	Préoccupations de santé ou de sûreté publiques	Administration des produits thérapeutiques, Département de la santé et du vieillissement
Machines à comprimer	Préoccupations de santé ou de sûreté publiques	Département du procureur général
Médicaments et substances thérapeutiques	Préoccupations de santé ou de sûreté publiques	Administration des produits thérapeutiques, Département de la santé et du vieillissement
Tabac en feuilles	Réglementation nationale	Administration fiscale australienne
Matière viable pour clones d'embryons humains	Préoccupations de santé et de sûreté publiques	Conseil national de la santé et de la recherche médicale, Département de la santé et du vieillissement
Armes, armes à feu et pièces d'armes à feu	Protection de la collectivité	Administration australienne des douanes et de la protection aux frontières
Sacs pour la laine et capuchons de sacs	Réglementation nationale	Département de l'agriculture, de la pêche et des forêts

a Aucun permis d'importation n'est nécessaire. Toutefois, il faut un certificat d'essai délivré par le Laboratoire analytique du gouvernement australien ou un organisme d'essai agréé par l'Association nationale australienne des organismes d'essai.

Source: Renseignements en ligne de l'Administration des douanes. Adresse consultée: <http://www.customs.gov.au/site/page4369.asp> [14 juillet 2010].

33. Depuis le 12 janvier 2009, un système d'autorisation après importation permet la délivrance d'une telle autorisation, à la discrétion des Douanes, pour certaines catégories de produits soumis à contrôle dont des médicaments, des produits chimiques, des biens de consommation, des armes à feu et couteaux, des produits à base d'amiante et des articles revêtus des symboles nationaux de l'Australie. Si l'autorisation après importation n'est pas demandée ou qu'elle n'est pas accordée dans les 30 jours suivant la demande, les Douanes opèrent une saisie sur la marchandise en question.²⁹ Le système permet aux Douanes de faire preuve de flexibilité lorsqu'elles traitent avec un importateur qui n'était véritablement pas conscient de la nécessité d'obtenir une autorisation avant l'importation ou qui a été incapable de l'obtenir.

vi) Mesures contingentes

a) Mesures antidumping et mesures compensatoires

34. Durant la période considérée, aucun changement n'a été apporté au cadre législatif, institutionnel ou procédural relatif aux mesures antidumping et mesures compensatoires³⁰; ces mesures font encore l'objet d'une clause d'extinction quinquennale, mais leur durée peut être prolongée. Les enquêtes sont menées par les Douanes, et les parties peuvent faire appel des décisions de ces dernières. Étant donné la convergence particulière des pratiques commerciales de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, ainsi que l'application bilatérale de leur législation sur la concurrence, les importations de produits néo-zélandais relevant de l'ACREANZ restent exclues des procédures antidumping et relèvent des lois sur la concurrence³¹; la législation sur la concurrence n'a jamais été invoquée à cet égard.

35. L'Australie, qui a engagé 221 procédures antidumping entre 1995 et 2010, est l'un des principaux utilisateurs de mesures antidumping à l'échelle mondiale (sixième rang en 2008).³² Entre le 1^{er} juillet 2007 et le 31 octobre 2010, elle a ouvert 25 enquêtes antidumping; 30% des produits visés provenaient de Chine. En octobre 2010, les mesures antidumping en vigueur étaient au nombre de 21 et concernaient 18 produits, principalement des ananas (dans cinq cas), plusieurs produits en acier (trois cas) et le chlorure de polyvinyle (deux cas). Neuf de ces mesures étaient des prorogations de mesures existantes au-delà du délai d'extinction de cinq ans. La plupart des produits visés provenaient d'Asie (15, principalement de Chine (sept) et de Thaïlande (trois)), mais aussi de l'UE (trois) et des États-Unis (deux).³³ Entre 2006 et octobre 2010, l'Australie a ouvert six enquêtes en matière de droits compensateurs sur les produits suivants: brandy provenant de France, poubelles mobiles provenant de Thaïlande, papier hygiénique, profilés creux et extrusions d'aluminium provenant de Chine et biodiesel provenant des États-Unis. Des droits compensateurs définitifs ont été perçus sur certains brandys provenant de France et sur des extrusions d'aluminium provenant de

²⁹ Avis n° 2009/03 de l'Administration des douanes australiennes, 16 janvier 2009. Adresse consultée: <http://www.customs.gov.au/webdata/resources/notices/acn0903.pdf> [20 avril 2010].

³⁰ Pour plus de précisions à ce sujet, voir le document de l'OMC WT/TPR/S/178/Rev.1 du 1^{er} mai 2007.

³¹ Dans le cadre de l'ACREANZ, les deux pays ont exclu toute mesure antidumping visant des produits agricoles ou des produits manufacturés de l'un ou de l'autre. Des mesures peuvent toutefois être prises dans les cas où une allégation de dumping fait croire que des exportations d'un pays tiers vers l'Australie ou la Nouvelle-Zélande causent ou menacent de causer un dommage important à la branche de production concernée.

³² Renseignements en ligne de l'OMC. Adresse consultée: http://www.wto.org/french/tratop_f/adp_f/adp_f.htm [23 avril 2010].

³³ Document de l'OMC G/ADP/N/195/AUS du 23 mars 2010.

Chine. À la fin d'octobre 2010, l'enquête en matière de droits compensateurs sur le biodiesel provenant des États-Unis se poursuivait encore.³⁴

36. Un rapport établi en 2009 par la Commission de la productivité a recommandé le maintien du système de droits antidumping et de droits compensateurs au motif qu'il procure un levier pour des réformes plus larges du régime commercial. Le rapport souligne toutefois, entre autres, que le système actuel comporte un certain nombre de lacunes importantes qui, en l'absence de solutions, continueront d'imposer un coût net à l'économie.³⁵ La réponse du gouvernement du Commonwealth à cette étude sera examinée dans le cadre du processus budgétaire de 2011/12.

b) Sauvegardes

37. L'Australie ne dispose pas d'une législation spécifique sur les mesures de sauvegarde, et aucun fait nouveau ne s'est produit à cet égard durant la période considérée.³⁶ La Commission de la productivité reste l'autorité chargée des enquêtes. Après l'examen d'une affaire par le gouvernement australien, le Trésorier peut la renvoyer à la Commission aux fins d'enquête. Une enquête ouverte en octobre 2007 sur l'accroissement des importations de viande porcine congelée a été close en avril 2008 sans qu'une mesure de sauvegarde ne soit adoptée.³⁷

38. Un accord de libre-échange bilatéral (par exemple l'accord de libre-échange Thaïlande-Australie) peut comporter des procédures de sauvegarde additionnelles qui régissent les échanges préférentiels lorsque le dommage causé par l'accroissement des importations résulte des réductions tarifaires prévues dans cet accord particulier. Ces "sauvegardes transitoires" ou "sauvegardes bilatérales" ne sont pas des sauvegardes globales³⁸; la procédure qui s'y applique est essentiellement la même que pour les sauvegardes dans le cadre de l'OMC. Aucune sauvegarde de ce type n'a été utilisée au cours de la période considérée. Par ailleurs, aucune mesure de sauvegarde ne s'applique aux produits originaires de Singapour, de Nouvelle-Zélande, de Thaïlande, des États-Unis ou des pays en développement Membres de l'OMC, pourvu que certaines conditions soient remplies.³⁹

³⁴ Renseignements en ligne de l'OMC. Adresse consultée: http://www.wto.org/french/tratop_f/scm_f/scm_f.htm [23 avril 2010]; et document de l'OMC G/SCM/N/203/AUS du 24 mars 2010.

³⁵ Les préoccupations de la Commission de la productivité au sujet du système actuel concernent en particulier les aspects suivants: absence d'examen des incidences plus larges; maintien à jour des mesures; prorogation des mesures; mécanismes d'appel; alignement des dispositions relatives aux subventions avec l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires; transparence du processus décisionnel et des résultats (Commission de la productivité, 2009b).

³⁶ Les procédures d'enquête en matière de sauvegardes ont été publiées au Journal officiel (n° S297) du 25 juin 1998. Voir aussi les documents de l'OMC G/SG/N/1/AUS/2 du 2 juillet 1998 et G/SG/N/1/AUS/2/Suppl.1 du 16 décembre 2005.

³⁷ Document de l'OMC G/SG/N/9/AUS/2 du 10 avril 2008.

³⁸ Renseignements en ligne du Département des affaires étrangères et du commerce extérieur. Adresse consultée: http://www.dfat.gov.au/trade/negotiations/trade_remedies.html [26 avril 2010]. Pour plus de précisions sur les sauvegardes prévues par le TAFTA, voir le document de l'OMC WT/TPR/S/178/Rev.1 du 1^{er} mai 2007.

³⁹ En vertu du SAFTA, les produits dont il est déterminé qu'ils sont originaires de Singapour sont exclus des enquêtes en matière de sauvegardes; les deux pays sont convenus de ne pas appliquer de mesures de sauvegarde à l'encontre de leurs produits respectifs. En vertu de l'AUSFTA, les importations provenant des États-Unis sont exemptées lorsqu'elles ne constituent pas une cause importante de dommage grave ou de menace de dommage grave. En vertu du TAFTA, peuvent être exclues les importations en provenance de Thaïlande qui ne constituent pas une cause de dommage grave ou de menace de dommage grave, ni une cause

vii) Normes et autres prescriptions techniques

a) Normes, essais et certification

39. Dans le système du Commonwealth, les pouvoirs législatifs, exécutifs et judiciaires en matière de réglementation technique (normes obligatoires) demeurent partagés entre le gouvernement fédéral (administration centrale de l'Australie) et les gouvernements des États et Territoires constituants.⁴⁰ En vertu d'un accord de reconnaissance mutuelle conclu en 1992 entre le Commonwealth et les États, un produit qui est conforme aux prescriptions d'au moins un État ou Territoire (donc légalement commercialisable) peut être commercialisé sur l'ensemble du territoire national.⁴¹ Même si ce cadre général d'élaboration et d'application des normes demeure en place, une vaste réforme a été opérée depuis le dernier examen en vue d'améliorer la coordination nationale et l'uniformité de la mise en œuvre dans l'ensemble du pays. En particulier, le Conseil des gouvernements australiens (COAG) a adopté en 2007 un guide des meilleures pratiques réglementaires, qui vise à favoriser une réglementation efficiente dans les différents ressorts territoriaux. En décembre 2007, il a créé le Groupe de travail sur la réglementation des entreprises et la concurrence, qui a pour mission d'alléger le fardeau réglementaire des entreprises, y compris en améliorant le processus d'élaboration et de réexamen des normes. Il a aussi engagé des initiatives qui visent à renforcer la cohérence et l'harmonisation des réglementations entre les ressorts territoriaux grâce à l'accord de partenariat national pour une économie nationale sans barrières (chapitre II). En outre, un système national de sécurité des produits, dans le cadre duquel les organismes du Commonwealth, des États et des Territoires administreront le même ensemble de normes de produits uniformes, est devenu opérationnel le 1^{er} janvier 2011. En vigueur depuis cette date, le modèle australien pour la réglementation de la sécurité des produits – législation unique, organismes de réglementation multiples – fait de la Commission australienne de la concurrence et de la consommation (ACCC) l'organisme chargé d'élaborer la politique nationale en la matière. De concert avec l'ACCC, les organismes des États et des Territoires veilleront au respect des réglementations obligatoires concernant la sécurité des produits.

40. Le cadre institutionnel régissant l'élaboration des normes et l'évaluation de la conformité demeure inchangé. Il comprend quatre organismes principaux: Standards Australia, société à but non lucratif chargée de l'élaboration des normes, l'Association nationale des organismes d'essai (NATA) et le Système d'accréditation conjoint de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande (JAS-ANZ), qui sont les

de préjudice grave ou de menace réelle de préjudice grave (document de l'OMC G/SG/N/1/AUS/2/Suppl.1 du 16 décembre 2005).

⁴⁰ Les organismes de réglementation fédéraux et nationaux sont chargés d'élaborer les règlements techniques régissant les produits pharmaceutiques, dispositifs médicaux et produits thérapeutiques (Administration des produits thérapeutiques (TGA)), les produits alimentaires (par exemple l'Agence alimentaire australo-néo-zélandaise (ANZFA)), la sécurité et l'hygiène du travail, la sécurité des produits, les produits chimiques à usage agricole et vétérinaire, les télécommunications et la radiocommunication, la sécurité aérienne, maritime et routière (Département de l'infrastructure, des transports, du développement régional et des administrations locales), les mesures, ainsi que les codes du bâtiment. Aux organismes de réglementation des États et Territoires incombe l'élaboration des règlements techniques dans les domaines tels que l'alimentation, l'électricité, l'eau, la santé publique, la sécurité et l'hygiène du travail, le transport routier et l'environnement. Pour de plus amples renseignements, voir les documents de l'OMC G/TBT/2/Add.8/Rev.1 du 29 mai 2001 et WT/TPR/S/178/Rev.1 du 1^{er} mai 2007.

⁴¹ D'après la Commission de la productivité, la reconnaissance mutuelle s'est traduite par une baisse des coûts de conformité réglementaire pour les entreprises établies dans des régions relevant de ressorts territoriaux différents; apparemment, cela a contribué à l'expansion des échanges inter-États et transtasmaniens (Commission de la productivité, 2009f).

deux principales structures d'accréditation⁴², ainsi que l'Institut national de mesure (INM), organisme gouvernemental chargé des mesures et de la métrologie physiques, chimiques et biologiques. Depuis le 1^{er} juillet 2010, l'INM assure la gestion du nouveau système national de métrologie commerciale, qui remplace les dispositifs antérieurs des États par un cadre unique, applicable à l'échelle nationale, financé et administré par le gouvernement australien.

41. Standards Australia International (SAI) ou Standards Australia, principal organisme non gouvernemental de normalisation, assure l'élaboration et la publication des normes facultatives (voir ci-dessous); il représente de loin le plus grand corpus de normes formelles produit pour les besoins de l'Australie. Le 30 mai 2008, le Département de l'innovation, de l'industrie, de la science et de la recherche (DIISR) a signé avec Standards Australia, au nom du gouvernement australien, un nouveau mémorandum d'accord qui constitue en grande partie un prolongement du mémorandum précédent. Le nouveau mémorandum, qui prévoit des examens de performance à des intervalles de cinq ans au maximum, restera en vigueur jusqu'à ce qu'il soit modifié ou résilié par les parties.⁴³ Il exige, entre autres, que Standards Australia fasse rapport tous les ans sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de diverses questions, que l'élaboration des nouvelles normes, la modification des normes existantes et la définition des priorités soient transparentes et bien fondées et que le critère de décision primordial soit l'avantage net pour la collectivité dans son ensemble.⁴⁴ L'Office d'accréditation des organismes de normalisation (ABSDO) est chargé d'accréditer d'autres organismes de cette nature pour qu'ils participent à l'élaboration des normes australiennes; cinq organismes autres que Standards Australia sont désormais accrédités à cette fin.⁴⁵

Normes obligatoires

42. Il arrive souvent qu'une norme facultative devienne obligatoire (ou réglementaire) parce qu'elle fait l'objet d'un renvoi contenu dans un règlement technique.⁴⁶ En novembre 2010, Standards Australia avait publié 6 953 normes (6 850 en 2007), dont environ le tiers (2 400 en 2007) étaient devenues obligatoires; 35% des normes de son catalogue sont des normes communes australo-néo-zélandaises.

43. Depuis le 1^{er} janvier 2011, seul le gouvernement fédéral est habilité à édicter des normes de sécurité et normes d'information obligatoires sur les produits. Pour garantir l'homogénéité des règlements applicables dans l'ensemble du pays, l'ACCC et tous les organismes des États et Territoires se sont engagés à instaurer le même corpus de règlements en matière de sécurité des produits avant la date marquant le démarrage du nouveau système australien dans ce domaine.⁴⁷

⁴² Un autre organisme de réglementation, le Service australien de quarantaine et d'inspection (AQIS), fournit des services d'inspection et de certification pour les importations de produits alimentaires.

⁴³ Renseignements en ligne de Standards Australia. Adresses consultées: <http://www.standards.org.au/downloads/SAI-MoU-2008.pdf> et http://www.standards.org.au/downloads/080825_SA_Signs_MOU_with_Commonwealth.pdf [28 avril 2010].

⁴⁴ Le concept de l'avantage net prend en compte les coûts et avantages liés aux aspects suivants: santé et sûreté publiques, incidences sociales et communautaires, impact environnemental, concurrence et incidences économiques. Renseignements en ligne de Standards Australia, *Guide to Net Benefit*, dernière révision le 9 mars 2010. Adresse consultée: <http://www.standards.org.au/LinkClick.aspx?fileticket=0cfqGeR1arU%3d&tabid=75> [2 décembre 2010].

⁴⁵ Renseignements en ligne de l'ABSDO. Adresse consultée: <http://www.absdo.org.au/Home.aspx>.

⁴⁶ Les normes obligatoires (ou réglementaires), dont le respect est obligatoire ou facultatif (si l'objectif visé peut être atteint par une autre méthode), tendent à être plus ciblées, car elles visent, entre autres, à protéger la santé/sécurité des personnes ou l'environnement.

⁴⁷ Auparavant, les ministères du Commonwealth, de même que ceux des États et Territoires, pouvaient édicter des normes obligatoires en matière de sécurité et d'information. Il en est résulté des différences de

S'agissant des règlements du Commonwealth, c'est encore l'ACCC qui assure le respect des normes de sécurité et normes d'information obligatoires concernant les produits de consommation. Au niveau des États et des Territoires, l'application de ces règlements est assurée par les départements ou organismes gouvernementaux chargés de la consommation et du commerce équitable. En avril 2010, les normes obligatoires de sécurité des produits (y compris certaines normes d'étiquetage) touchaient 41 produits de consommation⁴⁸, et 24 produits non sûrs étaient frappés d'interdiction⁴⁹; ces prescriptions ne s'appliquent pas nécessairement à l'ensemble du territoire national.

44. L'ACCC mène des activités semestrielles régulières axées sur la surveillance de la sécurité des produits, l'objectif étant de vérifier les niveaux de conformité aux normes obligatoires et aux interdictions et de remédier aux infractions identifiées. Depuis 2007, ses activités de surveillance ont porté sur 28 normes de sécurité et normes d'information obligatoires concernant des produits et sur six produits frappés d'interdiction. Depuis cette même année, 431 infractions aux normes obligatoires ont été décelées; la non-conformité allait de l'infraction technique mineure à l'infraction sérieuse comportant de graves dangers pour les consommateurs. Ces infractions ont donné lieu à diverses mesures correctives (rappel de produit, retrait de la vente, modification de produit, nouvel étiquetage, etc.) ou mesures contraignantes (poursuite, injonction, décision judiciaire, engagement juridiquement obligatoire, procédure administrative).

Normes nationales, normes internationales et normes alignées

45. L'Australie maintient sa politique selon laquelle ses normes doivent être compatibles avec les normes ou pratiques internationales ou acceptées internationalement, l'objectif étant de réduire au minimum les obstacles au commerce. En particulier, ses normes obligatoires doivent être cohérentes avec ses obligations internationales. Toutefois, en l'absence de normes internationales appropriées, des normes nationales sont élaborées, pour lesquelles la transparence et le consensus sont des exigences essentielles. À la fin de novembre 2010, 38% des normes nationales (40% en 2007) étaient identiques à des normes internationales ou en constituaient des versions modifiées; on estime cependant que 97% des normes appliquées sont des versions identiques ou modifiées lorsqu'il existe une norme internationale. L'équivalence internationale reste élevée pour les produits de l'électronique et des technologies de l'information, entre autres. En 2010, 70% (plus de 60% en 2004) des normes relatives à la sécurité, à la protection anti-vol et aux émissions des véhicules automobiles étaient alignées sur l'Accord de 1958 de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU) concernant les normes techniques applicables aux véhicules automobiles et à leurs pièces; 10% de ces normes avaient été modifiées en vue d'adoption, tandis que 20%, soit 14 normes, n'étaient pas alignées. Il existe des normes australiennes sans pendant international pour les sols, les agrégats, les berceaux, les vêtements de nuit et les accessoires de natation pour enfants.

réglementation entre les gouvernements. Le Conseil des gouvernements australiens (COAG) est convenu que l'Australie disposerait pour janvier 2011 d'une nouvelle et unique législation nationale en matière de sécurité des produits de consommation (Renseignements en ligne de l'ACCC. Adresses consultées: <http://www.productsafety.gov.au/content/index.phtml/itemId/970773> et <http://www.productsafety.gov.au/content/index.phtml/itemId/970467> [26 avril 2010]).

⁴⁸ Pour la liste intégrale des produits visés par les normes obligatoires générales en matière de sécurité des produits de consommation, voir les renseignements en ligne de l'ACCC. Adresse consultée: <http://www.productsafety.gov.au/content/index.phtml/itemId/970773> [26 avril 2010].

⁴⁹ Pour la liste intégrale des produits frappés d'interdiction, voir les renseignements en ligne de l'ACCC. Adresse consultée: <http://www.productsafety.gov.au/content/index.phtml/itemId/970715> [26 avril 2010].

Normes d'accréditation et de gestion de la qualité

46. Le mémorandum d'accord entre l'Association nationale des organismes d'essai (NATA) et le gouvernement australien a été reconduit en mars 2008. D'une durée de cinq ans, il reconnaît la NATA comme l'autorité nationale chargée (sauf pour la plupart des produits thérapeutiques) d'accréditer les laboratoires d'essais et d'étalonnage, les fournisseurs de matériels de référence certifiés et les organismes d'inspection. Toutefois, désormais le gouvernement australien n'est plus résolu à utiliser "tout naturellement" les installations accréditées par la NATA pour ses propres besoins en matière d'essais.⁵⁰ En novembre 2010, il y avait 2 961 laboratoires et installations accrédités par la NATA.⁵¹

47. Le JAS-ANZ assure l'accréditation des organismes de certification s'occupant des systèmes (par exemple aspects qualité, environnement, sécurité et hygiène du travail et sécurité sanitaire des produits alimentaires selon le modèle HACCP), des produits et du personnel de gestion, conformément aux normes internationales et nationales telles que ISO 9001, ISO 14001, AS/NZS 4801, ISO 22000 et HACCP (système d'analyse des dangers et de maîtrise des points critiques) pour la sécurité sanitaire des produits alimentaires. En l'absence de norme internationale, il peut accréditer des organismes de certification ou d'inspection chargés de certifier l'utilisation d'une norme réglementaire ou industrielle, y compris le système de certificats d'origine du Ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur, qui recourt aux accords de libre-échange pour identifier les prescriptions ou normes spécifiées. En mai 2010, 45 organismes de certification étaient accrédités pour délivrer des certificats en Australie. Les normes relatives aux systèmes de gestion de la qualité, telles que ISO 9001 et ISO 14001, sont de plus en plus utilisées; entre 2007 et 2010, le nombre d'entreprises australiennes détenant la certification ISO 9001 est passé de 9 201 à 9 312, et le nombre d'entreprises certifiées ISO 14001 est passé de 979 à 1 629.

Coopération internationale

48. Depuis le précédent examen, l'Australie n'a signé aucun nouvel accord de reconnaissance mutuelle (ARM) concourant à la facilitation des échanges. Outre l'Accord transtasmanien de reconnaissance mutuelle de 1996 (en vigueur depuis mai 1998), qui n'a pas valeur de traité, et l'Arrangement de reconnaissance mutuelle des étalons du Comité international des poids et mesures (octobre 1999), elle applique les ARM – ayant valeur de traités – sur l'évaluation de la conformité qu'elle a conclus avec l'UE (1998), l'AELE (2000), Singapour (2001) et le Canada (2006), ainsi qu'un ARM volontaire avec la Thaïlande (2000).⁵² Dans le cadre de l'APEC, elle est partie aux ARM sur l'évaluation de la conformité du matériel de télécommunication (1999), l'évaluation de la conformité du matériel électrique et électronique (1999) et l'évaluation de la conformité des aliments et produits alimentaires (1997). La NATA et le JAS-ANZ ont conclu un grand nombre d'ARM dans le cadre d'instances internationales et régionales; il s'agit, pour la NATA, de la Coopération internationale pour l'agrément des laboratoires d'essai (ILAC) et de la Coopération en matière d'accréditation de laboratoires dans la région Asie-Pacifique (APLAC) et, pour le JAS-ANZ, du Forum international d'accréditation (IAF) et de la Coopération du Pacifique en matière d'accréditation (PAC). Dans le domaine de la métrologie légale, ainsi que dans le cadre de l'arrangement de reconnaissance mutuelle du CIPM, l'Institut national de mesure (INM) contribue à établir la confiance mutuelle au niveau mondial en participant à l'Accord d'acceptation mutuelle de l'OIML pour les approbations de modèle d'instrument de mesure. L'Australie a conclu des ARM bilatéraux sur les rapports d'essais en vue des

⁵⁰ NATA (2008).

⁵¹ NATA (2009).

⁵² Pour de plus amples renseignements sur les ARM en vigueur, voir DIISR. Adresse consultée: <http://www.innovation.gov.au/Section/Industry/Pages/OverviewforIndustry.aspx>.

homologations par type avec des organismes équivalents des Pays-Bas, de la Nouvelle-Zélande et du Royaume-Uni.

Transparence

49. Les règlements techniques sont généralement publiés dans le *Commonwealth of Australia Gazette* et sur les sites Web d'organismes comme l'Office australo-néo-zélandais de l'alimentation (ANZFA). En outre, les normes et les procédures d'évaluation de la conformité sont largement diffusées dans la presse nationale, les bulletins internes et les autres publications pertinentes du gouvernement central et des gouvernements des États et des Territoires. Les normes facultatives font l'objet d'avis qui sont publiés dans la revue de Standards Australia, *The Australian Standard*, et l'information relative aux procédures d'évaluation de la conformité est publiée dans le bulletin de la NATA, *NATA News*.

50. Entre 2007 et mai 2010, l'Australie a présenté dix notifications (y compris sur des produits agricoles et produits alimentaires génétiquement modifiés) au titre de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce (OTC). Dans la plupart des cas, la ponctualité des notifications a permis de ménager un délai de 45 à 59 jours pour la présentation d'observations.⁵³

b) Réglementations sanitaires et phytosanitaires

51. L'Australie compte parmi les principaux exportateurs de produits agricoles et agroalimentaires; elle applique un régime sanitaire et phytosanitaire (SPS) rigoureux qui, selon les autorités, est à la mesure du niveau approprié de protection (voir ci-dessous). Les autorités soutiennent que leurs mesures SPS sont fondées sur des critères scientifiques et visent à réduire le risque de parasites et de maladies exotiques à un niveau très faible (mais pas nul), acceptable pour l'Australie.⁵⁴ Toutefois, l'Australie a été critiquée par certains partenaires commerciaux au motif que ses mesures seraient trop rigoureuses et, par conséquent, protectionnistes; durant la période considérée, des plaintes ont été formulées en rapport avec les procédures de quarantaine et les importations de pommes.⁵⁵ Depuis 2004, un Groupe de scientifiques éminents, groupe d'évaluation de haut niveau indépendant du Service australien de la biosécurité (voir ci-dessous), a été chargé de scruter dans une perspective scientifique et économique les principales analyses de risques à l'importation. Son rôle a été renforcé en septembre 2007 puis en juillet 2009 pour qu'il prenne en compte les nouveaux renseignements pertinents portés à son attention, ce qui inclut l'évaluation des vues scientifiques conflictuelles qui lui ont été communiquées.⁵⁶ Cependant, il apparaît que jusqu'ici

⁵³ Documents de l'OMC G/TBT/25 du 4 mars 2009 et G/TBT/23 du 20 février 2008.

⁵⁴ Renseignements en ligne du Département de l'agriculture, des forêts et de la pêche. Adresse consultée: <http://www.daff.gov.au/market-access-trade/sps> [9 mai 2010]. Voir aussi le document de l'OMC WT/TPR/S/178/Rev.1 du 1^{er} mai 2007.

⁵⁵ À la fin de décembre 2009, pour quatre des 15 groupes spéciaux de l'OMC qui avaient été chargés d'examiner des différends liés aux mesures SPS, les plaintes concernaient l'Australie. Ces plaintes avaient été formulées par le Canada et les États-Unis contre les restrictions australiennes à l'importation de saumon frais, réfrigéré ou congelé (solution mutuellement convenue en 2000), par les Philippines contre les restrictions australiennes visant les fruits et légumes frais, y compris les bananes (établissement d'un groupe spécial en 2003), par l'UE contre les procédures de quarantaine de l'Australie (solution mutuellement convenue en 2007) et par la Nouvelle-Zélande contre les restrictions australiennes visant les pommes (chapitre II) (document de l'OMC G/SPS/53 du 3 mai 2010).

⁵⁶ À la suite du rapport Beale (2008), la composition du Groupe de scientifiques éminents a été élargie en 2009 à un éminent économiste. Auparavant, le Groupe ne comprenait que des scientifiques. Pour l'heure, il a publié des rapports concernant les pommes en provenance de Nouvelle-Zélande (octobre 2006), la viande de poulet (mai 2008), les bananes en provenance des Philippines (octobre 2008), les crevettes et leurs produits

aucun cadre analytique unifié n'a été utilisé pour évaluer les coûts et avantages des mesures SPS pour les différents maillons de la chaîne d'approvisionnement comme les consommateurs, producteurs et pouvoirs publics nationaux, les fournisseurs étrangers ou encore, s'il y a lieu, les consommateurs et pouvoirs publics étrangers.⁵⁷ Les effets commerciaux font partie de l'évaluation, car les mesures ont un impact sur le commerce en tant que vecteur de l'externalité, mais ces effets ne constituent pas le seul aspect majeur.⁵⁸ D'après les autorités, les dispositions inscrites dans l'Accord SPS de l'OMC n'exigent pas une telle analyse, et la seule orientation quant aux conséquences économiques pertinentes à prendre en compte dans une évaluation de risques figure à l'article 5.3 de l'Accord. Les évaluations de risques à l'importation effectuées par l'Australie (voir ci-dessous) abordent la question des conséquences économiques pour les parties prenantes pertinentes.⁵⁹

Élaboration des normes alimentaires

52. Depuis le précédent examen, l'Australie a appliqué de nombreux contrôles de quarantaine et de nombreuses normes alimentaires qui sont plus sévères que les normes correspondantes édictées par des organismes internationaux (par exemple la Commission du Codex Alimentarius). L'Office des normes alimentaires pour l'Australie et la Nouvelle-Zélande (FSANZ), organisme officiel binational indépendant, élabore les normes alimentaires et, s'il y a lieu, établit avec la branche de production des codes de pratique communs sur la composition et l'étiquetage des aliments vendus en Australie et en Nouvelle-Zélande (section c) ci-dessous). Tous les produits alimentaires – locaux ou importés – commercialisés en Australie doivent être conformes aux normes alimentaires pertinentes, qui sont définies dans le Code des normes alimentaires (le Code) élaboré et administré par le FSANZ. Du

(juin 2009) et les pommes en provenance de Chine (novembre 2009). Renseignements en ligne du Département de l'agriculture, des forêts et de la pêche. Adresse consultée: http://www.daff.gov.au/about/contactus/corp-policy/eminent_scientists_group/esg_terms_of_reference [12 novembre 2010].

⁵⁷ Dans le domaine de la quarantaine, comme dans d'autres domaines de l'action publique, le principe coûts-avantages est toujours pertinent. Même la quête du statut "indemne de maladies" doit passer ce test, car le maintien d'un obstacle aussi extrême n'aurait pas de justification si ses coûts économiques l'emportaient sur ses avantages. Selon une étude menée en 2010, le mécanisme australien de quarantaine transfère des producteurs aux consommateurs nationaux les coûts d'un régime extrême de lutte contre les maladies, et récemment le réexamen officiel des mesures de quarantaine a été indûment limité. On estime que l'interdiction frappant les importations de pommes en provenance de Nouvelle-Zélande équivaut pour les consommateurs à un versement direct de 2 milliards de dollars australiens sur six ans en faveur des producteurs. La maîtrise d'une épidémie de feu bactérien entraînerait des coûts minimes – pas plus de 10 millions de dollars australiens et, selon toute probabilité, 3 millions environ. Étant donné que l'Australie devait augmenter ses dépenses de quarantaine, elle pourrait facilement affronter tout événement fâcheux (Bosworth et Cutbush, 2010); et *The National* "Aussies just keep biting back over Kiwi apples", 15 mai 2010. Adresse consultée: <http://www.thenational.ae/business/economy/aussies-just-keep-biting-back-over-kiwi-apples>.

⁵⁸ Selon une étude publiée par l'OCDE, ce cadre analytique permet de comparer différentes approches pour la conception des mesures et de discerner leurs effets commerciaux et effets de bien-être. On peut ainsi comparer, d'une part, une prohibition à l'importation (ou une norme prohibitive) visant à préserver le marché intérieur contre une caractéristique de produit indésirable et, d'autre part, le fait d'autoriser la commercialisation à condition que le produit étranger soit clairement identifiable (par exemple grâce à l'étiquetage) (Van Tongeren *et al.*, 2009).

⁵⁹ L'article 5.3 de l'Accord SPS permet de recourir à l'analyse coût-efficacité pour évaluer les différentes mesures visant à ramener le risque de parasites et de maladies au niveau approprié de protection, dans le respect de l'objectif consistant à minimiser les effets négatifs pour le commerce. L'analyse coût-efficacité suppose que l'on évalue le coût des différentes mesures axées sur un avantage particulier. Une mesure est choisie parce qu'elle entraîne le coût agrégé le moins élevé. Bien qu'elle se situe en deçà de l'analyse coûts-avantages, l'analyse coût-efficacité réalisée par les organismes de réglementation peut au moins faciliter le choix des mesures qui concordent avec l'objectif visé: atteindre le niveau-cible de risque moyennant un coût modeste (Binder, 2002).

1^{er} juillet 2007 au 30 juin 2010, 62 demandes et propositions ont été publiées dans le Code. En élaborant une norme, le FSANZ doit tenir compte des normes internationales, y compris celles du Codex. Lorsqu'il a élaboré des normes qui ne correspondaient pas aux normes internationales, il a présenté une notification à l'OMC en utilisant les mécanismes appropriés. Les limites maximales de résidus (LMR) concernant de nombreux produits chimiques à usage agricole ou vétérinaire ont été révisées à plusieurs reprises durant la période considérée.

53. Le Code régleme aussi les aliments issus dérivés de végétaux, d'animaux ou de microorganismes génétiquement modifiés, ainsi que l'étiquetage des aliments génétiquement modifiés. Les aliments importés issus de la biotechnologie ne peuvent être vendus en Australie qu'après évaluation et approbation par le FSANZ. En novembre 2010, ce dernier a terminé l'évaluation de 45 produits issus de la technologie génique et les a tous approuvés; il évalue actuellement six autres produits. Il a aussi évalué et approuvé de nombreuses enzymes produites à partir de micro-organismes génétiquement modifiés. L'importation d'organismes génétiquement modifiés (OGM) vivants et viables exige l'autorisation du responsable de la technologie génique, administrateur indépendant chargé de réglementer l'ensemble des questions relatives aux OGM. Toute activité touchant des OGM doit faire l'objet d'une licence délivrée par le responsable de la technologie génique, à moins qu'elle ne soit autrement autorisée en vertu de la loi. Toutes les demandes de licence sont soumises à une évaluation de risques scientifique et au cas par cas, ainsi qu'à une gestion de risques. Au 20 août 2010, le responsable de la technologie génique avait autorisé la diffusion "commerciale" et sans restrictions de 25 OGM (variétés de coton, de canola, d'œillet et de roses, et deux vaccins).

Biosécurité

54. Depuis 2009, le système de biosécurité de l'Australie fait l'objet d'une réforme institutionnelle conformément aux recommandations d'un examen indépendant effectué en 2008.⁶⁰ Reconnaisant, entre autres, que le risque nul n'était pas atteignable, ni souhaité, les auteurs de cet examen ont suggéré l'abandon de l'approche quarantaine, largement négative-défensive, au profit de l'approche biosécurité, qui est proactive. Bon nombre de recommandations issues de l'examen sont subordonnées à l'entrée en vigueur de la nouvelle législation en matière de biosécurité. Un projet de législation serait publié pour recueillir les observations du public avant la présentation au Parlement. Le 1^{er} juillet 2009 sont entrées en vigueur plusieurs réformes institutionnelles visant à renforcer la gouvernance du système de biosécurité, y compris la nomination à titre intérimaire d'un Inspecteur général de la biosécurité, chargé de réaliser des audits indépendants du système. Un Groupe de services de biosécurité a été établi au sein du DAFF et rassemble toutes les activités dans ce domaine (y compris celles du Service australien de la biosécurité) et celles du Service australien de quarantaine et d'inspection, conformément aux recommandations issues de l'examen indépendant.⁶¹ Un Conseil consultatif de la biosécurité a été créé le 1^{er} janvier 2010 pour dispenser des avis au Ministre de l'agriculture, des forêts et de la pêche.

⁶⁰ Le gouvernement a souscrit, en principe, aux 84 recommandations de réformes. Parmi les principales recommandations figure l'amélioration de la coordination entre les États, les Territoires, les entreprises et le Commonwealth pour la surveillance des risques en matière de biosécurité avant et après l'entrée des marchandises dans le pays (documents de l'OMC G/SPS/R/54 du 28 avril 2009 et G/SPS/R/56 du 28 janvier 2010; et Commonwealth d'Australie, 2008b).

⁶¹ Document de l'OMC G/SPS/R/55 du 23 septembre 2009; et renseignements en ligne du DAFF. Adresse consultée: <http://www.daff.gov.au/bsg/biosecurity-services-group> [10 mai 2010].

Analyse des risques à l'importation

55. Au cours de la période considérée, l'Australie a effectué des évaluations de risques fondées sur des critères scientifiques, y compris des analyses de risques à l'importation s'inscrivant dans le cadre d'un processus réglementé; elle a aussi élaboré des recommandations sur les conditions d'importation qui correspondraient à son niveau approprié de protection.⁶² Les analyses de risques à l'importation qui ont été réalisées durant la période concernent les pommes provenant de Nouvelle-Zélande, les bananes provenant des Philippines, le piment sec provenant de Corée, les mangues provenant de l'Inde, les mandarines unshu provenant du Japon, les pommes provenant de Chine, les fruits à noyau provenant des États-Unis, la viande chevaline provenant de pays agréés, la viande de poulet, ainsi que les crevettes et leurs produits.⁶³ En avril 2010, le Service australien de la biosécurité a entamé de manière simultanée des analyses de risques à l'importation qui visent à évaluer le risque quarantenaire lié aux importations de viande bovine et de produits à base de viande bovine provenant des États-Unis, du Canada et du Japon.⁶⁴ Par suite d'une modification apportée à la politique de 2001 sur l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), depuis le 1^{er} mars 2010 les pays qui ont enregistré un ou plusieurs cas de cette maladie sont autorisés à demander une évaluation en vue d'un éventuel accès au marché australien; les pays ayant déjà accès au marché devront demander une évaluation au titre de la nouvelle politique avant le 30 juin 2011.⁶⁵ Cependant, cette nouvelle politique relative à l'ESB n'est toujours pas conforme à la norme pertinente de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE).⁶⁶ Le nouveau dispositif concernant l'analyse des risques à l'importation, qui est entré en vigueur le 5 septembre 2007, fixe des délais d'achèvement précis – 24 mois ou 30 mois – pour cette analyse.⁶⁷ Deux partenaires commerciaux ont dit craindre que la nouvelle politique permette encore de longs retards dans le processus d'évaluation des risques.⁶⁸ Les autorités ont indiqué que l'arriéré actuel persistera peut-être, compte tenu des retards liés à l'ordre de priorité de traitement pour les demandes antérieures d'accès au marché.

Quarantaine

56. En raison des différences de statut zoosanitaire et phytosanitaire existant en Australie, il est possible que des mesures de quarantaine différentes soient imposées sur le territoire national. Le système de quarantaine est régi par des lois du Commonwealth, des États et des Territoires⁶⁹; il

⁶² Pour de plus amples renseignements sur les procédures de l'Australie, voir Département de l'agriculture, des forêts et de la pêche (2009a).

⁶³ Renseignements en ligne du Service australien de la biosécurité. Adresse consultée: <http://www.daff.gov.au/ba/ira/current-plant> [15 juillet 2010].

⁶⁴ Avis n° 2010/10 du Service australien de la biosécurité, 8 avril 2010. Adresse consultée: http://www.daff.gov.au/ba/ira/current-animal/beef_and_beef_products_for_human_consumption/commencement_of_iras_for_the_importation_of_beef_and_beef_products_from_the_united_states,_canada_and_japan [14 juillet 2010].

⁶⁵ Document de l'OMC G/SPS/R/56 du 28 janvier 2010.

⁶⁶ Document de l'OMC G/SPS/N/AUS/239 du 26 octobre 2009.

⁶⁷ Document de l'OMC G/SPS/R/46 du 2 janvier 2008.

⁶⁸ Document de l'OMC G/SPS/R/44 du 30 mai 2007.

⁶⁹ Il existe aussi en Australie des obstacles entre les États et à l'intérieur des États sous forme de restrictions quaranténaires. En vertu de la Constitution, le gouvernement fédéral n'a pas le pouvoir exclusif de légiférer en matière de quarantaine, de sorte que des lois du Commonwealth coexistent avec des lois des États. Toutefois, la Constitution dispose également que si une loi d'un État est incompatible avec une loi du Commonwealth, c'est cette dernière qui prévaut, et la loi de l'État est invalide dans la mesure de l'incompatibilité. Signé en 1995, le mémorandum d'accord entre le gouvernement fédéral et les gouvernements des États sur les questions de quarantaine zoosanitaire et phytosanitaire reste en vigueur. L'Australie compte de nombreuses zones exemptes de parasites et de maladies, dont la préservation est assurée par des mesures de

s'applique à tous les humains, végétaux, animaux et produits associés, y compris les produits alimentaires. Les activités quaranténaires se situent avant la frontière, à la frontière et après la frontière. Le Service australien de quarantaine et d'inspection (AQIS) est chargé d'administrer la législation en matière de quarantaine au nom du Commonwealth; ses attributions à ce chapitre comprennent la délivrance des permis d'importation, les inspections, les directives de traitement et les levées de quarantaine. Le Département de la santé et du vieillissement (DoHA) effectue des évaluations de risques sur toutes les matières biologiques constituant une préoccupation sur le plan de la quarantaine humaine et fournit des avis à l'AQIS avant la délivrance d'un permis d'importation. En délaissant les cibles d'"intervention obligatoire" (conteneurs à haut risque entrant en Australie) au profit d'une approche "risque-rendement" (ciblage des ressources pour garantir la plus forte réduction possible des risques posés par les parasites et les maladies), l'AQIS ne collecte plus de données sur les inspections de quarantaine opérées dans les aéroports, dans les ports maritimes et sur le courrier.

57. Au cours de la période considérée, l'Australie a éradiqué la grippe équine (décembre 2008) et le chancre des agrumes (janvier 2009); les autorités voient en cela une illustration des capacités du pays dans le domaine de la lutte contre les maladies et les parasites et de l'efficacité de ses procédures réglementaires dans ce domaine.⁷⁰

Transparence et assistance technique

58. Entre 2007 et le 20 mai 2010, l'Australie a présenté à l'OMC 58 notifications au titre de l'article 7 et de l'Annexe B de l'Accord SPS. Les projets de rapport concernant les analyses de risques à l'importation, ainsi que les résultats du processus d'analyse, sont également notifiés à l'OMC. L'Australie joue aussi un rôle actif dans les trois organismes de normalisation dont l'activité est liée à l'Accord SPS: la Commission du Codex Alimentarius (FAO/OMS), l'Organisation mondiale de la santé animale et la Convention internationale pour la protection des végétaux. Elle a continué d'aider les pays en développement, en particulier ceux de l'APEC, à se doter d'une infrastructure quarantenaire et de capacités d'analyse de risques et à améliorer la sensibilisation aux normes internationales dans la sphère SPS en général.⁷¹

c) Étiquetage et emballage

59. L'étiquetage des aliments est régi lui aussi par le Code des normes alimentaires (voir ci-dessus); tous les produits alimentaires vendus en Australie, y compris les produits importés, doivent être conformes à la réglementation pertinente. En octobre 2009, le Conseil des gouvernements australiens (COAG) et le Conseil ministériel de réglementation alimentaire pour l'Australie et la Nouvelle-Zélande sont convenus d'effectuer un examen approfondi de la législation et de la politique en matière d'étiquetage alimentaire; le rapport final devait être présenté au Conseil ministériel pour la fin de 2010.⁷²

60. Les normes obligatoires d'information sur les produits, y compris les normes d'étiquetage des vêtements et produits textiles (instructions d'entretien) et d'une vaste gamme d'autres produits de consommation dont les lunettes de soleil, les cosmétiques et articles de toilette et les produits du

quarantaine intérieure de second niveau qui affectent le mouvement des marchandises entre les États et à l'échelle locale.

⁷⁰ Document de l'OMC G/SPS/R/54 du 28 avril 2009.

⁷¹ Documents de l'OMC G/SPS/GEN/717/Add.1 du 11 octobre 2007 et G/SPS/GEN/717/Add.2 du 6 juillet 2010.

⁷² Renseignements en ligne. Adresse consultée: <http://www.foodlabellingreview.gov.au/internet/foodlabelling/publishing.nsf/content/home> [14 juillet 2010].

tabac, restent en vigueur (section a) ci-dessus). Des prescriptions d'étiquetage concernant la consommation d'énergie s'appliquent aux appareils tels que les réfrigérateurs, congélateurs, lave-linge, sèche-linge, lave-vaisselle, climatiseurs et chauffe-eau électriques à accumulation fonctionnant à la pression du réseau, ainsi qu'aux véhicules automobiles. Les normes d'information nationales et celles des États et Territoires devaient être rationalisées et remplacées par un seul corpus de normes nationales pour le 1^{er} janvier 2011, dans le cadre de l'application du droit australien sur la consommation (section 4) iii) b)).

viii) Marchés publics

61. Même si elle participe aux travaux du Groupe de travail de l'OMC sur la transparence des marchés publics et qu'elle suit les négociations relatives à l'AMP révisé, l'Australie fait encore partie des cinq membres de l'OCDE qui ne sont pas signataires de l'Accord plurilatéral de l'OMC sur les marchés publics (AMP), et elle n'a pas l'intention de devenir partie à cet accord.⁷³ Néanmoins, dans le cadre de ses accords de libre-échange (voir ci-dessous et chapitre II), elle est liée par les principes et les règles de transparence et de non-discrimination en la matière; les autorités soutiennent que ces engagements s'étendent à l'ensemble des partenaires commerciaux. De plus, l'Australie considère que l'AMP est largement incompatible avec son approche privilégiant une réglementation légère dans le secteur public; elle suit toutefois de près les négociations portant sur l'AMP révisé.

62. La valeur des marchés publics de marchandises et de services du gouvernement fédéral est estimée à 2,6% du PIB (2008/09) (tableau I.1). Entre 2005/06 et 2008/09, les marchés fédéraux portant sur l'acquisition de marchandises et de services (y compris les dépenses des institutions assujetties à la Loi de 1997 sur la gestion et la responsabilité financières (FMA) et à la Loi sur les institutions et entreprises fédérales (CAC), voir ci-dessous) sont allés d'environ 26,4 milliards (2007/08) à 32,9 milliards de dollars australiens (2008/09). En 2008/09, dix institutions représentaient 83,7% du montant total; 56% allaient aux dépenses de défense.⁷⁴ On estime qu'en 2007/08, les biens et services nationaux constituaient 69% du total des dépenses; lorsqu'on exclut les marchés du Département de la défense, la quote-part nationale correspond à 89% de la valeur totale des marchés adjugés.⁷⁵ L'essentiel des importations concerne des marchandises et des services qui ne sont pas produits en Australie, par exemple les photocopieuses et les matériels militaires spécialisés. Les montants indiqués n'incluent pas les marchés des États et des Territoires, qui apparemment dépassent ceux du gouvernement fédéral.⁷⁶ Il semblerait que dans bien des cas, les entreprises publiques (sections 3) iii) et 4) iv) b)) de l'administration centrale, des États et des Territoires ont joué un rôle dominant dans les travaux d'infrastructure, plutôt que d'ouvrir la mise en place des infrastructures et les services connexes à la concurrence, y compris à des entités efficaces du secteur privé.⁷⁷

⁷³ L'Australie a conservé son statut d'observateur auprès du Comité des marchés publics de l'OMC.

⁷⁴ Renseignements en ligne du Département des finances et de la déréglementation. Adresse consultée: <http://www.finance.gov.au/publications/statistics-on-commonwealth-purchasing-contracts/index.html> [11 mai 2010].

⁷⁵ Gouvernement australien (2009b).

⁷⁶ En 2008/09, les marchés du Territoire de la capitale australienne, du Territoire du Nord, de l'Australie-Occidentale, de l'Australie-Méridionale et de la Tasmanie se sont chiffrés respectivement à 1,1 milliard, 1,7 milliard, 11,5 milliards, 3,4 milliards et 1 milliard de dollars australiens.

⁷⁷ Infrastructure Australie (2008).

63. Le principe cardinal du système de marchés publics de l'Australie demeure la rentabilité de l'investissement, qui s'appuie sur la concurrence ouverte, la non-discrimination⁷⁸, l'efficacité, l'efficacé et une utilisation éthique des ressources.⁷⁹ Au niveau du Commonwealth, le cadre de politique général en matière de marchés publics comprend trois éléments essentiels: les Directives du Commonwealth relatives aux marchés publics, qui servent d'assise à la politique fédérale en la matière et sont publiées par le Ministre des finances⁸⁰; les circulaires financières, qui contiennent des avis sur les principaux changements et faits nouveaux concernant la politique de passation des marchés et qui sont publiées par le Département des finances et de la déréglementation (Département des finances), et les documents d'orientation en matière de gestion financière, que le Département des finances élabore pour aider les différentes institutions à mettre en œuvre la politique gouvernementale de passation des marchés. En 2008, les Directives ont fait l'objet des modifications suivantes: inclusion d'un nouveau libellé décrivant les dispositifs coordonnés de passation des marchés, déclaration révisée sur l'approche de la répartition des risques dans les contrats, précisions sur la définition et le champ des marchés publics, prescriptions imposant aux entreprises contractantes de fournir des renseignements sur les sous-traitants, prescriptions excluant les fournisseurs qui ont fait l'objet d'une décision judiciaire, réordonnancement des procédures obligatoires de passation des marchés et exemption pour l'acquisition de biens fonciers ou de services auprès d'une entreprise existante fournissant des services à des personnes handicapées.

64. Comme il en est pour les normes et pour les mesures SPS (section a) ci-dessus), chacun des trois niveaux de gouvernement (Commonwealth, État ou Territoire et administration locale) dispose de son propre cadre et de ses propres politiques en matière de passation des marchés. La Loi de 1997 sur la gestion et la responsabilité financières (FMA 1997) et les règlements pertinents disposent que chaque institution du Commonwealth est responsable de la passation de ses marchés. Au-delà de certains seuils, toute institution est tenue d'appliquer les procédures obligatoires de passation des marchés⁸¹, qui comprennent l'appel d'offres ouvert, l'appel d'offres restreint et l'approvisionnement direct.⁸² Toutefois, l'acquisition, entre autres, de biens immobiliers ou de logements, de services de

⁷⁸ Selon les autorités, les exceptions au principe de non-discrimination relèvent des politiques spécifiques d'appui aux petites et moyennes entreprises et, dans des circonstances limitées, des politiques d'aide aux Australiens autochtones.

⁷⁹ Pour plus de précisions, voir le document de l'OMC WT/TPR/S/178/Rev.1 du 1^{er} mai 2007, ainsi que les renseignements en ligne du Département des finances et de la déréglementation. Adresse consultée: <http://www.finance.gov.au/procurement/procurement-policy-and-guidance/procurement-policy-faqs.html> [11 mai 2010].

⁸⁰ Les plus récentes directives ont été publiées par le Ministre des finances en décembre 2008. Pour de plus amples renseignements, voir le document de l'OMC WT/TPR/S/178/Rev.1 du 1^{er} mai 2007 et les renseignements en ligne du Département des finances et de la déréglementation. Adresse consultée: <http://www.finance.gov.au/publications/fmg-series/docs/CPGs-2008.pdf> [11 mai 2010].

⁸¹ Demeurent inchangés le seuil de 80 000 dollars australiens pour les marchés passés par les institutions assujetties à la Loi FMA (entités gouvernementales), sauf dans le domaine de la construction, et le seuil de 400 000 dollars australiens pour les marchés passés par les institutions relevant de la Loi CAC (entreprises publiques), sauf dans le domaine de la construction. En 2008, le seuil applicable aux services de construction a été porté de 6 millions à 9 millions de dollars australiens. Pour plus de précisions sur les procédures obligatoires, voir les renseignements en ligne du Département des finances et de la déréglementation. Adresse consultée: <http://www.finance.gov.au/publications/fmg-series/docs/CPGs-2008.pdf> [11 mai 2010] et le document de l'OMC WT/TPR/S/178/Rev.1 du 1^{er} mai 2007.

⁸² L'appel d'offres ouvert suppose la publication d'un appel d'offres et l'acceptation des soumissions de tous les fournisseurs potentiels remplissant les conditions de participation. Dans le cadre de l'appel d'offres restreint, une invitation à soumissionner est adressée à des fournisseurs potentiels sélectionnés, par exemple ceux qui bénéficient d'une licence. L'approvisionnement direct intervient en l'absence d'offres ou quand aucune

R-D et de véhicules automobiles⁸³ est exemptée des procédures obligatoires de passation des marchés.⁸⁴ En vertu de la Loi de 2009 sur le Comité des travaux publics, la limite au-dessus de laquelle ces travaux doivent faire l'objet d'un renvoi devant le Comité parlementaire permanent des travaux publics a été portée à 5 millions de dollars australiens (auparavant, 2 millions de dollars) en juin 2009. AusTender offre de multiples fonctions de recherche de données en ligne (voir ci-dessous), y compris la ventilation des marchés (en nombre et en valeur) par mode de passation.⁸⁵ En 2008/09, l'approvisionnement direct représentait 48,8% de la valeur totale des marchés, tandis que l'appel d'offres ouvert et l'appel d'offres restreint en représentaient respectivement 30,7% et 20,5%.⁸⁶

65. Il est attendu de tous les soumissionnaires qu'ils satisfassent aux prescriptions découlant de la Loi de 2009 sur le travail équitable, ce qui inclut les normes minimales imposées par la loi, les droits de liberté d'association et l'accès à des procédures de règlement des différends.⁸⁷ Depuis le 1^{er} janvier 2010, les principes du travail équitable exigent des entités fédérales qu'elles obtiennent des soumissionnaires les renseignements concernant la manière dont ils s'acquittent de l'obligation qui leur incombe d'assurer un milieu de travail équitable, coopératif et productif.⁸⁸ Les autorités ont indiqué que comme pour les plans de participation des entreprises australiennes (voir ci-dessous), ce sont là des prescriptions juridiques générales plutôt que des aspects du cadre gouvernemental de passation des marchés.

66. AusTender offre un portail unique pour les annonces de marchés publics et la publication des adjudications de marchés. Les organismes publics sont tenus d'y publier les marchés ou les offres permanentes d'un montant égal ou supérieur à 10 000 dollars australiens. Ce portail contient aussi des liens qui permettent d'accéder aux renseignements concernant les marchés publics des États.⁸⁹

67. L'Australie a maintenu son objectif consistant à effectuer au moins 10% – en valeur – de ses achats auprès de petites et moyennes entreprises (PME).⁹⁰ De plus, pour les gros marchés d'une valeur égale ou supérieure à 20 millions de dollars australiens portant sur des produits et services des technologies de l'information et des communications, les organismes gouvernementaux doivent s'assurer que les appels d'offres respectent les niveaux minimums de participation des PME: 10% de

offre ni aucun fournisseur potentiel ne satisfait aux conditions de l'appel d'offres. On peut aussi y recourir dans les situations d'extrême urgence ou lorsque les conditions sont exceptionnellement avantageuses.

⁸³ Par exemple, au début de 2010 le Département des finances et de la déréglementation a invité les institutions gouvernementales à envisager de choisir la Toyota Camry hybride de fabrication australienne de préférence aux véhicules importés lorsqu'elle constitue une solution de rechange appropriée d'un point de vue opérationnel. Par la même occasion, il a rappelé que dans le cadre du Défi véhicules verts du gouvernement, à l'horizon 2020 la flotte gouvernementale de véhicules de transport de personnes comprendrait 50% de véhicules de fabrication australienne "alliant l'économie à l'écologie" (Renseignements en ligne du Département des finances et de la déréglementation. Adresse consultée: http://www.finance.gov.au/procurement/previous_news.html [21 mai 2010]).

⁸⁴ Les exemptions sont énumérées à l'Appendice A des Directives (2008) du Commonwealth relatives aux marchés publics. Adresse consultée: <http://www.finance.gov.au/publications/fmg-series/docs/CPGs-2008.pdf> [11 mai 2010].

⁸⁵ Renseignements en ligne d'AusTender. Adresse consultée: <https://www.tenders.gov.au/?event=public.reports.CN.procurementMethod.form>.

⁸⁶ Renseignements en ligne d'AusTender. Adresse consultée: <https://tenders.gov.au>.

⁸⁷ Gouvernement australien (2009b).

⁸⁸ Département de l'éducation, de l'emploi et des relations de travail (2010).

⁸⁹ Renseignements en ligne d'AusTender. Adresse consultée: <https://www.tenders.gov.au/?event=public.relatedlink.list> [21 mai 2010].

⁹⁰ Une PME est une entreprise nationale ou néo-zélandaise employant moins de 200 personnes à plein temps.

la valeur du marché pour le matériel et 20% pour les logiciels et les services. Entre 2005/06 et 2008/09, la part des PME dans la valeur des marchés est tombée de 35,8% à 29,1%.⁹¹ Les autorités ne collectent aucune donnée sur les principales catégories de produits/services/projets dans lesquelles interviennent les PME.

68. Les accords de libre-échange bilatéraux que l'Australie a conclus avec le Chili (en 2009), Singapour et les États-Unis comprennent tous des engagements spécifiques en matière de traitement national pour ce qui est des marchés publics. Les amendements apportés en 2007 à l'Accord sur les marchés publics entre l'Australie et la Nouvelle-Zélande (ANZGPA) constituent des affinements et n'ont modifié aucun principe fondamental.⁹² L'Australie accorde effectivement à tous les fournisseurs le même traitement qu'elle a pris l'engagement d'accorder dans ses ALE existants comportant des engagements relatifs aux marchés publics. Aucune donnée n'était disponible auprès des autorités quant à la part des fournisseurs de Nouvelle-Zélande, du Chili, de Singapour et des États-Unis dans les marchés de marchandises, de services et de travaux publics.

69. Divers États intègrent à leur politique de marchés publics des préférences d'"achat local" et/ou des préférences de prix en faveur des produits locaux, mais ils soutiennent qu'ils appliquent ces préférences d'une manière qui est compatible avec les engagements internationaux de l'Australie dans ce domaine.⁹³ Outre leur politique d'achat local (voir ci-dessous), certains États appliquent une préférence de 10% (Australie-Occidentale, Tasmanie, Territoire du Nord et autres) ou de 20% (Nouvelle-Galles du Sud, Queensland, Australie-Méridionale et autres) sous la forme d'une augmentation nominale du prix de soumission pour les acquisitions de produits d'Australie, de Nouvelle-Zélande ou des États-Unis et de services connexes, l'objectif étant de promouvoir des objectifs de développement industriel ou des objectifs sociaux ou économiques. Les marges de préférence ne s'appliquent pas aux acquisitions de services isolées (qui ne sont pas liées à un achat de marchandises).

70. Au cours de la période considérée, l'Australie a pris de nouvelles mesures pour aider les fournisseurs nationaux à participer davantage aux marchés publics. Depuis juillet 2009, la politique visant à stimuler la participation des entreprises australiennes (voir ci-dessous) exige des entreprises qui soumissionnent pour des travaux publics qu'elles décrivent dans chaque offre la place qu'elles réservent aux fournisseurs australiens et étrangers. Depuis le 1^{er} janvier 2010, une entreprise qui soumissionne pour un gros marché fédéral (valeur supérieure à 20 millions de dollars australiens en général) doit élaborer et mettre en œuvre un plan de participation des entreprises australiennes.⁹⁴ Ce

⁹¹ Renseignements en ligne du Département des finances et de la déréglementation. Adresse consultée: <http://www.finance.gov.au/publications/statistics-on-commonwealth-purchasing-contracts/index.html> [21 mai 2010].

⁹² Accord sur les marchés publics entre l'Australie et la Nouvelle-Zélande, révisé en 2007. Adresse consultée: <http://www.apcc.gov.au/LinkClick.aspx?fileticket=TgehskiMiNw%3d&tabid=144&mid=489> [21 mai 2010].

⁹³ Par exemple, le gouvernement de l'Australie-Occidentale applique de longue date une politique d'achat local qui a été révisée pour la dernière fois en décembre 2009 pour tenir compte des derniers engagements inscrits dans des ALE bilatéraux (Renseignements en ligne de la Commission des approvisionnements publics de l'Australie-Occidentale, "Addendum to the Buy Local Policy December 2009 – Agreements affecting the operation of the Buy Local Policy". Adresse consultée: [http://www.ssc.wa.gov.au/files/guidelines/Buy%20Local%20Policy%20Addendum%20\(December%202009\).pdf](http://www.ssc.wa.gov.au/files/guidelines/Buy%20Local%20Policy%20Addendum%20(December%202009).pdf) [21 mai 2010]). Le plan Priorité à l'emploi local de la Nouvelle-Galles du Sud prévoit des préférences de prix pour les apports des PME d'Australie et de Nouvelle-Zélande.

⁹⁴ Renseignements en ligne du Département de l'innovation, de l'industrie, de la science et de la recherche, "Australian Industry Participation Plans (AIP Plans) in Commonwealth Government Procurement",

plan doit indiquer comment le fournisseur ménage aux PME une possibilité pleine et entière, équitable et raisonnable de fournir des marchandises et des services. Le Cadre national pour la participation des entreprises australiennes⁹⁵, qui encourage le gouvernement fédéral ainsi que les gouvernements des États et Territoires à adopter une approche nationale cohérente pour maximiser la participation des entreprises nationales aux grands projets en Australie et à l'étranger, a été renforcé et élargi par de nouvelles initiatives qui coûteront 19,1 millions de dollars australiens sur quatre ans à compter de 2009. Ces initiatives visent, entre autres, à faire en sorte que les spécifications d'appel d'offres ne soient pas élaborées d'une manière qui ait pour effet d'exclure les fournisseurs australiens, ainsi qu'à maximiser la capacité des entreprises australiennes à obtenir des marchés dans le pays et à l'étranger. Un montant de 8,5 millions de dollars australiens sur quatre ans sera fourni au réseau ICN (Industry Capability Network)⁹⁶ pour accroître les possibilités offertes aux entreprises locales en s'employant particulièrement à faire la jonction entre les fournisseurs nationaux et les projets d'infrastructure à financement fédéral. Moyennant un coût de 8,2 millions de dollars australiens sur quatre ans, le gouvernement installera au sein du Département de l'innovation, de l'industrie, de la science et de la recherche des agents d'appui aux fournisseurs ayant des connaissances sectorielles spécialisées; ces agents aideront les PME nationales à faire valoir leurs capacités auprès des acheteurs gouvernementaux en Australie.

71. Les politiques de marchés publics privilégiant l'achat local ont aussi été renforcées, récemment, au niveau des États.⁹⁷ En juin 2009, dans le cadre de son plan Priorité à l'emploi local, le gouvernement de la Nouvelle-Galles du Sud a renforcé les mesures qui accordent des préférences accrues aux entreprises locales dans le cadre des grands projets; il a donc élargi la définition de PME aux entreprises comptant jusqu'à 500 employés, contre 200 employés antérieurement et dans le reste du pays (voir ci-dessus), et chaque soumission de plus de 4 millions de dollars australiens exige un plan de participation des entreprises locales. En vertu de la politique de juillet 2009 sur la participation des entreprises du Victoria, les règles de teneur en éléments locaux visant à favoriser la participation des PME aux marchés publics peuvent s'appliquer aux projets qui sont désignés comme stratégiquement importants par le Département de l'innovation, de l'industrie et du développement régional du Victoria. Selon les autorités, le plan Priorité à l'emploi local de la Nouvelle-Galles du Sud et la Politique de participation des entreprises du Victoria ont été conçus tous les deux pour être compatibles avec les engagements existants de l'Australie dans le domaine des marchés publics.

72. Comme on l'avait anticipé en juillet 2009, un coordonnateur des marchés publics a été désigné pour remplir les fonctions suivantes: aider les intervenants extérieurs à comprendre le cadre de passation des marchés publics du Commonwealth; examiner en continu les pratiques de passation de marchés des différents gouvernements et dispenser des avis en la matière; donner suite aux plaintes émanant de fournisseurs et d'autres intervenants extérieurs intéressés; regrouper l'information concernant les marchés publics du Commonwealth pour toutes les catégories de marchés; et présenter au Ministre des finances et de la déréglementation un rapport annuel sur les questions liées à la

janvier 2010. Adresse consultée: <http://www.innovation.gov.au/Section/Industry/Pages/AustralianIndustryParticipationPlansforCommonwealthGovernmentProcurement.aspx> [23 août 2010].

⁹⁵ Le Cadre national pour la participation des entreprises australiennes s'articule autour des approches stratégiques suivantes: encourager les entreprises à s'aligner sur les meilleures pratiques mondiales grâce au renforcement des capacités; déceler précocement les possibilités de participation qui se présentent pour les entreprises australiennes en Australie et à l'étranger; promouvoir les capacités australiennes et intégrer les entreprises australiennes dans les chaînes d'approvisionnement mondiales; améliorer la facilitation des projets et élargir la participation des entreprises australiennes (Gouvernement australien, 2009b).

⁹⁶ L'ICN, qui mène ses activités en Australie et en Nouvelle-Zélande, aide les entreprises à maximiser les possibilités découlant des besoins d'acquisition du secteur public comme du secteur privé.

⁹⁷ Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales (2010).

passation des marchés.⁹⁸ Le coordonnateur sollicite les avis d'un comité consultatif des marchés publics regroupant les parties prenantes – entreprises, syndicats et collectivité – sur les mesures susceptibles d'améliorer la passation de ces marchés.

73. La Loi modificative de 2009 sur les pratiques commerciales (comportement cartellaire et autres) a introduit le concept de responsabilité criminelle dans les cas de comportement cartellaire, y compris les arrangements entre concurrents pour le trucage des soumissions (section 4) iii) a)). On estime que les gros marchés de construction sont vulnérables quant aux comportements répréhensibles de la part des fournisseurs. En juillet 2007, au terme d'une poursuite intentée par l'ACCC devant la Cour fédérale, des pénalités de plus de 9,1 millions de dollars australiens ont été imposées à onze entreprises et 18 particuliers pour diverses activités cartellaires de trucage de soumissions et de fixation collusoire de prix dans le domaine de la climatisation commerciale.⁹⁹

ix) Prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux

74. Des prescriptions relatives à la teneur en éléments locaux sont maintenues dans les systèmes de marchés publics concernant les véhicules automobiles (voir plus haut)¹⁰⁰, dans le financement, les garanties et les assurances à l'exportation fournis par la Société de financement et d'assurance à l'exportation (EFIC) (section 3) iv) f)), ainsi que dans les prescriptions en matière d'investissement étranger visant les services de radiodiffusion. Les autorités ont précisé que les prescriptions de l'EFIC concernaient l'"activité locale australienne".

75. Au cours de la période considérée, l'Australie n'a pas présenté de notifications au titre de l'Accord de l'OMC sur les mesures relatives à l'investissement et liées au commerce, ce qui indique qu'elle n'a pris aucune mesure de cette nature.

3) MESURES AGISSANT DIRECTEMENT SUR LES EXPORTATIONS

i) Enregistrement et documentation

76. Sauf exemption, toute marchandise destinée à l'exportation doit être enregistrée auprès des Douanes.¹⁰¹ La plupart des déclarations d'exportation sont présentées au moyen du système de fret

⁹⁸ Gouvernement australien (2009b).

⁹⁹ Renseignements en ligne de l'ACCC. Adresse consultée: <http://www.accc.gov.au/content/index.phtml/itemId/793552/fromItemId/2332> [1^{er} novembre 2010].

¹⁰⁰ Comme il a été indiqué plus haut (section relative aux marchés publics), en vertu du dispositif concernant la flotte de véhicules du gouvernement australien, les véhicules relevant des marchés publics doivent être soit fabriqués en Australie par des constructeurs ayant des activités locales d'assemblage ou de production de composantes (Ford, Holden, Toyota, Nissan), soit des véhicules importés commercialisés par un constructeur établi dans le pays (Renseignements en ligne du Département des finances et de la déréglementation. Adresse consultée: <http://www.finance.gov.au/vehicle-leasing-and-fleet-management/fleet-guidance-and-related-material.html> [25 mai 2010]).

¹⁰¹ Les produits exemptés sont les suivants: effets personnels ou de ménage (y compris les véhicules automobiles et les animaux de compagnie) des passagers ou membres d'équipage; envois par voie postale, maritime ou aérienne d'une personne à une autre dont la valeur f.a.b. ne dépasse pas 2 000 dollars australiens, sauf ceux qui exigent un permis; marchandises (importées) passibles de droits de douane sur lesquelles les droits de douane n'ont pas été acquittés, marchandises passibles du droit d'accise sur lesquelles le droit d'accise n'a pas été acquitté et/ou marchandises qui feront l'objet d'une demande de ristourne de droits de douane ou d'accise; conteneurs, vides ou chargés, appartenant à des personnes qui exercent une activité en Australie et devant être temporairement exportés avant d'être réimportés, et certains approvisionnements de navires ou d'aéronefs (à l'exception des approvisionnements sous douane).

intégré, l'outil électronique de déclaration des marchandises. Les Douanes peuvent effectuer des vérifications de conformité pour le compte des organismes assurant la délivrance de permis.

ii) Prohibitions et restrictions à l'exportation, licences d'exportation

77. L'exportation d'anhydride acétique vers l'Afghanistan reste prohibée¹⁰²; est également prohibée l'exportation de certains biens culturels et patrimoniaux et des dispositifs de suicide. L'exportation de certaines autres marchandises est soumise à des restrictions conformément, entre autres, à des engagements internationaux, sauf octroi d'une autorisation ou d'une licence.¹⁰³ L'Australie misant beaucoup sur les exportations de produits agroalimentaires, certaines entités du secteur public effectuent des contrôles à l'exportation de certains produits afin, entre autres, d'assurer le respect des prescriptions du pays importateur (par exemple les restrictions de volume, les désignations commerciales et les descriptions de produit), ainsi que le respect des normes de qualité et de sécurité sanitaire des produits alimentaires.¹⁰⁴ Les contrôles visant les exportations de bois et de copeaux de bois sont effectués à des fins de protection de l'environnement et du patrimoine. Depuis le 1^{er} janvier 2010, aucune restriction ne s'applique aux exportations d'ovins mérinos; auparavant, il existait un contingent d'exportation limité à 800 béliers, auquel s'ajoutaient 100 béliers d'élite placés sur un registre de donateurs à l'exportation (pour le commerce de matériel génétique).

78. Des licences d'exportation permettent d'administrer les contingents d'importation liés à l'accès dans le cas des produits agricoles qui ne font pas l'objet d'un mécanisme de guichet unique. Par exemple, l'accès au contingent de produits laitiers de l'UE pour le fromage cheddar, ainsi qu'au contingent des États-Unis pour divers fromages, exige la délivrance de licences d'exportation; de même, l'accès de l'industrie de la viande aux contingents de viande bovine de l'UE et des États-Unis s'effectue par répartition de contingent.

iii) Commerce d'État

79. D'après la dernière notification que l'Australie a présentée à l'OMC sur le commerce d'État (en 2010), cinq entités commerciales d'État menaient des activités dans le pays au cours de la période considérée. Ces activités étaient largement dominées par l'exportation en vrac de certains produits, à savoir: l'orge d'Australie-Méridionale, exportée par l'Australian Barley Board (ABB) Grain Export Limited; le blé, exporté par l'Australian Wheat Board (AWB) (International) Limited; l'orge, le lupin et le canola d'Australie-Occidentale, exportés par Grain Pool Pty Ltd; le sucre du Queensland, exporté par la Queensland Sugar Limited (QSL), et le riz de la Nouvelle-Galles du Sud, exporté par l'Office de commercialisation du riz.¹⁰⁵ Les droits d'exportation exclusifs ou de guichet unique

¹⁰² Ce produit chimique est utilisé, entre autres, pour la synthèse de l'héroïne.

¹⁰³ La liste des produits soumis à restrictions est restée inchangée depuis le précédent examen de la politique commerciale de l'Australie (voir les renseignements en ligne de l'Administration des douanes australiennes. Adresse consultée: <http://www.customs.gov.au/site/page4381.asp> [22 mai 2010]; et le document de l'OMC WT/TPR/S/178/Rev.1 du 1^{er} mai 2007).

¹⁰⁴ Par exemple, le Service australien de quarantaine et d'inspection (AQIS) accorde les licences d'exportation concernant la viande, les produits laitiers, les œufs, les animaux, les poissons, les céréales, les légumes et les fruits, et l'Administration des produits thérapeutiques (TGA), qui relève du Département de la santé et du vieillissement, délivre les licences pour certains médicaments et les produits qui en contiennent, ainsi que pour certains produits humains et animaux. La Société australienne des vins et spiritueux accorde les licences concernant ces produits, et Horticulture Australia Ltd délivre les licences concernant les produits horticoles (le système de licences s'applique actuellement aux oranges, aux raisins secs, aux pommes et aux poires) (Administration des douanes australiennes, 2007).

¹⁰⁵ Documents de l'OMC G/STR/N/12/AUS du 2 juillet 2008 et G/STR/N/13/AUS du 13 septembre 2010.

(c'est-à-dire de monopole) d'ABB Grain Export Limited et d'AWB (International) Limited ont été supprimés en juillet 2007 et juillet 2008 respectivement. Les droits relatifs aux exportations d'orge, de canola et de lupin ont été abolis en octobre 2009, et ceux de la QSL ont expiré en septembre 2009. L'Office de commercialisation du riz est la seule entité notifiée disposant encore de droits de monopole à l'exportation. Toutefois, il existe encore au niveau du Commonwealth, des États ou des Territoires un nombre relativement important d'entités publiques disposant ou non d'un droit de monopole ou d'un droit de commercialisation exclusif pour des marchandises et des services (section 4) iv) b)).¹⁰⁶ En 2008/09, les entités dont il est question dans la présente section représentaient respectivement 91%, 39,6%, et 65,7% des exportations totales de blé, d'orge et de canola. Aucune donnée n'était disponible sur les exportations de sucre de canne brut et de riz effectuées par les entités commerciales d'État pertinentes.

iv) Aide à l'exportation

a) Programme de subventions au développement des marchés d'exportation (EMDG)

80. Le Programme de subventions au développement des marchés d'exportation demeure le principal programme australien d'aide financière s'adressant principalement aux petites mais aussi aux moyennes entreprises dans l'ensemble des secteurs de l'économie.¹⁰⁷ Les subventions servent à rembourser en partie (à concurrence de 50% au-dessus d'un certain seuil) les dépenses consacrées à des activités spécifiques de promotion des exportations visant tout marché étranger sauf la Nouvelle-Zélande, l'Iraq et la République démocratique de Corée. Des changements apportés au programme ont influé sur les dépenses engagées entre le 1^{er} juillet 2008 et le 1^{er} juillet 2010.¹⁰⁸ Les principaux changements opérés en 2008 sont les suivants: le plafond de subvention a augmenté de 50 000 dollars australiens pour passer à 200 000 dollars; la limite de chiffre d'affaires des bénéficiaires est passée de 30 à 50 millions de dollars australiens; le seuil minimum de dépenses a diminué de 5 000 dollars australiens pour passer à 10 000 dollars; les dépenses engagées pour l'obtention d'un brevet de produit à l'étranger sont devenues admissibles; le programme est devenu plus accessible pour les exportateurs de services; les organismes de développement économique et organismes sectoriels au niveau des États et Territoires et au niveau régional se sont vu accorder l'accès au programme; et une mesure d'évaluation des versements EMDG, liée à deux critères différents (les résultats à l'exportation et l'avantage net pour l'Australie), a été instaurée pour les demandeurs déjà bénéficiaires de deux subventions. Les principaux changements opérés en 2010 sont les suivants: le niveau minimum obligatoire des dépenses de promotion des exportations a été porté de 10 000 à 20 000 dollars australiens; le nombre maximum de subventions qu'un demandeur peut recevoir a été ramené de huit à sept; le plafond de subvention a été ramené de 200 000 à 150 000 dollars australiens; le montant qui peut être demandé au titre des dépenses liées à la propriété intellectuelle a été plafonné à 50 000 dollars australiens; et la durée du programme a été prolongée de cinq ans, jusqu'à l'année de subvention 2015/16 (exercice 2016/17).

¹⁰⁶ Pour de plus amples renseignements sur la portée antérieure de l'intervention étatique dans l'économie australienne, voir le document de l'OMC WT/TPR/S/104 du 26 août 2002.

¹⁰⁷ En 2007/08, 80% des bénéficiaires étaient de petites entreprises réalisant un chiffre d'affaires de moins de 5 millions de dollars australiens. Le programme EMDG s'applique également aux services ainsi qu'à la propriété intellectuelle ou au savoir-faire découlant principalement de travaux menés en Australie, mais il exclut les services juridiques, de migration et d'achat d'immobilier (Commission australienne du commerce, 2008).

¹⁰⁸ Renseignements en ligne de la Commission australienne du commerce. Adresse consultée: <http://www.austrade.gov.au/default.aspx?FolderID=1436> [30 mai 2010].

81. Administré par la Commission australienne du commerce, le programme EMDG a permis de distribuer 198,1 millions de dollars australiens de subventions à 4 675 exportateurs en 2009/10, ce qui représente par rapport à 2008/09 une progression de 13,9% du nombre de subventions et de 6,6% des versements de subventions. Cela s'ajoute à une augmentation de 23,7% des versements de subventions en 2008/09, qui s'explique en grande partie par le fait que la dotation budgétaire de l'exercice 2008/09 avait été portée de 150,4 millions à 200,4 millions de dollars australiens pour remédier à une pénurie de financement au regard de la demande. Le financement EMDG prévu au budget pour 2009/10 était également de 200,4 millions de dollars australiens, mais pour 2010/11 il est revenu à 150,4 millions de dollars.

82. Selon un examen indépendant (rapport Mortimer) effectué en 2008, le programme EMDG est à la fois efficace et efficient pour soutenir le développement des exportations australiennes.¹⁰⁹ Les recherches menées par Lateral Economics et KPMG Econtech ont permis de constater, entre autres, que: pour chaque bénéficiaire du programme, 2,4 autres entreprises tirent profit du fait de suivre ce bénéficiaire sur des marchés hors frontière; selon les estimations, les bénéficiaires du programme enregistrent une augmentation de 13,2% de la productivité du travail en raison de la subvention; et comparativement à d'autres programmes de subventions pertinents, par exemple le Programme d'investissement stratégique et les programmes de R-D, le programme EMDG présente un rapport avantages/coûts qui est égal ou supérieur à ceux de ces autres programmes largement acceptés. En outre, la part des dépenses de commercialisation à l'exportation est plus importante chez les bénéficiaires du programme EMDG que dans les entreprises non bénéficiaires comparables, et le nombre de bénéficiaires qui joignent les rangs des nouveaux exportateurs et deviennent des exportateurs réguliers est plus important. La modélisation indique que chaque dollar du programme EMDG génère environ 13,5 à 27 dollars australiens d'exportations.¹¹⁰ La plupart des exportations EMDG sont allées à des marchés traditionnels (États-Unis, Royaume-Uni). Les exportations des participants au programme concernent principalement le tourisme, l'éducation, la culture, les technologies de l'information, ainsi que les aliments et boissons. La plupart des nouveaux demandeurs étaient relativement novices en matière d'exportation et ont utilisé le financement provenant du programme pour compenser le coût de leur entrée sur de nouveaux marchés. L'examen indépendant de 2008 a recommandé, entre autres, de préserver l'EMDG en tant que programme plafonné, d'en resserrer les dispositions en ramenant de huit à cinq le nombre de subventions par bénéficiaire et par an et de relever le seuil minimum à 30 000 dollars australiens de manière à lever les incertitudes relatives au financement, étant donné que la demande dépasse les fonds disponibles. L'examen de 2008 a remplacé la revue du programme qui était programmée pour 2010; il est possible que la prochaine revue ait lieu dans deux à trois ans.

b) Programme d'avantages tarifaires pour le commerce et l'exportation (TRADEX)

83. Au cours de la période considérée, l'Australie a continué d'appliquer l'exonération directe des droits de douane et de la GST (taxe sur les produits et services) pour les marchandises importées qui sont destinées à l'exportation directe ou qui sont utilisées, perdues ou épuisées dans la fabrication de produits d'exportation relevant du programme Tradex.¹¹¹ Entre 2006/07 et 2008/09, le fonctionnement de ce programme, administré par AusIndustry, a entraîné des pertes de droits de douane estimées à 225,6 millions de dollars australiens au total; en 2008/09, le montant des droits

¹⁰⁹ Commission australienne du commerce (2008); et Commission de la productivité (2009g) et (2010b).

¹¹⁰ Commission australienne du commerce (2008); et Commission de la productivité (2009g) et (2010b).

¹¹¹ Renseignements en ligne d'AusIndustry. Adresse consultée: <http://www.ausindustry.gov.au/importandexport/tradexscheme/Pages/TradexScheme.aspx> [21 mai 2010].

sacrifiés a diminué d'environ 18% par rapport à 2007/08, une année de pointe (tableau III.3), et en 2009/10 il a encore diminué pour s'établir à 51,2 millions de dollars, soit un recul d'environ 24%. Ces baisses traduisent l'impact de la crise financière mondiale sur le commerce extérieur, l'incidence des dégrèvements tarifaires qui ont touché les secteurs de l'automobile, du textile, du vêtement et de la chaussure, ainsi que l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange avec les pays de l'ASEAN (chapitre II). Les principaux bénéficiaires du programme sont l'industrie automobile, les industries extractives et les fabricants de matériels électriques/scientifiques/électroniques. Par suite d'une modification apportée en octobre 2008 à la Loi sur le programme Tradex, le programme est désormais autonome, sans référence à la législation concernant les ristournes de droits de douane; des changements administratifs mineurs ont aussi été opérés en vue d'accroître son efficacité. D'autres changements mineurs visant à clarifier l'admissibilité des sociétés de personnes et à supprimer les dispositions redondantes de la loi devaient avoir lieu en 2010.

c) Régime de ristourne des droits de douane

84. En mai 2010, une modification d'ordre législatif a été apportée au régime de ristourne des droits de douane pour faciliter la présentation électronique des demandes. Le régime fonctionne sur une base d'auto-évaluation. Le demandeur doit calculer le montant de la ristourne en utilisant l'une des trois méthodes de calcul prévues.¹¹² Quelle que soit la méthode, le montant d'une demande de ristourne de droits d'importation ne doit pas dépasser le montant des droits acquittés sur la marchandise. L'exportateur peut obtenir le remboursement des droits acquittés (pas de la GST) si la marchandise a été traitée, transformée ou incorporée dans un autre produit destiné à l'exportation ou si elle est exportée sans avoir été utilisée après l'importation.¹¹³ Au total, les ristournes versées aux demandeurs se chiffrent à 110,1 millions de dollars australiens pour 2007/08, à 118,4 millions pour 2008/09 et à 94,6 millions pour 2009/10; la baisse observée en 2009/10 tient aux mêmes causes que la baisse des avantages au titre du Tradex (section b) ci-dessus). Aucune donnée n'était disponible auprès des autorités quant à la valeur des exportations en cause. Les principaux bénéficiaires ont été les secteurs de l'automobile, des tabacs, des alcools et de la machinerie lourde.

d) Autres programmes

85. Le Programme relatif à certains intrants de fabrication (CIM) prévoit l'admission en franchise de droits de certains produits – matières premières, produits chimiques intermédiaires, produits en matières plastiques et en papier, minéraux métalliques – qui entrent dans des activités de fabrication axées sur la "substitution aux importations" et le développement des exportations.¹¹⁴ Le CIM reste

¹¹² Les trois méthodes de calcul sont la méthode envoi par envoi (lorsque les importations ont un lien direct avec les exportations); la méthode de l'envoi représentatif ou moyen (pour les envois en grand volume et de faible valeur), selon laquelle un envoi représentatif d'une période donnée est choisi comme échantillon de valeur pour les envois identiques, étant entendu que le coût moyen des envois est établi au fil du temps et ne doit pas donner lieu à une demande surévaluée; la méthode de l'imputation (en général, lorsque les documents d'importation ne sont pas disponibles), selon laquelle la base de calcul de la ristourne correspond à 30% du prix d'achat de la marchandise lorsqu'il s'agit d'une marchandise importée que l'exportateur a achetée en Australie (Renseignements en ligne de l'Administration des douanes australiennes. Adresse consultée: http://www.customs.gov.au/webdata/resources/files/FS_Export-Concessions-Duty-Drawback-Scheme.pdf [2 août 2010]).

¹¹³ Renseignements en ligne de l'Administration australienne des douanes et de la protection aux frontières. Adresse consultée: <http://www.customs.gov.au/site/page4382.asp> [21 mai 2010].

¹¹⁴ Selon les autorités, la notion de "substitution aux importations" signifie que certains produits admissibles peuvent être importés en franchise de droits si, du point de vue des résultats, leur utilisation comme intrants présente un avantage substantiel et démontrable par rapport aux produits locaux pouvant leur être substitués. Pour plus de précisions sur le programme, voir les renseignements en ligne d'AusIndustry. Adresse

inchangé, mais il est possible qu'il fasse l'objet d'un réexamen dans les cinq prochaines années. Les droits de douane sacrifiés du fait de sa mise en œuvre depuis 2007 se chiffrent à environ 9 millions de dollars australiens, et ses principaux bénéficiaires ont été les secteurs des produits chimiques et des matières plastiques.

86. Le Programme de fabrication sous douane (MiB) a été supprimé le 5 juin 2009.¹¹⁵ En vertu de ce programme, il était possible de fabriquer des marchandises dans un entrepôt agréé par les Douanes en utilisant des composants importés sur lesquels les droits de douane et la GST n'avaient pas été acquittés. Le programme n'a jamais été utilisé car il constituait une mesure intérimaire en attendant les modifications législatives nécessaires à l'instauration du Tradex, option plus efficiente pour le report du paiement des droits et de la GST.

e) Nouveaux exportateurs

87. En avril 2009, le Programme de développement des nouveaux exportateurs (NEDP), limité aux PME, a été supprimé et remplacé par le programme S'engager dans l'exportation, qui fournit entre autres un appui sous forme de conseils et de formation à tous les nouveaux exportateurs. TradeStart, programme d'accompagnement et d'apprentissage par l'action qui devait s'achever à la fin de 2009/10, a été prolongé de quatre ans. Les autorités projettent d'investir durant cette période 14,4 millions de dollars australiens au total pour aider les PME – en particulier celles de l'Australie rurale – et les branches de production qui ont un grand potentiel de croissance à s'engager dans l'exportation et pour transformer les exportateurs irréguliers en exportateurs permanents.

f) Financement, garantie et assurance à l'exportation

88. La Société de financement et d'assurance à l'exportation (EFIC) est un organisme officiel autofinancé qui fonctionne selon des principes commerciaux. Elle offre diverses facilités de financement, d'assurance et de garantie à l'exportation pour aider les entreprises australiennes qui exportent ou investissent à l'étranger. Le soutien qu'elle fournit comprend le prêt direct (pour les acheteurs); la garantie de financement des exportations (pour les banques finançant les contrats conclus avec les acheteurs), la garantie de crédit documentaire (pour les banques fournissant les confirmations de lettres de crédit) et l'assurance des paiements (contre le non-paiement par l'acheteur). Les modalités et les conditions régissant les produits de cette nature sont assujetties aux directives de l'OCDE.¹¹⁶ Le niveau du soutien public dépend de la teneur en éléments locaux ("activité australienne" ou "contenu australien"): pour un contrat d'exportation dont la teneur en éléments locaux est supérieure à 50%, le soutien peut atteindre 85% de la valeur admissible du contrat (ECV) (somme des composantes importées dans le pays de l'acheteur, c'est-à-dire la somme de l'activité australienne et de l'activité des pays tiers) plus 30% de l'ECV ou la valeur de l'activité locale, le montant le moins élevé étant retenu. Dans les cas où l'"activité australienne" en question est inférieure à 50%, le niveau du soutien serait normalement limité en conséquence. Même si la loi portant création de l'EFIC l'y autorise, elle n'offre normalement pas l'assurance-crédit. D'autres mécanismes d'appui ne sont pas assujettis aux directives de l'OCDE; ce sont notamment la garantie de bonne exécution (offerte aux acheteurs pour couvrir le paiement anticipé, l'exécution des contrats par les vendeurs et la garantie des produits vendus), la garantie de fonds de roulement (offerte aux banques) et l'assurance du risque politique (offerte aux banques et/ou aux entreprises australiennes qui

consultée: <http://www.ausindustry.gov.au/ImportandExport/CertainInputstoManufactureCIM/Documents/CIM%20Dec08.pdf> [21 mai 2010].

¹¹⁵ Règlement de 2009 (n° 1) portant modification de la Loi douanière, 4 juin 2009.

¹¹⁶ L'Arrangement de l'OCDE sur les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public vise, entre autres, à préserver des règles du jeu uniformes en matière de soutien public dans le domaine de l'exportation.

investissent à l'étranger). Le Ministre du commerce peut donner instruction à l'EFIC d'effectuer des transactions jugées d'"intérêt national" (par exemple dans le secteur de l'automobile) ou lui donner son approbation à cette fin¹¹⁷; le gouvernement est responsable des conséquences financières de ces transactions.¹¹⁸ Les obligations de l'EFIC envers des tiers sont garanties par le gouvernement; même si elle n'a jamais été évoquée, cette garantie constitue potentiellement une aide supplémentaire pour les exportateurs.

89. En 2009/10, l'EFIC a fourni des aides à l'exportation et à l'investissement étranger pour un montant total de 5,9 milliards de dollars australiens, largement supérieur aux résultats de l'année précédente (1,3 milliard); cela s'explique par la persistance de l'incertitude économique et financière, conjuguée aux restrictions d'accès au crédit.¹¹⁹ Les chiffres indiqués englobent le compte commercial et le compte d'intérêt national. En 2009/10, le secteur des industries extractives a été le principal bénéficiaire puisqu'il a absorbé 41,1% du total des transactions; viennent ensuite la construction (40,8%) et l'industrie manufacturière (15,4%). Le bénéfice du compte commercial s'est établi à 38,3 millions de dollars australiens en 2009/10, contre 33,6 millions en 2008/09.

4) MESURES TOUCHANT LA PRODUCTION ET LE COMMERCE

i) Régime fiscal

90. Parmi les membres de l'OCDE, l'Australie reste un pays à fiscalité relativement faible qui tire ses recettes fiscales, pour environ 64%, des impôts directs (tableau III.5).¹²⁰ La taxe sur la valeur ajoutée (taxe sur les biens et services) est la principale composante des impôts indirects, suivie des droits d'accise; les taxes sur le commerce international comptaient pour seulement 1,9% des recettes fiscales totales en 2008/09, et les droits de douane représentaient environ 99,8% de ces taxes sur le commerce international (section 2) ii) a)).

Tableau III.5
Structure des recettes fiscales, 2005-2009
(en % et en millions de \$A)

	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09
Recettes fiscales totales (millions de \$A)	297 760	319 752	348 330	338 878
	<i>(Pourcentage)</i>			
Impôts directs	63,6	63,7	64,4	64,4
Impôts sur le revenu	59,2	59,2	59,9	59,4
Impôts sur le revenu des personnes	39,8	37,4	36,7	37,7
Impôts sur le revenu des sociétés ^a	18,9	21,2	22,6	21,2
Impôts sur le revenu des non-résidents	0,5	0,6	0,6	0,5

¹¹⁷ Les transactions d'intérêt national sont généralement des transactions dont la taille ou le risque vont au-delà des paramètres commerciaux de l'EFIC et que le Ministre du commerce considère comme étant dans l'intérêt national. Par exemple, au titre du compte d'intérêt national, en 2008/09 l'EFIC a accordé une ligne de crédit pour fonds de roulement au constructeur automobile australien GM Holden Limited pour soutenir ses exportations de véhicules, de pièces et de services d'ingénierie pendant qu'il renforçait ses liens de marché avec la nouvelle société General Motors (EFIC, 2009).

¹¹⁸ En raison des fluctuations de taux de change, le compte d'intérêt national a enregistré une perte de 0,2 million de dollars australiens en 2008/09, contre un bénéfice de 4,8 millions en 2007/08 (EFIC, 2009).

¹¹⁹ EFIC (2010).

¹²⁰ En 2007, les recettes fiscales totales de l'Australie en pourcentage du PIB étaient de 30,8% alors que, pour les pays de l'OCDE, la charge fiscale globale moyenne était supérieure à 35,8% (OCDE, 2010).

	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09
Prélèvements sur les salaires	4,4	4,5	4,6	5,0
Prélèvements généraux (sur les salaires)	4,3	4,3	4,5	4,8
Autres impôts sur les employeurs concernant la main-d'œuvre	0,1	0,1	0,1	0,1
Impôts indirects	36,4	36,3	35,6	35,6
Taxes sur la fourniture de biens et de services	25,5	25,0	24,4	25,0
Taxes générales (taxes sur les ventes)	0,3	0,3	0,3	0,3
Taxe sur les biens et les services (GST)	13,1	12,9	12,7	12,6
Droits d'accise et prélèvements	7,7	7,4	7,0	7,4
Taxes sur le commerce international	1,7	1,8	1,7	1,9
Taxes sur les jeux d'argent	1,5	1,5	1,4	1,5
Taxes sur les assurances	1,2	1,2	1,2	1,3
Taxes foncières	8,6	9,2	8,9	8,2
Taxes sur les immeubles	4,5	4,6	4,5	5,2
Taxes sur les transactions financières et mouvements de capitaux	4,2	4,5	4,5	3,0
Impôts sur l'utilisation de biens et l'exécution d'activités	2,3	2,2	2,2	2,4
Taxes sur les véhicules automobiles	1,9	1,8	1,8	1,9
Impôts sur les concessions	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	0,4	0,3	0,4	0,5
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

a Comprend les taxes sur les rentes pétrolières.

Source: Bureau australien des statistiques, *Taxation Statistics 2008-09*, 5506.0, Canberra.

a) Fiscalité indirecte

91. Pendant la période considérée, l'Australie a eu moins recours aux impôts indirects que d'autres pays de l'OCDE.¹²¹ Depuis 2007, elle a augmenté les taux d'imposition sur les voitures de luxe ainsi que les taux des droits d'accise et des droits de douane "équivalant à des droits d'accise" sur les boissons prêtes-à-boire et le tabac, les cigarettes, les cigares et le tabac à priser. Les droits d'accise autres que sur les carburants sont indexés sur l'indice des prix à la consommation chaque année en février et en août pour ne pas être affaiblis par l'inflation. Le seuil d'imposition applicable aux voitures de luxe est indexé lors de chaque exercice fiscal et le droit d'accise sur le pétrole et le diesel est resté inchangé depuis mars 2001. L'Australie perçoit actuellement les impôts indirects suivants:

- une taxe de 10% sur les biens et services, qui est perçue sur la valeur ajoutée de la plupart des biens et des services à chaque étape de la chaîne de production et de distribution (depuis juillet 2000)¹²²;

¹²¹ En 2007, la part du PIB de l'Australie provenant des taxes sur les biens et services était de 8,2% alors que pour les pays de l'OCDE, la moyenne était de 10,9% (OCDE, 2010).

¹²² La base d'évaluation de la taxe sur les biens et services perçue sur les biens importés est la valeur c.a.f. majorée des droits de douane et de toute taxe sur les vins. L'Administration fiscale australienne administre un programme qui prévoit le report de la taxe sur les biens et services perçue sur les biens importés. La plupart des services éducatifs, des services de soins et de puériculture admissibles ainsi que les appareils et instruments médicaux, les voitures pour certaines personnes handicapées, les produits alimentaires de base (viande, fruits et légumes), les importations faisant l'objet de certaines concessions douanières et les exportations font partie des

- une taxe supplémentaire spéciale de 33% (contre 25% précédemment) sur les voitures de luxe qui est perçue sur les véhicules dont la valeur au détail dépasse un seuil lié à l'indice des prix à la consommation, taxe sur les biens et services incluse, et équivalant à la limite d'amortissement de la voiture (57 466 dollars australiens pour 2010/11, 57 180 dollars australiens pour 2008/09 et 2009/10, automobiles économes en carburants (consommation maximale de carburant de 7 litres aux 100 km) dépassant 75 375 dollars australiens pour 2010/11, 75 000 dollars australiens pour 2009/10)¹²³;
- une taxe de péréquation sur les vins de 29%, qui est perçue sur les vins de raisin, de fruits, de légumes ainsi que sur le poiré, l'hydromel, le saké, le cidre et les produits à base de vin de raisin, y compris le vermouth, le vin de Marsala les cocktails à base de vins et les crèmes de vin (depuis juillet 2000)¹²⁴; et
- des droits d'accise sur la production/fabrication, l'importation, la vente ou la distribution de pétrole et autres carburants, de certains alcools, de tabac et de pétrole brut (tableau III.6).¹²⁵

biens et services non assujettis à cette taxe (Renseignements en ligne de l'Administration des douanes australiennes (ACS). Adresse consultée: <http://www.customs.gov.au/site/page5343.asp> [25 mai 2010]).

¹²³ Aucune donnée sur les ventes de voitures de luxe nationales ou étrangères n'a été fournie par les autorités. Renseignements en ligne de l'Administration fiscale australienne, "Luxury Car tax – how to complete your activity statement". Adresse consultée: <http://www.ato.gov.au/content/downloads/bus27796n7391082009.pdf> [26 mai 2010]; et Avis des douanes australiennes n° 2008/50 du 15 octobre 2008. Adresse consultée: <http://www.customs.gov.au/webdata/resources/notices/ACN0850.pdf> [21 avril 2010]; renseignements en ligne de l'Administration fiscale australienne. Adresse consultée: <http://www.ato.gov.au/taxprofessionals/content.asp?doc=/content/00144892.htm> [14 juillet 2010].

¹²⁴ Décision WETR 2009/1 relative à la taxe de péréquation sur les vins. Adresse consultée: <http://law.ato.gov.au/atolaw/view.htm?Docid=WTR/WT20091/NAT/ATO/00001> [29 mai 2010].

¹²⁵ Depuis le 26 avril 2008, le droit d'accise applicable à certaines boissons prémélangées prêtes-à-boire à base d'alcool ("autres boissons soumises à accises" ayant un titre alcoolométrique en volume ne dépassant pas 10%) est passé de 39,36 dollars australiens par litre d'alcool à 66,67 dollars australiens par litre d'alcool. Les avis spéciaux n° 87 et 88 publiés dans le *Australian Commonwealth Government Gazette* ont fait connaître l'intention des pouvoirs publics d'augmenter respectivement le droit d'accise et les droits de douane. Adresse consultée: [http://www.ag.gov.au/portal/govgazonline.nsf/\(custom-spcnot-pub-view\)!OpenView&Start=567](http://www.ag.gov.au/portal/govgazonline.nsf/(custom-spcnot-pub-view)!OpenView&Start=567) [20 août 2010]. À compter du 30 avril 2010, les droits d'accise sur les produits du tabac sont passés de 0,26220 à 0,32775 dollar australien par unité pour les cigarettes et de 327,77 à 409,71 dollars australiens par kg de contenu en tabac pour les autres tabacs (tabac en feuilles). Les avis spéciaux n° 63 et 62 publiés dans le *Australian Commonwealth Government Gazette* ont fait connaître l'intention des pouvoirs publics d'augmenter respectivement les droits d'accise et les droits de douane. Adresse consultée: [http://www.ag.gov.au/portal/govgazonline.nsf/\(custom-spcnot-pub-view\)!OpenView&Start=73](http://www.ag.gov.au/portal/govgazonline.nsf/(custom-spcnot-pub-view)!OpenView&Start=73) [20 août 2010]. La dernière augmentation des droits d'accise a eu lieu le 2 août 2010. Renseignements en ligne de l'Administration fiscale australienne. Adresse consultée: <http://law.ato.gov.au/atolaw/view.htm?Docid=PAC/BL030002/1&PiT=99991231235958> [2 décembre 2010].

Tableau III.6
Droits d'accise au 16 mars 2011
 (\$A)

Produit	Taux appliqués à partir du 1 ^{er} février 2006	Taux actuels 1 ^{er} février 2011
Pétrole et autres carburants (par litre)		
Condensat de pétrole	..	0,38143 ^a
Pétrole brut stabilisé	..	0,38143 ^a
Pétrole brut étêté	..	0,38143 ^a
Essence (autre que celle qui est utilisée pour les aéronefs)	..	0,38143 ^a
Carburant d'aviation	0,38143	0,03556 ^a
Kérosène	0,02854	0,03556 ^a
Mazout	0,02854	0,38143 ^a
Mazout et kérosène domestiques (pour le chauffage)	0,07557	0,38143 ^a
Éthanol-carburant	0,07557	0,38143 ^a
Diesel (autre que le biodiesel)	0,38143	0,38143 ^a
Biodiesel	0,38143	0,38143 ^a
Hydrocarbures aromatiques liquides composés principalement de benzène, de toluène ou de xylène ou d'un mélange de ces produits	..	0,38143 ^a
Térébenthine minérale	..	0,38143 ^a
White-spirit	..	0,38143 ^a
Produits du pétrole (autres que les mélanges) non compris ailleurs	..	0,38143 ^a
Graisses (par kg)	0,05449	0,05449 ^a
Huiles et lubrifiants, à l'exclusion des graisses (par litre)	0,05449	0,05449 ^a
Bière (par litre) ^b		
Récipient individuel de moins de 48 litres		
À faible teneur en alcool	31,73	36,71 ^c
À teneur moyenne en alcool	36,98	42,78 ^c
À teneur élevée en alcool	36,98	42,78 ^c
Récipient individuel de plus de 48 litres		
À faible teneur en alcool	6,33	7,33 ^c
À teneur moyenne en alcool	19,89	23,01 ^c
À teneur élevée en alcool	26,03	30,11 ^c
Autres bières (produites à des fins non commerciales à l'aide d'installations ou de matériel commerciaux) ^b		
À faible teneur en alcool	..	2,58 ^c
À teneur élevée en alcool	..	2,98 ^c
Autres boissons à teneur en alcool égale ou inférieure à 10%	36,98	72,46 ^c
Brandy	58,48	67,66 ^c
Autres spiritueux à teneur en alcool supérieure à 10%	62,64	72,46 ^c
Cigarettes, cigares et tabac (par unité) ^b	0,23259	0,33633 ^e
Produits du tabac (par kg)	290,74	420,43 ^e

.. Non disponible.

a Taux appliqués à partir du 1^{er} juillet 2006.

b Taux appliqué par litre d'alcool dont le degré alcoolique (en volume) dépasse 1,15%.

c Taux appliqués à partir du 1^{er} juillet 2010.

d Taux appliqué par unité aux cigarettes, cigares et tabacs ayant une teneur maximale en tabac de 0,8 g.

e Taux appliqués à partir du 1^{er} février 2011.

Source: Département du Trésor (2006), *Pocket Guide to the Australian Tax System*, Canberra; et gouvernement australien (2011), Administration fiscale australienne, *Excise Tariff Working Pages*, 16 mars. Adresse consultée: <http://law.ato.gov.au/atolaw/view.htm?Docid=PAC/BL030002/1&PiT=99991231235958>.

b) Fiscalité directe

92. Depuis 2007, le régime de fiscalité directe n'a fait l'objet d'aucune modification importante, à l'exception des variations de taux et de seuils décrétées par voie législative, et des changements liés à la mise en œuvre des réformes en matière d'imposition des accords financiers. Le taux progressif de l'impôt sur le revenu des personnes physiques va actuellement de zéro à 45% pour les revenus supérieurs à 180 000 dollars australiens (à quoi s'ajoute le prélèvement de 1,5% pour l'assurance médicale Medicare).¹²⁶ Un taux forfaitaire de 30% est actuellement appliqué pour l'impôt sur le revenu des sociétés; ce taux est plus élevé que dans certains pays voisins, mais il ne tranche pas par rapport à ceux des pays de l'OCDE.¹²⁷ Une taxe sur les indemnités et avantages divers de 46,5% est prélevée sur la valeur de certains avantages accordés par les employeurs à leurs employés, tels qu'un droit (y compris un droit foncier), un privilège, un service ou une installation (par exemple des voitures de fonction, un logement ou un voyage subventionné, des spectacles et autres avantages de ce type).¹²⁸ En juillet 2010, l'adoption de nouveaux régimes fiscaux sur les ressources a été annoncée, y compris celle d'une taxe sur les bénéfices tirés des ressources minérales. Une taxe de 30% sur les bénéfices tirés des ressources minérales doit être introduite pour le minerai de fer et le charbon, et la taxe de 40% sur les bénéfices tirés des ressources pétrolières doit être élargie à tous les projets continentaux ou marins associés à la production pétrolière et gazière.¹²⁹

c) Évaluation des incitations fiscales

93. L'état des dépenses fiscales de l'Australie de 2009 recense 337 (contre environ 270 en 2005) dépenses fiscales engagées en 2009 par le gouvernement fédéral pour accorder des avantages à certaines activités ou à certaines catégories de contribuables: 110 concernent directement le revenu des entreprises, 21 se rapportent aux produits de base (par exemple l'essence, l'alcool, la bière, le vin, le tabac), quatre s'appliquent aux ressources naturelles, 23 à la taxe sur les biens et services et cinq (à compter du 1^{er} juillet 2011) au Régime de réduction de la pollution par le dioxyde de carbone dont la mise en place a été différée jusqu'à 2012, année qui marque la fin de la période d'engagement actuelle prévue dans le Protocole de Kyoto, et lorsque certaines conditions internationales seront remplies.¹³⁰ Les principales incitations fiscales liées au revenu des entreprises comprennent l'allègement de l'impôt sur les bénéfices pour les petites entreprises et les entreprises commerciales en général (du

¹²⁶ Medicare est le système de soins de santé australien, qui est financé par les recettes perçues par le biais de ce prélèvement fondé sur le revenu imposable (Département du Trésor, 2009b).

¹²⁷ Renseignements en ligne de l'Administration fiscale australienne. Adresse consultée: <http://www.ato.gov.au/businesses/content.asp?doc=/content/44266.htm&pc=001/003/019/001/006&mnu=42573&mfp=001&st=&cy=1> [23 mai 2010].

¹²⁸ Renseignements en ligne de l'Administration fiscale australienne. Adresse consultée: <http://www.ato.gov.au/businesses/content.asp?doc=/content/76140.htm&pc=001/003/019/001/007&mnu=42573&mfp=001&st=&cy=1> [23 mai 2010].

¹²⁹ Le compromis proposé par le gouvernement concernant l'accord relatif à l'impôt sur l'exploitation minière devrait ouvrir la voie à une réserve de projets de fusions et acquisitions jusqu'à présent en attente, estimée à 3,3 milliards de dollars australiens, dans le domaine des ressources qui est en pleine expansion (*Businessinsider.com*, "Australian Miners' Tax Victory Is Horrible News For Commodity Bulls", 2 juillet 2010. Adresse consultée: <http://www.businessinsider.com/australia-mining-tax-change-2010-7> [2 août 2010]; et *Reuters* "Australia mining tax deal seen unlocking M&A", 2 juillet 2010. Adresse consultée: <http://www.reuters.com/article/idUSTRE6611TM20100702> [2 août 2010]).

¹³⁰ L'état des dépenses fiscales détaille les allègements, avantages, incitations et redevances proposés (sous le nom de dépenses fiscales) par le gouvernement australien par le biais du régime fiscal (Département du Trésor, 2010e).

13 décembre 2008 à la fin décembre 2009)¹³¹ et l'amortissement accéléré et simplifié pour les petites entreprises (à partir de 2007). En novembre 2010, un crédit d'impôt au titre de la recherche-développement, qui devait à l'origine remplacer, à partir du 1^{er} juillet 2010, l'allégement fiscal de 125% au titre de la recherche-développement, les compensations fiscales, la prime de 175% et la prime internationale, était à l'étude.¹³² Ces mesures s'adressent tant aux entreprises nationales qu'aux entreprises étrangères. Pendant la période considérée, la part estimée du total des dépenses fiscales dans le PIB a diminué, passant de 10,4% (2006/07) à 8,5% (2008/09), et devrait se réduire davantage; cette baisse s'explique par l'incidence de la diminution des taux marginaux de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, qui réduit la valeur de nombreux allègements fiscaux, et par l'impact de la crise financière mondiale. En 2008/09, l'aide fournie à toutes les activités (économiques et non économiques) sous la forme d'incitations fiscales de divers types a atteint 102,4 milliards de dollars australiens, soit un montant équivalant à moins d'un tiers des dépenses fiscales directes (c'est-à-dire des dons), qui se sont élevées à 324,6 milliards de dollars australiens; un nombre infime de dépenses fiscales a un lien direct avec la production et/ou le commerce des marchandises et/ou des services. Selon les prévisions, les dépenses fiscales destinées à l'agriculture, la sylviculture et la pêche devraient augmenter fortement à partir de 2011 en raison de la mise en œuvre (maintenant retardée) du Régime de réduction de la pollution par le dioxyde de carbone (CPRS), tandis que les dépenses fiscales visant les carburants et l'énergie devraient diminuer progressivement du fait de la mise en place graduelle d'un droit d'accise sur les combustibles de substitution à compter du 1^{er} juillet 2011 et de la suppression, depuis le 13 mai 2008, de l'exonération du droit d'accise appliqué au pétrole brut dont bénéficiaient les condensats. La principale dépense fiscale positive concernant la consommation est liée à la taxe sur les biens et services (le principal impôt indirect) tandis que des dépenses fiscales négatives sont associées aux impôts sur les produits de base et aux droits de douane.¹³³ Les contribuables passibles de l'impôt sur la plus-value sont les principaux bénéficiaires

¹³¹ L'allégement de l'impôt sur les bénéfices des petites entreprises et des entreprises commerciales en général a été rendu public en décembre 2008 en tant qu'élément du Nation Building Package adopté suite à la crise financière mondiale, et renforcé en février 2009 dans le cadre du Nation Building and Jobs Plan. Cette mesure prévoit une déduction fiscale pour l'acquisition de nouveaux actifs corporels dépréciatifs. Le pourcentage de l'allégement fiscal varie. Dans le budget de mai 2009, il est passé de 30% à 50% uniquement pour les petites entreprises qui ont un chiffre d'affaires annuel inférieur à 2 millions de dollars australiens, ont acheté des actifs coûtant au moins 1 000 dollars australiens par unité entre le 13 décembre 2008 et le 31 décembre 2009, et ont installé ces actifs ou les tiennent prêts à être utilisés avant le 31 décembre 2010 (Commission de la productivité, 2010c).

¹³² Un rapport de la KPMG indique que l'incitation de type crédit d'impôt au titre de la recherche-développement envisagée (tableau AIII.1) a été considérée comme le meilleur mécanisme dans un groupe de dix pays, du fait du faible niveau d'indice fiscal total obtenu par le système de notation (l'indice fiscal total correspond au total des impôts payés par les sociétés dans le pays considéré, exprimé en pourcentage du total des impôts payés par les sociétés aux États-Unis) (KPMG, 2010). Le crédit d'impôt au titre de la recherche-développement multiplierait par deux le niveau du soutien de l'État en faveur des activités de recherche-développement menées par les entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur à 20 millions de dollars australiens, dès lors que ce soutien passerait de 7,5 cents, selon l'ancien régime, à 15 cents. Ces entreprises bénéficient à présent d'un crédit d'impôt remboursable de 45%. Les entreprises plus importantes dont le chiffre d'affaires est de 20 millions de dollars australiens ou plus reçoivent également une aide additionnelle dans la mesure où elles sont admissibles au bénéfice d'un crédit d'impôt de 40% non remboursable, ce qui fait passer l'aide de l'État de 7,5 cents à 10 cents (Résumé du programme d'AusIndustry. Adresses consultées: <http://www.ausindustry.gov.au/AboutAusIndustry/Documents/2009-AI%20Program%20Summary/Program%20Summary.pdf> [2 juin 2010]; et <http://minister.innovation.gov.au/Carr/Pages/RDTAXCREDITBESTINWORLD.aspx> [2 juin 2010]).

¹³³ Il y a dépense budgétaire négative lorsque ce type d'arrangement se traduit par une dépense supplémentaire et non un avantage.

des dépenses fiscales, bien que les montants en cause aient diminué considérablement entre 2007/08 et 2008/09.

ii) Aide à la production

94. Depuis le dernier examen, l'Australie a continué de distribuer des aides de vaste portée à la production sous la forme non seulement d'avantages tarifaires et d'autres incitations fiscales (sections 2) ii) f), 3) iv) c) et 4) i) c)), mais aussi de subventions et de prêts assortis de conditions libérales, qui ne sont généralement pas compris dans les estimations de l'aide, et de restrictions réglementaires sur la concurrence dans certaines activités (section 4) iii) a)). Les autorités n'ont communiqué aucun renseignement sur les programmes d'aide faisant intervenir des prêts assortis de conditions libérales, ni sur leur coût budgétaire. L'aide sert généralement les intérêts de la branche de production qui la reçoit, mais peut représenter un coût pour les autres branches, les contribuables, les consommateurs et les concurrents.¹³⁴

95. Dans sa dernière notification au Comité des subventions et des mesures compensatoires de l'OMC (octobre 2009), l'Australie a répertorié 30 programmes fédéraux de soutien du sucre, des produits laitiers, de la sylviculture, des véhicules automobiles pour le transport de personnes, du secteur des textiles, des vêtements et des chaussures, des produits pharmaceutiques, du développement régional, de l'innovation et des activités de protection de l'environnement, ainsi que 25 programmes aux niveaux des États et des Territoires (tableau AIII.1).¹³⁵ L'Australie a établi des clauses d'extinction pour plusieurs mesures d'incitation notifiées à l'OMC; certains de ces programmes doivent prendre fin à une date précise ou ont cessé pendant la période à l'examen, comme c'est le cas du Programme d'ajustement du secteur laitier (versements jusqu'en avril 2008, prélèvements d'ajustement jusqu'à février 2009), du Programme pour la compétitivité et l'investissement dans le secteur automobile (ACIS), en vigueur jusqu'à la fin 2010, et du Programme de partenariats pour les produits pharmaceutiques (jusqu'à la fin 2009). Les mesures de soutien accordées dans le cadre des programmes notifiés prennent en général la forme de subventions aux entreprises admissibles; parmi les autres types de soutien figurent les concessions tarifaires, les exemptions fiscales, les versements à titre d'aide et les services de conseil.

¹³⁴ Commission de la productivité (2010c).

¹³⁵ Document de l'OMC G/SCM/N/186/AUS du 19 octobre 2009. Outre les subventions notifiées à l'OMC, le Département de l'innovation, de l'industrie, de la science et de la recherche mène plusieurs autres programmes, y compris la série de mesures d'aide à la branche des produits d'isolation, Green Building Fund, le programme de rééquipement en vue du changement climatique, le programme de subventions à la production d'éthanol, le Fonds de participation aux énergies renouvelables, le Fonds d'investissement dans l'innovation, le programme PDF de mise en commun des fonds de développement, le programme VCLP de partenariat limité en matière de capital-risque, le programme COMET de commercialisation des technologies émergentes, le programme de subventions TQUAL (tourisme) (chapitre IV). Il est possible que certains de ces programmes aient pris fin avant la date de publication du présent rapport. Ainsi, depuis 2009, le programme Commercialisation Australia, qui a remplacé le programme COMET, apporte une aide en matière de commercialisation aux PME ayant des activités de recherche et d'innovation prometteuses; le budget de mai 2009 a alloué 196,1 millions de dollars australiens sur quatre ans à Commercialisation Australia et 82 millions de dollars australiens par an par la suite pour octroyer des subventions aux compétences et connaissances, à la formation de dirigeants expérimentés, à la démonstration du bien-fondé de la conception, ainsi que des aides remboursables pour les premières étapes de la commercialisation. Pour des renseignements détaillés sur les programmes en cours, voir *AusIndustry Program Summary* en ligne. Adresses consultées: <http://www.ausindustry.gov.au/AboutAusIndustry/Documents/2009-AI%20Program%20Summary/Program%20Summary.pdf> [2 juin 2010]; et Commission de la productivité (2010c).

96. Selon la Commission de la productivité, en 2008/09, l'aide à la production nationale de biens et de services s'est élevée en termes bruts à 17,2 milliards de dollars australiens, comprenant: 9,5 milliards de dollars australiens pour l'aide tarifaire sur la production, 3,7 milliards de dollars australiens pour les dépenses budgétaires, et environ 4 milliards de dollars australiens pour les allègements fiscaux.¹³⁶ Les dépenses budgétaires totales destinées à la production nationale ont atteint un maximum de 4,4 milliards de dollars australiens en 2007/08, tandis que l'aide accordée sous la forme d'allègements fiscaux a continué d'augmenter. La proportion du soutien apporté à la recherche-développement a baissé puisqu'elle est passée de 42% du total de l'aide budgétaire en 2004/05 à 29% en 2008/09, tandis que le soutien des petites entreprises augmentait, passant de 9% (2003/04) à 21% (2008/09); par ailleurs, la part du soutien visant une branche de production particulière a considérablement diminué.¹³⁷ En 2008/09, l'aide budgétaire (dépenses et incitations fiscales) a favorisé principalement le secteur des services (45%) et, dans une moindre mesure, le secteur manufacturier (23%) et le secteur primaire; cette situation est très différente de celle de la période 2007/08 pendant laquelle l'aide a été attribuée presque également entre le secteur primaire et celui des services (27% chacun), alors que la part allouée au secteur manufacturier était inférieure (22%), cela en raison de graves épisodes de sécheresse.¹³⁸ En 2008/09, l'aide budgétaire estimée a été plus élevée pour: les exploitations céréalières et les exploitations d'élevage de bovins et d'ovins (12% du total), principalement sous la forme de versements d'aide aux victimes de la sécheresse et de soutien à la recherche-développement; les services à l'immobilier et services aux entreprises (9,7%); les services financiers et à l'assurance (8%); les véhicules automobiles et leurs pièces (7,5%), principalement par le biais du Programme pour la compétitivité et l'investissement dans le secteur automobile (ACIS).¹³⁹ En 2008/09, le taux effectif d'assistance (combinée) s'est maintenu à un niveau élevé pour les textiles, vêtements et chaussures (14,5%), les véhicules automobiles pour le transport de personnes (11,8%), la production céréalière et l'élevage ovin et bovin (6,3%) et l'horticulture et la culture fruitière (5,6%).¹⁴⁰ L'Australie a maintenu ses dépenses en matière de soutien interne – mesuré par la mesure globale de soutien interne (MGS) – bien en deçà de son niveau d'engagement total consolidé final; le plafond de la MGS totale consolidée finale est de 471,86 millions de dollars australiens depuis 2000 et le niveau de soutien – mesuré par la MGS actuelle totale – a diminué pendant la période considérée, passant de 206,74 millions de dollars australiens (2007/08) à zéro (2008/09).¹⁴¹ L'Australie a néanmoins accordé, en 2008/09, un soutien interne faussant les échanges – inférieur toutefois aux niveaux *de minimis* – pour le lait (0,17 million de dollars australiens), le sucre (0,01 million de dollars australiens), le blé (0,41 million de dollars australiens) et le bétail (0,08 million de dollars australiens), ainsi qu'un soutien interne autre que par produit principalement pour les subventions à l'irrigation, surtout sous la forme de subventions à la gestion de l'irrigation (161,72 millions de dollars australiens). Le soutien interne accordé par l'Australie à l'agriculture est

¹³⁶ Commission de la productivité (2010c).

¹³⁷ En 2008/09, l'aide visant de façon particulière les secteurs de l'automobile, de la biotechnologie et des textiles, vêtements et chaussures s'est élevée à 15% (contre 27% en 2004/05) du total de l'aide budgétaire, et la promotion des exportations de ces secteurs était de 8% (contre 14% en 2004/05) du total (Commission de la productivité, 2010c).

¹³⁸ L'augmentation de la part allouée au secteur des services est principalement due au fait que divers allègements fiscaux pour les petites entreprises, dont une grande partie a favorisé le secteur des services, ont été inclus dans les calculs (Commission de la productivité, 2010b et 2009g).

¹³⁹ Commission de la productivité (2010c).

¹⁴⁰ Le taux effectif d'assistance mesure l'équivalent subvention net de l'ensemble de l'aide tarifaire, de l'aide budgétaire et de l'aide à la fixation des prix et/ou à la réglementation dans le secteur de l'agriculture, pour une branche d'activité particulière, par rapport à la production nette de cette branche de production en l'absence d'aide (ou valeur ajoutée en l'absence d'aide). Il peut fournir une indication de la mesure dans laquelle l'aide à une branche d'activité permet à celle-ci d'attirer et de retenir des ressources économiques (Commission de la productivité, 2010c).

¹⁴¹ Documents de l'OMC G/AG/N/AUS/73 du 13 juillet 2009 et G/AG/N/AUS/76 du 13 juillet 2010.

composé de programmes relevant dans leur grande majorité de la "catégorie verte" qui ont des effets de distorsion des échanges – ou des effets sur la production – minimes.

97. Entre 2006 et 2009, des crédits de droits d'accise sur les carburants d'un montant supérieur à 3 millions de dollars australiens par an étaient mis à la disposition des entreprises grosses consommatrices d'énergie à condition qu'elles participent au Greenhouse Challenge Plus Programme qui a pris fin le 30 juin 2009.¹⁴²

iii) Politique de la concurrence et de la consommation

a) Politique de la concurrence¹⁴³

Cadre général

98. Selon les renseignements obtenus, le régime de la concurrence de l'Australie a été utile à l'économie, aux consommateurs et aux activités commerciales pendant la récente crise économique mondiale, crise qui semble avoir été utilisée par des intérêts particuliers, tant dans le pays qu'à l'étranger, comme une justification pour exercer des pressions visant à assouplir la loi – ainsi que la réglementation et les mesures d'application – sur la concurrence.¹⁴⁴ La Politique nationale de la concurrence (NCP) reconnaît explicitement que des marchés compétitifs sont généralement dans l'intérêt des consommateurs et de la collectivité en ce sens qu'ils incitent fortement les fournisseurs à opérer de manière efficace, à être compétitifs en matière de prix et à innover. L'un des principes essentiels est que les accords qui entravent la concurrence ne devraient être conservés que s'il est avéré qu'ils servent l'intérêt public. Dans le cadre de la NCP, les gouvernements du Commonwealth, des États et des Territoires se sont engagés, au titre de l'Accord sur les principes de concurrence (CPA), à réexaminer et réformer toute législation restreignant la concurrence. Le Conseil de réforme a contrôlé le progrès des réformes depuis 2007 et évalué leurs coûts et avantages dans plusieurs domaines (normes, électricité, transport, infrastructures).

99. Le cadre institutionnel régissant les questions de concurrence n'a pas changé pendant la période examinée. La politique de la concurrence relève du Département du Trésor du gouvernement fédéral ainsi que du Ministre compétent de chaque État et Territoire. La Commission australienne de la concurrence et de la consommation (ACCC), organisme officiel indépendant, est chargée entre autres choses de l'application de la Loi de 2010 sur la concurrence et la consommation (voir ci-dessous); l'ACCC et l'Office australien de réglementation de l'énergie sont chargés de réglementer les secteurs de l'électricité, du gaz, des télécommunications et des transports.¹⁴⁵ Le Conseil national de la concurrence (NCC), qui est également un organisme officiel indépendant, détermine si, en vertu des dispositions de la Loi sur la concurrence et la consommation relatives à l'accès, les tiers doivent avoir accès aux principales infrastructures, la réglementation de cet accès relevant par la suite de l'ACC ou d'autres organismes de réglementation des États. Le Tribunal australien de la concurrence

¹⁴² Pour plus de détails concernant ce mécanisme, voir le document WT/TPR/S/178/Rev.1 du 1^{er} mai 2007.

¹⁴³ Pour plus de renseignements concernant l'évolution des lois et des politiques relatives à la concurrence, consulter l'adresse suivante: <http://www.australiancompetitionlaw.org/news.html>, le document de l'OMC WT/TPR/S/178/Rev.1 du 1^{er} mai 2007, et OCDE (2010c).

¹⁴⁴ ACCC (2009a).

¹⁴⁵ À compter du 1^{er} juillet 2008, l'Office australien de réglementation de l'énergie est chargé de réglementer les recettes destinées aux réseaux de transport et de distribution du gaz.

peut réexaminer ou reconsidérer ces questions; il peut confirmer, infirmer ou modifier la décision originelle.¹⁴⁶

Cadre législatif

100. La législation relative à la concurrence (et à la protection des consommateurs) figure dans la Loi de 2010 sur la concurrence et la consommation, qui a remplacé en janvier 2011 la Loi de 1974 sur les pratiques commerciales et vise à encourager et à protéger l'exercice d'une concurrence libre et loyale sur le marché intérieur. Les modifications apportées aux textes pendant la période considérée permettent à l'ACCC de mieux partager des renseignements avec d'autres organismes de réglementation (2007), de prendre en compte l'usage abusif du pouvoir d'intervention sur le marché et le comportement inacceptable (2007), l'échange de renseignements (2007), le commerce de l'eau (2007), l'abus de position dominante et la pratique des prix d'éviction (2008) et la pénalisation des ententes (24 juillet 2009), et d'exercer des pouvoirs de perquisition sous mandat (2009).¹⁴⁷ De nouvelles lois ont été adoptées en 2010, y compris le droit australien de la consommation (section b), ci-dessous). Par ailleurs, la Loi sur la concurrence et la consommation contenant des dispositions relatives aux fusions et acquisitions ainsi que des dispositions sur le comportement inacceptable est en cours d'examen par le Parlement; ce projet a pour but d'incorporer toutes les modifications récentes (y compris le droit australien de la consommation) dans la Loi sur les pratiques commerciales.

101. La Loi sur la concurrence et la consommation interdit les comportements collusoires prenant la forme de fixation des prix, de restrictions de la production, de truquages d'offres et de répartition de clients, de fournisseurs ou de Territoires, ainsi que d'autres comportements portant atteinte à la concurrence tels que les boycottages, l'usage abusif du pouvoir d'intervention sur le marché, l'exclusivité des transactions, les prix imposés et les accords ou fusions qui ont pour effet de réduire sensiblement la concurrence. Pour encourager l'application de la loi, quatre codes de déontologie obligatoires applicables à certaines branches ont été mis en place: le Code de déontologie du franchisage de 1998, le Code pétrolier de 2007, le Code horticole de 2007 et le Code de 2009 relatif à la fixation de prix unitaires.¹⁴⁸ Les comportements susceptibles de soulever des préoccupations pour ce qui est de la concurrence peuvent être autorisés au cas par cas par le biais d'un processus administratif géré par l'ACCC, et à condition qu'ils servent l'intérêt public. Sur ce point, l'ACCC a autorisé des codes volontaires pour certaines branches, parmi lesquels le code des entrepreneurs en climatisation et en installations mécaniques, le code de l'industrie des jus de fruits, le code des négociants en objets d'art indigènes australiens, le code du commerce des articles de bijouterie, le code de déontologie de Médecines Australia, le code de la location de palettes et le code de bonne pratique en matière de lecture optique.

Exonérations de la Loi sur la concurrence et la consommation

102. La Loi sur la concurrence et la consommation s'applique pratiquement à toutes les activités des entreprises, y compris à celles des entreprises d'État¹⁴⁹; néanmoins, malgré un programme de révision et de vérification qui s'est étendu sur dix ans, une longue liste de régimes spéciaux et

¹⁴⁶ Pour plus de précisions concernant le Tribunal australien de la concurrence, consulter l'adresse suivante: <http://www.competitiontribunal.gov.au/>.

¹⁴⁷ ACCC (2010a).

¹⁴⁸ Le Code pétrolier régit le comportement des fournisseurs, des distributeurs et des détaillants des branches d'activité en aval du secteur pétrolier, tandis que le Code horticole traite du comportement des horticulteurs et des négociants en produits horticoles.

¹⁴⁹ Elle énonce aussi les règles de concurrence propres aux télécommunications.

d'exonérations dérogeant aux dispositions de la loi a été maintenue.¹⁵⁰ Un grand nombre de ces exemptions sont bien circonscrites et techniques. La plupart se présentent aux niveaux des gouvernements des États et des Territoires et il semble difficile de les réaménager.¹⁵¹ Au niveau national, elles comprennent des services de courrier spécifiques et le transport de fret maritime international, et, au niveau des États et Territoires, les offices de commercialisation de produits agricoles, les services de taxis, les pharmacies. Plusieurs exemptions concernent des accords de commercialisation de produits agricoles et autorisent à ce titre soit l'exploitation de monopoles (cas des exportations de riz cultivé en Nouvelle-Galles du Sud), soit des actions conjointes dont le but avoué est d'assurer un équilibre entre le pouvoir de négociation des producteurs et celui des entreprises de transformation. À compter du 1^{er} juillet 2008, la Loi de 2008 sur la commercialisation des exportations de blé a supprimé un monopole sur les exportations de blé en vrac en mettant en place un mécanisme d'agrément des exportateurs de blé en vrac géré par l'administration des exportations de blé, Wheat Exports Australia (WEA).¹⁵² À la suite des recommandations formulées à l'occasion d'un examen de la Commission de la productivité en 2005, les autorités ont décidé de conserver les dispositions de la Loi sur la concurrence et la consommation (Partie X) relatives aux conférences maritimes internationales, mais de les modifier pour en clarifier les objectifs, de supprimer les accords de concertation de leur champ d'application, de protéger les contrats de services confidentiels individuels entre les chargeurs et les transporteurs, et de mettre en place une série de sanctions en cas d'infractions aux dispositions de procédure de la loi.¹⁵³ Les modifications pertinentes de la loi n'ont pas encore été mises en œuvre. Les conditions contenues dans les accords de licences de brevets, de droits d'auteur sur les dessins et de marques de fabrique ou de commerce sont également exonérées de l'application des dispositions de la Loi sur la concurrence et la consommation du moment qu'elles sont limitées à des sujets autorisés.¹⁵⁴

103. Certaines pratiques interdites portant atteinte à la concurrence mais adoptées par certaines industries et professions peuvent être autorisées lorsque les avantages pour le public sont jugés supérieurs aux préjudices causés. Pour obtenir l'immunité, les entreprises peuvent déposer une demande d'autorisation ou présenter des notifications d'exclusivité des transactions et de négociations collectives auprès de l'ACCC. En 2008/09, 64 notifications concernant sept groupes de négociation ont été présentées, y compris des négociations collectives entre les détaillants de peintures et produits connexes et leurs fournisseurs, entre les exploitants de clubs de Nouvelle-Galles du Sud et les fournisseurs de services de paris et de diffusion radiophonique, et entre les propriétaires de maisons de disques indépendantes et les titulaires de licences pour ce qui concerne la diffusion publique et la

¹⁵⁰ OCDE (2010c).

¹⁵¹ Quelque dix lois fédérales et 70 lois édictées par les États et Territoires autorisent des comportements qui, normalement, seraient contraires à la Loi sur les pratiques commerciales. De tels comportements sont tolérés s'ils sont expressément autorisés aux termes de ces lois. Celles-ci s'étendent, entre autres aux produits fermiers, à la viande de volaille, à l'industrie sucrière, à la commercialisation des céréales, à la commercialisation du riz, aux produits du tabac, à la commercialisation du raisin de cuve, aux liqueurs, à la branche de production du charbon, à celle du gaz, à l'électricité, au secteur financier, aux activités bancaires, aux jeux d'argent, à la santé, aux assurances, aux services postaux, aux transports, à l'eau et aux activités des entreprises d'État. L'ACCC publie la liste de ces textes sur son site Web et dans son rapport annuel (ACCC, 2009a et OCDE, 2010c).

¹⁵² Pour obtenir l'agrément, les exportateurs de blé qui possèdent ou exploitent des terminaux portuaires doivent permettre un accès libre et transparent à leurs installations à d'autres exportateurs de blé agréés. À compter d'octobre 2009, l'agrément exige des engagements formels en matière d'accès au titre de la Partie IIIA de la Loi sur les pratiques commerciales, évalués par l'ACCC, ou d'un régime accès de l'État ou du Territoire dont l'efficacité est certifiée après recommandation du Conseil national de la concurrence (OCDE, 2010c et Commission de la productivité, 2010d).

¹⁵³ OCDE (2010c).

¹⁵⁴ OCDE (2010c).

transmission de vidéomusique. L'ACCC a autorisé 35 accords intéressant un large éventail de branches d'activité, y compris des programmes de recyclage visant à réduire les déchets générés par les produits chimiques vétérinaires et agricoles, et un système d'équilibrage de la capacité concernant le port de Newcastle. En 2009/10, l'ACCC a évalué 74 notifications de négociations collectives. Elle a accordé 37 autorisations concernant notamment une négociation collective des producteurs de légumes en Tasmanie, la commercialisation conjointe du gaz produit par le projet gazier de Gorgon, une solution à long terme aux contraintes de capacité de la chaîne de production de charbon de la Hunter Valley, un accord de coentreprise entre Virgin Blue et Delta Airlines, et un accord concernant les liqueurs dans le Territoire du Nord.

104. Le Régime national d'accès établit un cadre législatif pour l'accès de tierces parties à certains services fournis par des installations d'infrastructure essentielles, telles que les réseaux d'électricité, les voies ferrées et les gazoducs, l'eau, les communications, les terminaux portuaires et les aéroports. Il a pour but de rendre plus efficaces sur le plan économique l'utilisation des infrastructures et l'investissement dans ce domaine, de promouvoir la concurrence sur les marchés en amont et en aval du service, et d'encourager les nouveaux intervenants sur les marchés qui reposent sur des services fournis en situation monopolistique (c'est-à-dire soumis à une concurrence limitée).¹⁵⁵ Pour atteindre cet objectif, le rôle de l'ACCC et de l'Office australien de réglementation de l'énergie concernant les règlements d'accès consiste principalement à déterminer les prix et les modalités des conditions d'accès; à surveiller et veiller à l'application des lois favorisant la concurrence dans des branches spécifiques, en particulier pour la distribution de l'eau, de l'énergie et des communications; et à surveiller et à signaler les prix et la qualité des services pour certains biens et services dans les domaines concernés. En 2010, le Régime national d'accès a été modifié pour améliorer la prévisibilité des règlements et rationaliser les processus administratifs, en particulier par la mise en place de délais contraignants et de limitations en matière de révision sur le fond.

Fusions et acquisitions

105. La Loi sur la concurrence et la consommation interdit les acquisitions susceptibles de réduire sensiblement la concurrence. Des lignes directrices révisées ont été publiées par l'ACCC à la fin de l'année 2008, soulignant les principes généraux qui sous-tendent son analyse des fusions, et plaçant une importance accrue sur les théories du préjudice concurrentiel et les effets des contraintes. Malgré l'instabilité des conditions économiques, l'activité dans le domaine des fusions a été intense et ne montre aucun signe de changement notable dans un avenir prévisible. Entre 2004/05 et 2008/09, les examens de fusions et de coentreprises ont plus que doublé, puisque leur nombre est passé de 189 à 412. Deux cent trente-neuf examens ont été menés de façon confidentielle et 173 concernaient des fusions publiques.¹⁵⁶ Certaines des fusions les plus importantes examinées récemment concernaient les secteurs de la banque, de la distribution et de l'énergie. En 2008/09, des préoccupations graves en matière de concurrence ont été soulevées dans 16 cas de fusion et ont abouti à des décisions de l'ACCC de s'opposer à la fusion ou d'exiger un engagement pouvant être sanctionné en justice. En 2009/10, l'ACCC a examiné 321 affaires relatives à la conformité avec la section de la Loi sur les pratiques commerciales concernant les fusions et acquisitions, y compris la fusion de deux laboratoires pharmaceutiques de premier plan et la proposition de vente des moyens de distribution d'une compagnie pétrolière à une autre compagnie pétrolière, qu'elle n'a pas autorisées. Dans quatre cas de fusion, la poursuite du processus a été autorisée à la suite de l'acceptation d'engagements visant à résoudre des préoccupations en matière de concurrence. Toutes les fusions faisant l'objet d'un examen et d'une décision publics ont été affichées sur le site Web de l'ACCC.

¹⁵⁵ OECD (2010c) et ACCC (2009a).

¹⁵⁶ ACCC (2009a).

106. Pour lutter contre les "prises de contrôle rampantes"¹⁵⁷, les autorités projetaient, en janvier 2010, de modifier la Loi sur les pratiques commerciales afin de donner à l'ACCC des attributions qui lui permettent de s'opposer aux acquisitions susceptibles de réduire notablement la concurrence sur tout marché local, régional ou national.¹⁵⁸

Comportements collusoires

107. Par suite de l'augmentation des sanctions pécuniaires infligées aux personnes dont il était constaté qu'elles avaient des comportements anticoncurrentiels en janvier 2007, le comportement collusoire est considéré comme une infraction pénale depuis juillet 2009. Cette importante évolution a permis de mettre en place un éventail de ripostes plus efficaces comprenant des sanctions financières et pénales en harmonie avec celles appliquées par d'autres pays de l'OCDE, y compris les États-Unis et le Canada.¹⁵⁹ Pour les individus, le comportement collusoire est passible d'une peine de prison pouvant atteindre dix ans et/ou d'amendes allant jusqu'à 220 000 dollars australiens par infraction ou, dans le cadre d'une interdiction parallèle au civil, d'amendes allant jusqu'à 500 000 dollars australiens par infraction.¹⁶⁰ Les sociétés reconnues coupables de tels comportements encourrent une amende pouvant s'élever à 10 millions de dollars australiens, ou à trois fois la valeur du profit illégal ou encore, lorsque le profit ne peut être calculé, à 10% du chiffre d'affaires du groupe d'entreprises (selon le montant le plus élevé). Outre l'ACCC, chargée d'enquêter sur les allégations de comportement collusoire et de mener les procédures civiles, le bureau du Procureur public du Commonwealth, organe centralisé chargé des poursuites judiciaires, est maintenant responsable des poursuites pour toutes les infractions fédérales graves en Australie.¹⁶¹ Les ententes feront l'objet de poursuites au civil ou au pénal, selon les faits retenus dans chaque affaire.¹⁶² Il est possible que ce double régime de sanctions, pénales et civiles, entraîne une augmentation notable des pénalités en Australie; les peines infligées en cas d'atteinte aux prohibitions de comportements anticoncurrentiels ont été jugées faibles par rapport au niveau international.¹⁶³ Selon les renseignements obtenus, la séparation des fonctions d'enquête et de poursuite entre l'ACCC et le Procureur public devrait apporter des avantages substantiels en termes d'objectivité et d'indépendance des prises de décisions.

¹⁵⁷ Le terme "prise de contrôle rampante" désigne une série de petites acquisitions qui, prises séparément, ne réduisent pas de façon notable la concurrence sur un marché et, de ce fait, ne violent pas la section 50 de la *Loi de 1974 sur les pratiques commerciales* (Commonwealth), mais qui, dans leur ensemble, risquent d'avoir cet effet.

¹⁵⁸ Communiqué de presse de M. Craig Emerson, "Government to secure powers to deal with creeping acquisitions". Adresse consultée: <http://www.craigemersonmp.com/files/012110%20Creeping%20acquisitions%20media%20release%20.pdf>.

¹⁵⁹ Selon le Président de l'ACCC, "en Australie, les sanctions financières ne sont pas à la mesure des véritables dommages causés par les comportements anticoncurrentiels, et cette assertion s'applique aussi bien au niveau des sanctions qui ont été demandées par l'ACCC qu'à celui des pénalités décrétées par les tribunaux". Dans certains cas, ces dernières années, "les profits obtenus par l'entreprise du fait de ce comportement ont très largement dépassé la portée des sanctions requises par l'ACCC et infligées par les tribunaux, ce qui (...) fait que le comportement anticoncurrentiel constitue une activité plutôt rentable" (ACCC, 2010a et 2009a, et Loi de 2009 portant modification des pratiques commerciales (comportement collusoire et autres mesures), 24 juillet 2009). Adresse consultée: http://www.accc.gov.au/content/item.phtml?itemId=779417&nodeId=feda740e39f8ef706f88f67626945aeb&fn=Important%20Notice_Trade%20Practices%20Amendment%20Act%202009%E2%80%9494long%20notice.pdf [11 juin 2010]).

¹⁶⁰ ACCC (2009a).

¹⁶¹ OCDE (2010c).

¹⁶² Voir ACCC (2009b).

¹⁶³ La Loi sur les pratiques commerciales prévoit également une série d'autres types de sanctions ou de moyens d'obtenir réparation telles que les ordonnances de service à la communauté, les ordonnances imposant une contre-publicité et l'interdiction de participer à la gestion de l'entreprise (OCDE, 2010c).

108. En 2009, année record pour ce qui concerne les contentieux en matière d'ententes, des poursuites ont été engagées pour 13 affaires d'ententes, et les amendes décrétées dans ce cadre ont dépassé 20 millions de dollars australiens. Parmi ces procédures figuraient les actions contre l'entente sur le fret aérien et l'entente sur les tuyaux marins, entente présumée faisant intervenir des fabricants dans ce domaine. À ce jour, sept des procédures engagées en 2009 à l'encontre des ententes ont abouti, le total des amendes prononcées s'élevant à 26,3 millions de dollars australiens.¹⁶⁴ En 2009/10, l'ACCC a porté devant les tribunaux dix affaires de comportement collusoire, dont sept étaient liées à l'enquête approfondie qu'elle avait menée sur des ententes présumées dans la fourniture de services de fret aérien. L'ACCC a obtenu des sanctions dépassant 41 millions de dollars australiens sur les seules affaires de fret aérien. D'autres affaires d'ententes auxquelles il a été mis un point final en 2009/10 concernent les entreprises de tuyaux marins et les entreprises de climatisation.

Moyens de faire respecter la loi

109. La plupart des enquêtes ouvertes au titre des dispositions de la Loi sur les pratiques commerciales (Loi sur la concurrence et la consommation) concernent les fusions et, dans une bien moindre mesure, la concurrence déloyale et la protection du consommateur, les accords horizontaux, les accords verticaux, et l'abus de position dominante.¹⁶⁵ Parmi les principales branches d'activité qui ont fait l'objet de plaintes et d'enquêtes en vertu des dispositions de la Loi sur les pratiques commerciales (y compris celles qui ont trait à la protection du consommateur, voir la section b) ci-dessous) en 2008/09 et 2009/10, il faut signaler: les services financiers et d'investissement auxiliaires; le commerce de détail ne passant pas par les magasins; le commerce de détail d'appareils électriques, électroniques et à gaz; le commerce de détail de véhicules automobiles; le commerce de détail d'ordinateurs et de périphériques informatiques; les réseaux de télécommunication câblés; l'exploitation de loteries; la distribution de carburants pour automobile; les services d'enquêtes de solvabilité et de recouvrement de créances; les supermarchés et épiceries.¹⁶⁶ Au cours de la même période, les atteintes les plus courantes aux dispositions de la Loi sur les pratiques commerciales concernant l'efficacité de la concurrence et l'information des marchés ont été l'exclusivité des transactions et l'usage abusif du pouvoir d'intervention sur le marché. Les atteintes aux dispositions relatives aux pratiques commerciales essentiellement loyales et à la protection du consommateur concernaient les pratiques abusives ou mensongères et les garanties sur les ventes au détail. La plupart des enquêtes et des plaintes concernant la Loi sur les pratiques commerciales proviennent des États de Nouvelle-Galles du Sud, Victoria et Queensland. Les procédures judiciaires résolues en 2008/09 et ayant trait aux dispositions relatives à la concurrence loyale et à l'information des marchés concernaient: le fret aérien (fixation des prix liée aux surtaxes sur les combustibles); les vêtements pour bébé, les vêtements de compression pour les activités sportives et les embarcations (prix imposés); les taxis (accords sur les tableaux de service).

Surveillance des prix

110. La surveillance des prix est prévue par la Loi sur la concurrence et la consommation. Elle peut s'exercer de trois manières: les enquêtes sur les prix, adressées à l'ACCC par les ministres de tutelle des différents secteurs afin qu'une enquête publique soit diligentée, les notifications de prix, dans le cadre desquelles les ministres de tutelle prescrivent à certaines sociétés de notifier à l'ACCC toute proposition d'augmentation des prix, et le suivi des prix, dans le cadre duquel le ministre concerné charge l'ACCC de suivre les prix, coûts et bénéfices des sociétés et des services d'État fournissant les produits et services en question. La surveillance des prix peut être officielle ou non.

¹⁶⁴ ACCC (2010a).

¹⁶⁵ OCDE (2010c).

¹⁶⁶ ACCC (2009a).

Dans le cadre du système officiel de surveillance des prix, des sanctions peuvent être imposées pour non-respect de la législation. Comme cela a été indiqué, l'ACCC mène des enquêtes officielles sur les prix concernant l'aviation et les services et installations aéroportuaires, les carburants, l'électricité, les télécommunications, les services postaux et la manutention des conteneurs. Durant la période considérée, l'ACCC a entrepris un contrôle des prix de l'essence et des services de stationnement de véhicules dans les aéroports, ainsi qu'une enquête sur les prix, les coûts et les bénéfices des entreprises exploitant des terminaux à conteneurs.

b) Politique de protection du consommateur

111. La législation relative à la protection du consommateur figure dans le nouveau texte unique, le Droit australien de la consommation, qui est entré en vigueur en deux étapes.¹⁶⁷ La Loi (n° 1) de 2010 portant modification des pratiques commerciales (Droit australien de la consommation) a été adoptée le 14 avril 2010¹⁶⁸; elle modifie la Loi sur les pratiques commerciales et instaure le Droit australien de la consommation en tant qu'annexe à cette loi. Ce texte-cadre introduit des dispositions qui réglementent les clauses contractuelles abusives pour le consommateur (en vigueur à compter du 1^{er} juillet 2010), ainsi que de nouvelles sanctions, de nouveaux pouvoirs d'exécution et de nouvelles options en matière de voies de recours offertes au consommateur (en vigueur à compter du 15 avril 2010). La Loi (n° 2) de 2010 portant modification des pratiques commerciales (Droit australien de la consommation), qui complète le Droit australien de la consommation, a été adoptée le 13 juillet 2010 et est entrée en vigueur en janvier 2011¹⁶⁹; elle harmonise les dispositions de la Loi sur les pratiques commerciales relatives à la protection du consommateur et les lois des États et territoires relatives à la loyauté des échanges. La deuxième Loi du Droit australien de la consommation introduit également une nouvelle loi nationale pour la sécurité des produits de consommation et un nouveau système de garanties offertes aux consommateurs qui remplace les lois existantes relatives aux conditions et garanties applicables.¹⁷⁰ Au niveau du Commonwealth, l'ACCC et la Commission australienne des valeurs mobilières et de l'investissement (ASIC), qui reste la principale agence de réglementation chargée de la protection du consommateur en matière de services financiers, sont chargées de l'application des dispositions dans le domaine de la protection des consommateurs. En 2010, des pouvoirs exécutoires supplémentaires dans les domaines de la

¹⁶⁷ Selon la Commission de la productivité, en 2008, le partage des responsabilités concernant le cadre de la politique de la consommation entre le gouvernement fédéral et les gouvernements des États a conduit à une fluctuation des issues pour les consommateurs, à une augmentation des coûts pour les entreprises et à un manque de réactivité en matière d'élaboration des politiques. Des lacunes et des incohérences se sont présentées dans la formulation et l'exécution des politiques, ainsi que des faiblesses dans les mécanismes de recours accessibles aux consommateurs (Commission de la productivité, 2008d).

¹⁶⁸ Loi (n° 1) de 2010 portant modification des pratiques commerciales (Droit australien de la consommation). Adresse consultée: <http://www.comlaw.gov.au/ComLaw/Legislation/Act1.nsf/0/843C26B5CBBAB553CA25770A0023F5A9?OpenDocument> [15 juillet 2010]. De façon plus précise, cette première tranche du Droit australien de la consommation a introduit des prohibitions au niveau national concernant les clauses contractuelles abusives, a astreint les entreprises qui font preuve d'un comportement inacceptable ou donnent des indications mensongères ou trompeuses à des amendes pouvant atteindre 1,1 million de dollars australiens, et a inséré une nouvelle Partie IX dans la Loi sur les pratiques commerciales afin de faciliter l'application du Droit australien de la consommation dans l'ensemble du Commonwealth. Renseignements en ligne de Middletons. Adresse consultée: <http://www.middletons.com.au/news/news.asp?id=292> [28 juin 2010].

¹⁶⁹ Le texte du projet de la Loi (n° 2) de 2010 portant modification des pratiques commerciales (Droit australien de la consommation) peut être consulté en ligne à l'adresse suivante: <http://www.comlaw.gov.au/ComLaw/Legislation/Bills1.nsf/bills/bytitle/4A2EDC3EC8F77819CA2576EA00025C24?OpenDocument> [15 juillet 2010].

¹⁷⁰ Renseignements en ligne du Département du Trésor. Adresse consultée: http://www.treasury.gov.au/content/consumer_affairs.asp?ContentID=270 [28 juin 2010].

protection des consommateurs et des pratiques commerciales loyales ont été conférés à l'ACCC et à l'ASIC, y compris la possibilité d'émettre des alertes au public, des avis d'infraction et des demandes de justification, ainsi que de demander des injonctions de paiement des sanctions pécuniaires civiles, des moyens de recours pour les consommateurs non concernés et la déchéance des administrateurs et des responsables lorsqu'une violation de la loi a été commise. Chaque État ou Territoire possède son propre organisme d'exécution de la loi dans le domaine de la protection des consommateurs, et cela ne sera pas modifié par le Droit australien de la consommation, sous réserve d'un accord de coopération entre tous les organismes australiens responsables de l'application du droit de la consommation. À compter du 1^{er} janvier 2011, tous les organismes de protection des consommateurs d'Australie partageront les mêmes pouvoirs d'exécution du Droit australien de la consommation.

112. Depuis 2007, les principales infractions recensées aux dispositions de la Loi sur les pratiques commerciales relatives à la loyauté des échanges et à la protection du consommateur concernent les faits suivants: pratiques abusives ou mensongères; garanties sur les ventes au détail; acceptation de paiement sans intention de fournir; manque de clarté du prix; harcèlement et coercition; présentation erronée des caractéristiques de performance, des accessoires, des usages ou avantages; sécurité des produits; affirmation d'un droit au paiement de services non sollicités; affirmation d'un droit au paiement de marchandises non sollicitées; présentation erronée de garantie.¹⁷¹ En 2008/09, l'ACCC a engagé des procédures judiciaires dans 27 affaires de protection du consommateur et accepté 62 engagements; ces données comprennent les actions en justice visant à garantir la conformité aux normes de sécurité des produits (section 2) vii) a)). L'ACCC a de plus en plus recours à l'analyse des marchés et des tendances comme moyen de repérer plus facilement les problèmes importants pour lesquels des mesures doivent être prises; dans ce contexte, en 2008/09, les analyses ont porté sur le recouvrement des créances en suspens, la prolifération des escroqueries et le domaine des télécommunications. En 2009/10, l'ACCC a engagé des procédures judiciaires dans 21 affaires de protection du consommateur et de loyauté des échanges et accepté 45 engagements concernant ces mêmes questions.

iv) Gouvernance des entreprises

a) Secteur privé

113. En Australie, la gouvernance des entreprises est régie par certaines parties de la Loi de 2001 sur les sociétés, par un certain nombre de normes comptables (qui ont force de loi), par diverses règles de fonctionnement des marchés, y compris les règles de cotation et de fonctionnement de la Bourse australienne (ASX), par les "Principes de bonne gouvernance des entreprises et recommandations concernant les meilleures pratiques" du Conseil de gouvernance de la Bourse, ainsi que par des codes de pratique volontaires autoréglementés. L'ASIC joue également un rôle important dans le contrôle de l'application des prescriptions relatives à la gouvernance des entreprises définies par la Loi sur les sociétés, tout comme la Commission australienne de réglementation prudentielle (APRA) pour ce qui concerne les établissements financiers. Les modifications législatives et non législatives apportées depuis 2007 portent sur le cadre des rémunérations des dirigeants d'entreprises, les prescriptions relatives à la divulgation d'informations aux actionnaires, la réciprocité avec d'autres pays en matière de déchéance des administrateurs, le régime réglementaire des ventes à découvert, la surveillance des marchés financiers nationaux autorisés, les normes comptables australiennes, et les principes de gouvernance des entreprises. Par ailleurs, des textes législatifs visant à faciliter les procédures d'insolvabilité transfrontières ont été adoptés.

¹⁷¹ ACCC (2009a).

b) Entreprises publiques

114. Les entreprises publiques continuent de produire des biens et des services, souvent en position monopolistique; elles sont tenues de couvrir l'essentiel ou l'intégralité de leurs coûts.¹⁷² Les entreprises publiques constituées en sociétés sont assujetties à la Loi sur les sociétés. Toutefois, la plupart sont des organismes officiels, dont certains objectifs politiques peuvent entrer en concurrence avec leurs fonctions commerciales. L'appartenance à l'État est généralement concrétisée par deux "ministres actionnaires", le ministre de tutelle (en charge du portefeuille correspondant au domaine d'activité de l'entreprise publique) et le Ministre des finances. Le gouvernement peut imposer des contrôles des prix aux entreprises publiques qui fournissent des biens et des services sur un marché monopolistique ou leur fixer d'autres objectifs tels que des obligations de service à la collectivité.

115. En 2006/07, 86 entreprises publiques fournissaient des services d'infrastructure essentiels (section 4) iii) a)) dans des secteurs particulièrement importants de l'économie tels que l'eau (24), l'électricité (23), les ports (19), la sylviculture (6), le transport ferroviaire (6) et le transport urbain (5).¹⁷³ Les onze principales entreprises publiques représentaient environ 50% des actifs totaux de ces entreprises. Elles contrôlaient environ 2,8% des actifs non domestiques du pays et représentaient approximativement 1,7% du PIB. Entre 2005/06 et 2006/07, la rentabilité des entreprises publiques s'est accrue de 36%, plus précisément dans les secteurs de l'électricité, des transports urbains et des ports, dans une large mesure en raison des résultats obtenus par une seule d'entre elles dans le secteur. La rentabilité a diminué dans les transports ferroviaires, l'eau et la sylviculture. En 2006/07, 12 entreprises publiques ne sont pas parvenues à obtenir un rendement positif des actifs. Selon la Commission de la productivité, les résultats financiers médiocres d'un nombre important d'entreprises publiques mettent en évidence une incapacité chronique à exploiter véritablement ces entreprises selon les lois du marché, conformément aux Accords sur la politique de la concurrence (section 4) iii) a)). Un certain nombre d'entre elles sont fortement tributaires du financement public pour protéger leurs activités, et leurs investissements sont financés par les contribuables et les usagers.¹⁷⁴ Les fonds publics sont octroyés par les gouvernements soit directement par le biais de dons, de participations aux actifs ou d'apports de capitaux, soit indirectement par la voie de contrats signés avec l'entreprise publique, ou moyennant la concession de prêts à des taux bonifiés. Aucune donnée récente sur les résultats des entreprises publiques n'a été communiquée par les autorités.

v) Droits de propriété intellectuelle

a) Aperçu

116. L'Australie continue d'assurer une stricte protection des droits de propriété intellectuelle (DPI) et un contrôle rigoureux du respect de ces droits. Pendant la période considérée, elle a élargi ses engagements en matière de protection des DPI en devenant partie au Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur et au Traité de l'OMPI sur les représentations et exécutions et les phonogrammes, à compter de juillet 2007, ainsi qu'au Traité sur le droit des brevets et au Traité de Singapour sur le droit des

¹⁷² Les entreprises publiques sont également appelées entreprises commerciales gouvernementales, sociétés détenues par le gouvernement, entreprises commerciales publiques, sociétés publiques, sociétés détenues par l'État, entreprises détenues par l'État ou sociétés détenues par le Territoire (Commission de la productivité, 2008b). Pour plus de détails sur le régime des entreprises publiques, consulter le document WT/TPR/S/178/Rev.1 du 1^{er} mai 2007.

¹⁷³ Commission de la productivité (2008b).

¹⁷⁴ Commission de la productivité (2008b).

marques, à compter de mars 2009.¹⁷⁵ En conséquence, l'Australie est maintenant partie à 17 des 24 traités gérés par l'OMPI.¹⁷⁶ Pour de multiples raisons découlant de la politique intérieure et internationale, l'Australie n'est pas partie contractante à plusieurs traités de l'OMPI.¹⁷⁷ En février 2008, l'Australie a indiqué qu'elle prenait part aux négociations en vue de la mise en place d'un Accord commercial anticontrefaçon établissant des normes internationales relatives aux moyens de faire respecter les DPI; le cycle final de ces négociations, qui devaient aboutir en 2010, a eu lieu à Tokyo en octobre 2010.¹⁷⁸

117. Pour mettre en œuvre, entre autres choses, ses nouveaux engagements liés aux traités de l'OMPI et/ou tenir compte des nouvelles politiques suivies entre 2007 et 2010 (novembre), l'Australie a adopté ou modifié des dispositions législatives concernant les brevets, les dessins et modèles industriels, les marques de fabrique et de commerce, les variétés végétales, les circuits intégrés, les indications géographiques, les noms de domaine, le droit d'auteur et les moyens de faire respecter les droits.¹⁷⁹ À la suite de la publication, le 22 avril 2010, d'un document de consultation publique donnant les grandes lignes du modèle proposé pour la mise en œuvre en Australie du Protocole portant amendement de l'Accord sur les ADPIC de l'OMC, une consultation publique a été lancée concernant cette mise en œuvre; les réponses à ce document étaient en cours d'examen en novembre 2010.¹⁸⁰

¹⁷⁵ Le Traité de Singapour et le Traité sur le droit des brevets harmonisent et simplifient les règles de procédures relatives à l'administration des brevets et des marques de fabrique et de commerce en les rendant plus conviviales, plus cohérentes entre les différents pays, moins laborieuses et moins coûteuses (Département de l'innovation, de l'industrie, de la science et de la recherche, 2008).

¹⁷⁶ Pour plus de précisions sur la participation de l'Australie aux traités de l'OMPI, consulter les renseignements en ligne de l'OMPI. Adresse consultée: http://www.wipo.int/treaties/fr/ShowResults.jsp?search_what=C&country_id=10C.

¹⁷⁷ Ces traités sont les suivants: l'Arrangement de Madrid (Indications de provenance); le Traité de Nairobi concernant la protection du symbole olympique; le Traité de Washington sur la propriété intellectuelle en matière de circuits intégrés; l'Arrangement de La Haye concernant l'enregistrement international des dessins et modèles industriels; l'Arrangement de Lisbonne concernant la protection des appellations d'origine et leur enregistrement international; l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques; l'Arrangement de Locarno instituant une classification internationale pour les dessins et modèles industriels; et l'Arrangement de Vienne instituant une classification internationale des éléments figuratifs des marques.

¹⁷⁸ En octobre 2010, les participants aux négociations avaient résolu presque toutes les questions de fonds et ont publié une version consolidée et pratiquement terminée du texte de l'accord proposé, qui devait être communiquée *ad referendum* à leurs autorités respectives. Parmi les autres pays qui prennent part aux négociations figurent notamment: le Canada, la Corée (Rép. de), les États-Unis, le Japon, le Maroc, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, Singapour, la Suisse et l'Union européenne (Renseignements en ligne du Département des affaires étrangères et du commerce extérieur. Adresse consultée: <http://www.dfat.gov.au/trade/acta/> [14 juillet 2010]; et communiqué de presse de la Commission européenne, "Anti counterfeiting Tokyo – Japan, 2nd October 2010 – Joint statement from all the Negotiating parties to ACTA". Adresse consultée: <http://trade.ec.europa.eu/doclib/press/index.cfm?id=623> [8 novembre 2010]).

¹⁷⁹ Voir les avis officiels d'IP Australia. Adresse consultée: <http://www.ipaustralia.gov.au/>; et les renseignements en ligne de l'OMPI. Adresse consultée: http://www.wipo.int/clea/fr/search.jsp?cntryorg_id=6.

¹⁸⁰ Le Protocole portant amendement de l'Accord sur les ADPIC permet aux pays les moins avancés et aux pays en développement de gérer les crises sanitaires telles que les épidémies de VIH/SIDA, de malaria ou de grippe et, à ce titre, autorise les Membres de l'OMC à émettre des licences obligatoires autorisant les fabricants à fabriquer certains produits pharmaceutiques brevetés exclusivement destinés à être exportés pour résoudre le problème de santé publique pertinent (Renseignements en ligne d'IP Australia. Adresse consultée: http://www.ipaustralia.gov.au/resources/news_new.shtml#24 [12 juillet 2010]; et IP Australia, 2010).

Questions institutionnelles et relatives à l'enregistrement

118. IP Australia, qui relève du Département de l'innovation, de l'industrie, de la science et de la recherche, est chargée de l'administration des brevets, des marques de fabrique ou de commerce, des dessins et modèles et des droits des obtenteurs. Plus de 95% des coûts d'IP Australia sont financés par les redevances perçues pour ses services relatifs aux DPI. IP Australia fournit des éléments utilisables dans le cadre des négociations des ALE (chapitre II) de manière à assurer une protection transparente et de haute qualité des DPI.¹⁸¹ Le Conseil consultatif sur la propriété intellectuelle et le Comité consultatif sur les droits des obtenteurs fournissent des avis au Ministre de l'innovation, de l'industrie, de la science et de la recherche ainsi qu'à IP Australia sur les questions de politique de propriété intellectuelle et la gestion stratégique d'IP Australia.¹⁸² Le Département du Procureur général est responsable de l'administration et de la politique concernant la Loi de 1968 sur le droit d'auteur et celle de 1989 sur les schémas de configuration des circuits.

119. En 2008/09, par suite de la crise financière mondiale, les entreprises du monde entier ont réduit leurs investissements, et le nombre de demandes relatives aux DPI a chuté.¹⁸³ En 2009, l'intervalle moyen entre le moment où une demande concernant un droit de propriété industrielle était déposée et celui où elle était acceptée était de quatre mois pour les marques de fabrique et de commerce, de 46 mois pour les dessins et modèles, et de 35 mois pour les droits des obtenteurs. L'intervalle moyen entre le moment où la demande d'examen est présentée par le déposant d'un brevet et la date de la publication du premier rapport d'examen est de 13 mois. Le délai moyen nécessaire pour déterminer l'indication géographique d'un vin dépend de la demande. Les délais moyens de traitement des demandes de protection ne semblent pas varier selon que le requérant est national ou étranger.

b) Propriété industrielle

Brevets

120. La Loi de 1990 sur les brevets, modifiée en dernier lieu en 2010, prévoit une protection des brevets standard et des brevets d'innovation pour une durée respective de 20 ans (jusqu'à 25 ans pour les produits pharmaceutiques admissibles) et de huit ans.¹⁸⁴ La Loi de 1991 sur les brevets et les règlements y afférents ont été modifiés à plusieurs reprises depuis 2007. La plupart des modifications sont des modifications mineures portant sur des points techniques – actualisation des règles pertinentes de mise en œuvre du Traité de coopération en matière de brevets, harmonisation des diverses prescriptions concernant les déclarations figurant dans les dispositions réglementaires relatives aux dessins et modèles, aux brevets et aux marques de fabrique et de commerce, cohérence avec les modifications apportées à d'autres textes législatifs australiens, suppression de l'obligation faite aux déposants de brevets d'informer le Commissaire des brevets des résultats de recherches documentaires menées par les offices des brevets étrangers.¹⁸⁵ Pendant la période 2008/09, conformément aux dispositions pertinentes du Traité de coopération en matière de brevets, l'Australie

¹⁸¹ Département de l'innovation, de l'industrie, de la science et de la recherche (2008).

¹⁸² Renseignements en ligne d'IP Australia. Adresse consultée: http://www.ipaustralia.gov.au/resources/news_new.shtml#24 [12 juillet 2010].

¹⁸³ Département de l'innovation, de l'industrie, de la science et de la recherche (2009a).

¹⁸⁴ Le brevet d'innovation a pour but de stimuler l'innovation dans les PME grâce à un accès plus facile, mais de plus courte durée à la protection des inventions; il couvre les mêmes sujets que le brevet standard, à l'exception des animaux et des végétaux et des processus biologiques pour la génération d'animaux et de végétaux.

¹⁸⁵ Département de l'innovation, de l'industrie, de la science et de la recherche (2008).

a signé des accords relatifs aux autorités de recherche internationale et aux autorités chargées des examens préliminaires internationaux avec l'Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO) et avec l'Office coréen de la propriété intellectuelle (KIPO), qui sont entrés en vigueur respectivement le 1^{er} novembre 2008 et le 30 janvier 2009.¹⁸⁶

121. Depuis 2008/09, des réformes de la Loi sur les brevets ainsi que des règlements y afférents ont été proposées, entre autres choses, pour élever les seuils de brevetabilité, améliorer la certitude concernant la validité des brevets délivrés, mettre en place une mesure réglementaire instituant, pour les activités expérimentales, une exemption des règles relatives à l'atteinte au droit des brevets, réduire les retards dans les réponses aux demandes de brevet, et rationaliser et moderniser certains aspects de la procédure de demande de brevet.¹⁸⁷ Des réformes sont également proposées pour améliorer les activités des professions de conseils en brevets et en marques de fabrique ou de commerce. Des consultations publiques relatives aux réformes ont été effectuées au cours des années 2009 et 2010. En février 2010, le Conseil consultatif sur la propriété intellectuelle a présenté au gouvernement un compte rendu de l'examen qu'il avait effectué concernant les stratégies relatives aux mesures à prendre pour faire respecter les droits après la délivrance du brevet.¹⁸⁸

122. En avril 2008, IP Australia a mis en service son nouveau système de recherche de brevets basé sur Internet (AusPat). En 2007/08, elle a adopté le moteur de recherche européen EPOQUE en tant qu'outil principal des examinateurs de brevets.¹⁸⁹ Les demandes de brevets proviennent pour la plupart des États-Unis, de l'UE et d'Australie.¹⁹⁰ Durant la période considérée, le nombre de brevets d'innovation certifiés est passé de 243 (2007) à 235 (2009), et le nombre de brevets standard délivrés a augmenté, passant de 11 070 (en 2007) à 12 410 (en 2009).

123. Un tribunal fédéral ou un tribunal d'État ou de Territoire peut ordonner qu'une licence obligatoire soit accordée s'il considère que les besoins raisonnables du public n'ont pas été satisfaits en ce qui concerne l'invention et que le titulaire du brevet n'a pas expliqué de manière satisfaisante pourquoi il n'avait pas exploité l'invention.

Marques de fabrique ou de commerce

124. La Loi de 1995 sur les marques, modifiée en 2009 et 2010, prévoit l'enregistrement des marques de fabrique ou de commerce, des marques collectives, des marques de certification et des marques défensives. En vertu de la loi, les marques de fabrique ou de commerce enregistrées sont protégées pendant dix ans, et la protection peut être renouvelée indéfiniment sur demande et après règlement du droit correspondant. Depuis 2007, la Loi de 1995 sur les marques ainsi que les règlements y afférents ont été modifiés à plusieurs reprises. Les modifications qui sont entrées en vigueur en mars 2007 comprenaient notamment: l'autorisation pour les associations dotées de la personnalité morale de posséder des marques collectives; l'introduction de nouvelles dispositions sur les demandes divisionnaires et les demandes intéressant des séries de marques; des éclaircissements sur les dispositions des modifications; des mesures donnant plus de flexibilité au responsable du registre pour corriger les erreurs de rédaction et les erreurs manifestes; la réduction de la période au cours de laquelle l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce peut être renouvelé; une

¹⁸⁶ Ces accords permettent aux requérants de choisir l'office des brevets auprès duquel ils mettront en place les procédures en vue de la délivrance des brevets dans les deux pays (Département de l'innovation, de l'industrie, de la science et de la recherche, 2009a).

¹⁸⁷ Cutler (2008) et Département de l'innovation, de l'industrie, de la science et de la recherche (2009a).

¹⁸⁸ Conseil consultatif sur la propriété intellectuelle (2010b).

¹⁸⁹ Département de l'innovation, de l'industrie, de la science et de la recherche (2008).

¹⁹⁰ Département de l'innovation, de l'industrie, de la science et de la recherche (2009a).

modification des dispositions des douanes concernant la caution en espèces. D'autres modifications étaient des modifications techniques mineures consistant à harmoniser les diverses prescriptions concernant les déclarations figurant dans les dispositions réglementaires relatives aux dessins et modèles, aux brevets et aux marques de fabrique et de commerce, et à assurer la cohérence avec les modifications apportées à d'autres textes législatifs.

125. À la suite d'une proposition présentée par IP Australia en 2008, des consultations publiques se sont tenues en février 2009 concernant la modification de la Loi sur les marques, avec les objectifs suivants: augmenter les sanctions encourues en cas d'infraction pénale majeure (à savoir la peine d'emprisonnement maximale passerait de deux ans à cinq ans); introduire la notion de contravention de simple police désignant les fautes avérées de gravité moindre qu'une infraction majeure; adopter des dispositions supplémentaires portant sur les dommages dans le cas des procédures civiles.¹⁹¹ En novembre 2010, un projet de loi a été rédigé dans ce domaine. De nouvelles modifications législatives ont été proposées pour réduire les retards dans les décisions concernant les oppositions aux marques de fabrique ou de commerce. Des consultations ont eu lieu en 2009/10.

126. Durant la période considérée, le nombre d'enregistrements de marques de fabrique ou de commerce est passé de 26 715 (2008) à 42 306 (2009). En 2009, les enregistrements de marques de fabrique ou de commerce se sont composés de 22 marques de certification, 15 marques collectives, huit marques défensives et 42 261 marques standard. Les demandes de marques de fabrique ou de commerce proviennent majoritairement d'Australie.

Dessins et modèles industriels

127. La Loi de 2003 sur les dessins et modèles prévoit un enregistrement initial portant sur une durée de cinq ans à compter de la date de dépôt de la demande, et un seul renouvellement pour une durée supplémentaire de cinq ans, soit une durée maximum de dix ans. Toutefois, les demandes déposées au titre de la Loi de 1906 sur les dessins et modèles (c'est-à-dire avant 2003) continuent de bénéficier d'une durée de validité maximale de 16 ans. La plupart des demandes proviennent d'Australie (environ la moitié), des États-Unis et de l'UE.¹⁹² Depuis 2007, la Loi de 2004 sur les dessins et modèles et les règlements y afférents ont été modifiés à plusieurs reprises. Ces modifications sont en majorité des modifications techniques mineures. Le nombre de dessins et modèles enregistrés a augmenté, passant de 5 207 en 2007 à 6 097 en 2008.

Protection des variétés végétales

128. En vertu de la Loi de 1994 sur les droits des obtenteurs, modifiée en 2007 et en 2010, l'utilisation non autorisée de variétés végétales protégées et différents types de représentation mensongère concernant les variétés végétales constituent des infractions pénales. L'enregistrement des droits des obtenteurs porte sur une durée allant jusqu'à 25 ans pour les arbres et les vignes, et jusqu'à 20 ans pour les autres espèces. La Loi sur les droits des obtenteurs a été modifiée en 2007 et en 2010. Les modifications visaient principalement des questions techniques mineures concernant la cohérence avec les modifications apportées à d'autres textes législatifs. En juillet 2008, un cadre a été approuvé, définissant les critères d'évaluation des demandes en faveur d'une prorogation de la durée des droits des obtenteurs au-delà des durées maximales prévues actuellement par la loi.¹⁹³ En janvier 2010, le Conseil consultatif sur la propriété intellectuelle a présenté à la considération du

¹⁹¹ Département de l'innovation, de l'industrie, de la science et de la recherche (2009a).

¹⁹² Département de l'innovation, de l'industrie, de la science et de la recherche (2009a).

¹⁹³ Département de l'innovation, de l'industrie, de la science et de la recherche (2009a).

gouvernement son examen des moyens de faire respecter les droits des obtenteurs.¹⁹⁴ C'est généralement aux titulaires des droits qu'il incombe de les faire respecter par des procédures civiles, et l'Administration des douanes n'a aucun droit de saisie à la frontière (section d), ci-dessous). Entre 2007 et 2009, 727 titres représentatifs de droits d'obteneurs ont été délivrés (332 provenant de requérants nationaux). Environ la moitié des demandes de droits d'obteneurs proviennent d'Australie, tandis que la majorité des autres demandes proviennent de Nouvelle-Zélande, des États-Unis et de l'Union européenne.

Indications géographiques

129. Les indications géographiques sont protégées par la Loi de 1995 sur les marques de fabrique ou de commerce, qui permet leur enregistrement en tant que marques de certification, pour autant que certains critères soient respectés, et par la Loi de 1974 sur les pratiques commerciales qui empêche les pratiques abusives. En outre, le Code australo-néo-zélandais des normes alimentaires interdit les indications mensongères ou trompeuses concernant les indications géographiques des spiritueux. La législation en matière d'étiquetage, notamment la Loi de 1905 sur les descriptions commerciales, qui interdit l'utilisation de descriptions commerciales mensongères sur l'étiquetage, assure également une protection. Les indications géographiques concernant les vins sont protégées par la Loi de 1980 relative à la Société australienne des vins et eaux-de-vie, qui établit un "registre des appellations protégées" pour la protection des indications géographiques concernant les vins australiens et étrangers. Un nouvel accord sur le vin, l'Accord sur le vin entre l'Australie et la Communauté européenne, a été signé en décembre 2008 et est entré en vigueur le 1^{er} septembre 2010, entraînant une révision de la Loi de 1981 sur la société australienne des vins et spiritueux et des règlements y afférents visant à ce que les procédures de détermination des indications géographiques soient claires et transparentes. Le Comité des indications géographiques de la Société australienne des vins et eaux-de-vie détermine les indications géographiques relatives aux vins. Depuis 2006, huit indications géographiques relatives à des vins australiens ont été déterminées et inscrites au registre des appellations contrôlées; aucune demande concernant des indications géographiques étrangères n'a été reçue pendant cette période.

Autres

130. Aucune modification n'a été apportée à la loi pour ce qui concerne les renseignements non divulgués et les secrets d'affaires, qui sont protégés par la *common law* et les règles de droit équitable.¹⁹⁵

c) Droit d'auteur et droits connexes

Droit d'auteur

131. La Loi de 1968 sur le droit d'auteur, modifiée en 2007, 2008 et 2010, protège toute œuvre littéraire, dramatique, musicale et artistique originale. La durée du droit d'auteur varie en fonction de la nature de l'œuvre, et du fait qu'elle ait été publiée ou non. Selon le type d'œuvre, le droit d'auteur protégeant les œuvres littéraires, dramatiques, musicales et artistiques est généralement valable pendant la vie de l'auteur et 70 ans après sa mort, ou à compter de l'année de la première publication suivant la mort de l'auteur. Le droit d'auteur relatif aux films et aux enregistrements sonores est valable 70 ans après la publication de ces œuvres, et la durée de la protection pour les émissions est de

¹⁹⁴ Conseil consultatif sur la propriété intellectuelle (2010a).

¹⁹⁵ Pour plus de détails, voir le document WT/TPR/S/104 du 26 août 2002.

70 ans à compter de l'année au cours de laquelle elles ont eu lieu.¹⁹⁶ À l'inverse des brevets, des marques de fabrique ou de commerce, des dessins et modèles industriels et des droits des obtenteurs, pour lesquels l'enregistrement est une condition préalable à la protection, le droit d'auteur (y compris sur les configurations de circuits) est accordé automatiquement lorsque les conditions techniques sont remplies.

132. Les modifications apportées en 2004 à la Loi de 1968 sur le droit d'auteur portaient sur la mise en œuvre des obligations acquises au titre de l'Accord de libre-échange entre l'Australie et les États-Unis concernant les mesures de protection technologique, les renseignements sur la gestion des droits et les diffusions cryptées; ces mesures sont à présent appliquées à tous les partenaires commerciaux.

Importations parallèles

133. La Loi de 1968 sur le droit d'auteur et, dans certaines situations, la Loi de 1995 sur les marques permettent certaines importations parallèles. La Loi de 2003 sur les importations parallèles étend les importations parallèles et leur distribution commerciale ultérieure aux logiciels d'ordinateurs, aux livres électroniques, journaux électroniques et partitions de musique électroniques, à l'exception notable des films (vidéodisques numériques ou DVD); l'utilisation de marques de fabrique ou de commerce sur ces produits ne devrait pas empêcher leur importation parallèle. L'importation parallèle de liqueurs, de produits alimentaires de marque, de vêtements, de matériel informatique (par exemple des jeux vidéos australiens y compris le matériel rattaché) en provenance de pays tiers (c'est-à-dire contournant les titulaires de licences locaux des produits) est une pratique courante pour certains dépositaires grossistes et/ou détaillants.¹⁹⁷ Dans un rapport de 2009, la Commission de la productivité a recommandé que l'importation parallèle de livres soit légalisée, un préavis de trois ans devant être donné aux éditeurs; selon la Commission, les restrictions dont font l'objet les importations parallèles entraînent une hausse des prix des livres nationaux.¹⁹⁸ En novembre 2009, les autorités ont décidé de ne pas modifier le régime réglementaire régissant les importations parallèles pour les livres.¹⁹⁹

¹⁹⁶ La Loi de 1968 sur le droit d'auteur protège les sujets autres que les œuvres (films cinématographiques, enregistrements sonores, diffusions radiophoniques et éditions) pour des durées de 70, 50 ou 25 ans (Partie IV, division 4).

¹⁹⁷ Renseignements en ligne de *The Age*, "Retailers rock the boat with parallel imports", 15 janvier 2010. Adresse consultée: <http://www.theage.com.au/business/retailers-rock-the-boat-with-parallel-imports-20100114-ma5h.html> [14 juillet 2010].

¹⁹⁸ Actuellement, la Loi australienne sur le droit d'auteur interdit l'importation parallèle d'un livre si celui-ci est publié par un éditeur australien dans les 30 jours suivant sa parution dans un autre pays. De cette manière, les détenteurs de droits peuvent facturer (ou obtenir des droits d'auteur) sur le marché australien avec la certitude de ne pas être concurrencés par des importations des mêmes titres en quantités importantes. Il a été constaté que le prix moyen d'un livre australien dépasse de 35% le prix moyen aux États-Unis. La Commission de la productivité a conclu que le fait de permettre aux librairies de stocker des exemplaires de livres importés encouragerait une baisse des prix (Commission de la productivité, 2009e).

¹⁹⁹ La pression concurrentielle exercée par les librairies en ligne internationales sur les imprimeurs et éditeurs de livres australiens est puissante, et, selon le gouvernement, cette pression a toutes les chances de s'accroître. En outre, les techniques d'édition de livres sur support électronique continueront de s'améliorer, et de nouvelles innovations, ainsi que des réductions de prix, sont prévisibles. Il est peu probable qu'une modification de la réglementation régissant les importations de livres ait un effet matériel sur l'accès aux livres en Australie (communiqué de presse publié de M. Craig Emerson, "Regulatory regime for books to remain unchanged", 11 novembre 2009. Adresse consultée: <http://www.craigemersonmp.com/files/Nov%2011%2009%20Regulatory%20regime%20for%20books%20to%20remain%20unchanged.pdf>).

Schéma de configuration de circuits

134. La Loi de 1989 sur les configurations de circuits reste le principal texte législatif concernant la protection des schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés (également dénommés schémas de puces d'ordinateurs ou semi-conducteurs). Les schémas de configuration sont protégés pendant dix ans à compter de leur première exploitation commerciale et, s'ils ne sont pas exploités, pendant dix ans à compter de leur réalisation, soit une durée de protection totale maximale de 20 ans. La réglementation de 2003 portant modification de la Loi sur les schémas de configuration contient la liste des pays étrangers auxquels l'Australie étend la protection des schémas de configuration de circuits; elle a été modifiée en dernier lieu en 2008 pour faire en sorte que les pays étrangers admissibles soient Membres de l'OMC. Le mécanisme mis en place permet une mise à jour automatique de la réglementation chaque fois qu'un nouveau Membre accède à l'OMC.

d) Moyens de faire respecter les droits

135. Les atteintes aux DPI peuvent avoir des effets négatifs sur les activités commerciales, l'économie nationale et la santé et la sécurité des consommateurs. Les détenteurs de DPI peuvent les faire respecter en intentant des procédures civiles à l'encontre de ceux qui y portent atteinte, au niveau fédéral et au niveau de l'État. La Police fédérale australienne et les organes de police des États et des Territoires sont habilités à ouvrir des enquêtes pénales, les poursuites étant menées par le Procureur public de l'État ou du Territoire concerné ou du Commonwealth. Les atteintes aux DPI sont passibles d'amendes et de peines de prison. Les atteintes aux droits d'auteur sont passibles d'une amende maximale de 93 500 dollars australiens assortie d'une peine d'emprisonnement maximale de cinq ans. Les atteintes aux marques de fabrique ou de commerce sont passibles d'amendes pouvant atteindre 55 000 dollars australiens et/ou d'une peine d'emprisonnement de deux ans pour les particuliers; s'il s'agit d'une société, les amendes peuvent être cinq fois plus élevées. Sur acceptation d'un avis d'opposition déposé par le titulaire des DPI, l'Administration des douanes peut saisir et retenir les marchandises importées qui enfreignent la législation relative aux droits d'auteur ou aux marques de fabrique ou de commerce; jusqu'au mois de juillet 2010, 453 avis d'opposition avaient été déposés pour un large éventail d'articles; 392 concernaient les marques de fabrique ou de commerce, 60 le droit d'auteur, et un avis portait sur la protection des expressions du symbole olympique.²⁰⁰ L'Administration des douanes ne dispose pas de droits de saisie de cet ordre pour les brevets et les droits des obtenteurs; en 2009, certaines parties concernées ont soutenu que l'absence de dispositions relatives aux saisies douanières dans la Loi sur les droits des obtenteurs constituait un obstacle majeur à une application efficace des droits.²⁰¹ Entre 2007 et 2009, les douanes ont procédé à 9 023 saisies portant sur environ 2,3 millions d'articles d'une valeur au détail dépassant 74,3 millions de dollars australiens, principalement en provenance d'Asie; les vêtements, les textiles et les accessoires constituent généralement la principale catégorie; les saisies de produits alimentaires et de boissons ont augmenté de façon notable ces dernières années. Un certain nombre d'instances facilitent la discussion et améliorent la coordination entre les parties intéressées pour ce qui a trait aux questions relatives aux moyens de faire respecter les DPI.

136. Selon une étude réalisée en 2008 par l'Institut australien de criminologie, s'il est vrai que rien ne laisse supposer que le piratage et la contrefaçon n'existent pas en Australie, il n'y a aucun élément de preuve empirique vérifiable concernant l'étendue du problème.²⁰² En 2008, les atteintes aux DPI en Australie comprenaient principalement: l'importation d'éléments isolés de marchandises de

²⁰⁰ Avis de l'Administration des douanes australiennes. Adresse consultée: <http://www.customs.gov.au/webdata/miniSites/ipData/> [18 juillet 2010].

²⁰¹ Conseil consultatif sur la propriété intellectuelle (2010a).

²⁰² Institut australien de criminologie (2008).

contrefaçon telles que des vêtements, des articles de luxe et des chaussures, en provenance d'Asie du Sud-Est²⁰³; et la fabrication dans le pays de produits portant atteinte au droit d'auteur, tels que les films, la musique, les jeux et les logiciels. Selon les statistiques de la branche de production, en 2009 l'Australie a enregistré l'un des plus faibles taux de piratage de logiciels dans le monde et s'est classée au cinquième rang dans ce domaine après les États-Unis (20%), le Japon (21%), le Luxembourg (21%) et la Nouvelle-Zélande (22%).²⁰⁴ Entre 2005 et 2009, le nombre d'installations de logiciels sans licence sur des ordinateurs personnels en Australie a diminué de 4% pour atteindre 25%; en 2009, la valeur commerciale des copies illicites de logiciels s'élevait à 550 millions de dollars EU. Les personnes impliquées dans les atteintes aux DPI sont diverses: elles peuvent appartenir au grand public, mais également à des réseaux criminels organisés de manière professionnelle.²⁰⁵ Dès lors qu'il semble qu'une part importante d'articles de contrefaçon et piratés soient produits localement plutôt qu'importés, il y a peu de chances que les contrôles aux frontières et les interventions visant à faire respecter la loi du Commonwealth puissent déceler cette catégorie d'atteintes. D'une manière générale, en 2008, les représentants des principales branches d'activité considéraient que les procédures civiles étaient longues et dispendieuses, et qu'il était souvent impossible de récupérer les pertes, même lorsque les procédures avaient un résultat favorable.²⁰⁶ Selon les renseignements obtenus, très peu d'infractions liées aux DPI font l'objet de poursuites au niveau fédéral, et les victimes d'atteintes aux DPI dont les ressources sont limitées²⁰⁷ ont tendance à ne pas tenter d'actions civiles ou pénales.

²⁰³ Par exemple, des chaussures de contrefaçon peuvent être importées dans un chargement alors que les articles portant la marque de fabrique ou de commerce de contrefaçon font partie d'une autre expédition, la marque de fabrique ou de commerce étant apposée sur les chaussures en Australie.

²⁰⁴ Renseignements en ligne de Business Software Alliance. Adresse consultée: <http://www.bsa.org/country/News%20and%20Events/News%20Archives/global/05112010-globalpiracystudy.aspx> [14 juillet 2010].

²⁰⁵ Institut australien de criminologie (2008); Commission australienne de répression des crimes (2009); et The Allen Consulting Group (2009).

²⁰⁶ Il n'existe aucune statistique particulière concernant les affaires d'atteintes au droit d'auteur jugées au civil.

²⁰⁷ Parmi celles-ci il faut mentionner les créateurs/artistes isolés (y compris les créateurs/artistes indigènes), les petites entreprises et les négociants individuels, ainsi que les entreprises et associations dépourvues de personnalité morale.